

## Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (\*)

20 MARS 1997

### PROJET DE LOI

portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions (articles 1<sup>er</sup>, 5 à 15 et 18)

### PROPOSITION DE LOI

visant à établir l'égalité entre hommes et femmes en matière de pensions des travailleurs salariés, d'allocations de chômage, de prépensions conventionnelles et d'assurance maladie-invalidité

### RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES (1)

PAR

M. Ghislain VERMASSEN

(1) Composition de la commission : voir p. 2.

Voir :

- 925 - 96 / 97 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 à 5 : Amendements.
- N° 6 à 8 : Rapports.
- N° 9 : Article modifié par la commission.
- N° 10 et 11 : Rapports.

- 250 - 95 / 96 :

- N° 1 : Proposition de loi de MM. Detienne et Wauters.

(\*) Troisième session de la 49<sup>e</sup> législature.

## Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (\*)

20 MAART 1997

### WETSONTWERP

tot bekragting van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels (artikelen 1, 5 tot 15 en 18)

### WETSVOORSTEL

tot invoering van de gelijke behandeling van mannen en vrouwen inzake werknemerspensioenen, werkloosheidsuitkeringen, conventionele brugpensioenen en ziekte- en invaliditeitsverzekering

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN (1)

UITGEBRACHT DOOR  
DE HEER Ghislain VERMASSEN

(1) Samenstelling van de commissie : zie blz. 2.

Zie :

- 925 - 96 / 97 :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 tot 5 : Amendementen.
- N° 6 tot 8 : Verslagen.
- N° 9 : Artikel gewijzigd door de commissie.
- N° 10 en 11 : Verslagen.

- 250 - 95 / 96 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heren Detienne en Wauters.

(\*) Derde zitting van de 49<sup>e</sup> zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné les articles du projet de loi à l'examen dont elle a été saisie ainsi que la proposition de loi jointe au cours de ses réunions des 19 et 26 février, et 4 mars 1997.

## I. — PROCEDURE

*M. Lenssens* fait observer que l'article 6, § 2, alinéa 2 de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, prévoit qu'un projet de loi portant confirmation des arrêtés pris en vertu de cette loi entre le 1<sup>er</sup> octobre 1996 et le 31 mars 1997 est déposé à la Chambre à l'occasion du dépôt des projets concernant le contrôle budgétaire pour l'année 1997.

Ceci signifie-t-il que les arrêtés royaux pris sur la base de la loi-cadre UEM précitée et soumis pour confirmation au Parlement par le biais du projet à l'examen doivent à nouveau ou ne peuvent être déposés au Parlement (qu')à l'occasion du contrôle budgétaire ?

*M. Wauters* se joint à cette question.

*La ministre de l'Emploi et du Travail* fournit, au nom du gouvernement, la note suivante :

« L'article 6, § 2, alinéa 2, de la loi cadre relative à l'UEM dispose qu'un projet de loi portant confirmation des arrêtés pris en vertu de cette loi entre le 1<sup>er</sup> octobre 1996 et le 31 mars 1997 est déposé à la Chambre des représentants à l'occasion du dépôt des projets concernant le contrôle budgétaire pour l'année 1997. Ces arrêtés cessent de produire leurs effets s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant le 30 juin 1997.

Le gouvernement estime que cette disposition de la loi doit être interprétée en ce sens que le projet de loi portant confirmation des arrêtés doit être déposé au plus tard conjointement avec les projets de loi concernant le contrôle budgétaire.

(1) Composition de la commission :

Président : M. Chevalier.

### A. — Titulaires :

C.V.P. Mme D'Hondt (G.), MM. Goutry, Lenssens, Mme Pieters (T.).  
P.S. Mme Burgeon, MM. Delizée, Dighneef.  
V.L.D. MM. Anthuenis, Chevalier, Valkeniers.  
S.P. MM. Bonte, Vermassen.  
P.R.L.- M. Bacquelaine, Mme Herfetzet.  
P.S.C. M. Viseur (J.-J.).  
Vl. M. Van den Eynde.  
Blok Agalev/M. Wauters.  
Ecolo

### B. — Suppléants :

M. Ansoms, Mmes Creyf, van Kessel, MM. Verherstraeten, Willems.  
MM. Dufour, Harmegnies, Moock, Moriau.  
MM. Cortois, De Grauw, Dewael, Lano.  
MM. Cuyt, Suykens, Verstraeten.  
MM. D'hondt (D.), Michel, Wauthier.  
Mme Cahay-André, M. Fournaux.  
Mme Colen, M. Laeremans.  
MM. Detienne, Vanoost.

### C. — Membre sans voix délibérative :

V.U. Mme Van de Casteele.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft de haar voorgelegde artikelen van het wetsontwerp en het toegevoegde wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 19 en 26 februari en 4 maart 1997.

## I. — PROCEDURE

*De heer Lenssens* merkt op dat artikel 6, § 2, 2<sup>e</sup> lid, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot réalisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, bepaalt dat een ontwerp van wet tot bekraftiging van de besluiten, genomen krachtens deze wet tussen 1 oktober 1996 en 31 maart 1997, in de Kamer wordt ingediend naar aanleiding van de indiening van de ontwerpen inzake de begrotingscontrole voor het jaar 1997.

Betekent dit dat de koninklijke besluiten die op basis van de voormelde EMU-kaderwet zijn genomen en die via dit wetsontwerp aan het parlement ter bekraftiging worden voorgelegd, opnieuw aan het parlement moeten worden voorgelegd of slechts naar aanleiding van de begrotingscontrole ?

*De heer Wauters* vraagt zich hetzelfde af.

Namens de regering verstrekt *de minister van Tewerkstelling en Arbeid* de volgende nota :

« Artikel 6, § 2, tweede lid, van de EMU-kaderwet bepaalt dat een ontwerp van wet tot bekraftiging van de besluiten genomen krachtens deze wet tussen 1 oktober 1996 en 31 maart 1997, bij de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt ingediend ter gelegenheid van de indiening van de ontwerpen inzake de begrotingscontrole voor het jaar 1997. Deze besluiten houden op uitwerking te hebben op 30 juni 1997 tenzij zij voor die datum bij wet zijn bekraftigd.

De regering is van oordeel dat deze wettekst zo moet geïnterpreteerd worden dat de bekraftigingswet ten laatste samen met de ontwerpen van wet inzake de begrotingscontrole moet worden ingediend.

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Chevalier.

### A. — Vaste leden :

C.V.P. Mevr. D'Hondt (G.), HH. Goutry, Lenssens, Mevr. van Kessel, HH. Verherstraeten, Willems.  
P.S. Mevr. Burgeon, HH. Delizée, Dighneef.  
V.L.D. HH. Anthuenis, Chevalier, Valkeniers.  
S.P. HH. Bonte, Vermassen.  
P.R.L.- H. Bacquelaine, Mevr. Herfetzet.  
P.S.C. H. Viseur (J.-J.).  
Vl. H. Van den Eynde.  
Blok Agalev/H. Wauters.  
Ecolo

### B. — Plaatsvervangers :

H. Ansoms, Mevr. Creyf, Mevr. van Kessel, HH. Verherstraeten, Willems.  
HH. Dufour, Harmegnies, Moock, Moriau.  
HH. Cortois, De Grauw, Dewael, Lano.  
HH. Cuyt, Suykens, Verstraeten.  
HH. D'hondt(D.), Michel, Wauthier.  
Mevr. Cahay-André, H. Fournaux.  
Mevr. Colen, H. Laeremans.  
HH. Detienne, Vanoost.

### C. — Niet-stemgerechtig lid :

V.U. Mevr. Van de Casteele.

Le gouvernement a par conséquent choisi de déposer au plus tôt un projet de loi portant confirmation des arrêtés à la Chambre, afin de permettre à celle-ci :

— *primo*, d'examiner les arrêtés en question le plus promptement possible;

— *secundo*, d'organiser un débat approfondi sur la question. Le gouvernement n'a donc pas attendu l'expiration de la période allant du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars, soit au plus tôt le mois d'avril, pour déposer un projet de loi unique portant confirmation de l'ensemble des arrêtés pris au cours de la période en question, car l'importance d'un tel projet et le peu de temps disponible n'auraient sans doute pas favorisé la tenue de ce débat approfondi.

Le Conseil d'Etat n'a pas formulé la moindre observation sur cette méthode de travail dans l'avis qu'il a émis concernant l'avant-projet de loi de confirmation.

Etant donné qu'il ne pouvait être totalement garanti que le projet de loi de confirmation serait adopté avant la date du 30 juin 1997 s'il était déposé conjointement avec les projets de loi concernant le contrôle budgétaire, le gouvernement a préféré ne pas courir le risque que les arrêtés pris puissent cesser de produire leurs effets. La date du 30 juin prime de la sorte la date du dépôt et de l'examen des projets de loi concernant le contrôle budgétaire.

Le gouvernement a par ailleurs l'intention de déposer en avril 1997 un second projet de loi portant confirmation du deuxième train d'arrêtés pris en application de la loi cadre. »

*M. Detienne* demande que la proposition de loi visant à établir l'égalité entre hommes et femmes en matière de pensions des travailleurs salariés, d'allocations de chômage, de prépensions conventionnelles et d'assurance maladie-invalidité (Doc. n° 250/1-95/96, déposée par MM. Detienne et Wauters), soit jointe à la discussion du projet à l'examen.

*La commission* souscrit à cette demande.

## II. — AFFAIRES SOCIALES (articles 1<sup>er</sup>, 6, 7, 8, 10 et 15)

### A. Exposé introductif de la ministre des Affaires sociales

L'article 6 du texte proposé porte sur la confirmation de huit arrêtés royaux pris en exécution soit de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, pour deux d'entre eux (article 6, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>), soit de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, pour six d'entre eux (article 6, 2<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>). Tous les huit ont pour objectif la maîtrise de l'évolu-

De regering heeft bijgevolg verkozen zo spoedig mogelijk een ontwerp van bekraftigingswet bij de Kamer in te dienen om haar in staat te stellen :

— in de eerste plaats zo spoedig mogelijk de betrokken besluiten te bespreken;

— in de tweede plaats hierover een grondig debat te kunnen houden en bijgevolg niet te wachten tot na de termijn van 31 maart 1997, om vervolgens één ontwerp van bekraftigingswet voor alle besluiten samen die genomen werden tussen 1 oktober 1996 en 31 maart 1997 in te dienen, ten vroegste in april, waarbij de omvang van dit ontwerp en de tijdsdruk dit grondig debat misschien niet ten goede zou komen.

De Raad van State heeft over deze werkwijze geen enkele opmerking gemaakt in zijn advies omtrent het ontwerp van bekraftigingswet.

Vermits er geen volledige garantie bestond dat de goedkeuring van de bekraftigingswet, ingediend samen met de wet op de begrotingscontrole kon worden bekomen voor de datum van 30 juni 1997, wenste de regering dan ook geen risico te lopen teneinde de uitwerking van de genomen besluiten in gevaar te brengen. De datum van 30 juni 1997 primeert aldus op het tijdstip van de indiening van de wet op de begrotingscontrole en haar besprekking.

De regering is voorts van plan om in april 1996 een tweede ontwerp van bekraftigingswet, voor het tweede pakket besluiten te laten bekraftigen. »

*De heer Detienne* vraagt dat het wetsvoorstel tot invoering van de gelijke behandeling van mannen en vrouwen inzake werknehmerspensioenen, werkloosheidssuitkeringen, conventionele brugpensioenen en ziekte- en invaliditeitsverzekering (ingediend door de heren Detienne en Wauters — zie Stuk n° 250/1-95/96) wordt gevoegd bij de beraadslaging over voorliggend wetsontwerp.

*De commissie* is het hiermee eens.

## II. — SOCIALE ZAKEN (artikelen 1, 6, 7, 8, 10 en 15)

### A. Inleiding door de minister van Sociale Zaken

Artikel 6 van de voorgestelde tekst handelt over de bekraftiging van acht koninklijke besluiten ter uitvoering van ofwel de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, voor twee onder hen (artikel 6, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>), ofwel de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, voor zes onder hen (artikel 6, 2<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup> tot

tion des dépenses dans le secteur de l'assurance obligatoire soins de santé.

Le premier des huit arrêtés susmentionnés prolonge la norme maximale de croissance réelle des dépenses de l'assurance soins de santé de 1,5 % jusque l'an 2000. Il prévoit toutefois aussi la possibilité de prise en compte de facteurs exceptionnels au-delà de la norme.

Le second instaure une intervention personnelle forfaitaire par admission à l'hôpital pour les prestations médico-techniques spéciales, à l'instar de ce qui existe déjà par la biologie clinique et l'imagerie médicale. Cette intervention personnelle sera comptabilisée pour le calcul des franchise sociale et fiscale.

Le troisième vise à permettre une intégration plus rapide et efficace du Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs dans les structures de l'INAMI, pour ce qui concerne sa branche « indemnités complémentaires d'invalidité ». Concrètement, une cellule administrative provisoire est installée au sein de l'INAMI pour mener à bien cette intégration.

Le quatrième arrêté royal à confirmer vise à permettre au gouvernement de temporairement, jusqu'au 31 août 1997, déroger aux procédures habituelles de fixation des critères d'admission au remboursement des spécialités pharmaceutiques. En effet, la lourdeur de la procédure légale ordinaire entravait fortement la réalisation des mesures d'économies décidées dans le secteur du médicament en octobre 1996. La nouvelle procédure est beaucoup plus simple et rapide, et a déjà permis la réalisation de plusieurs mesures d'économies (anti-ulcéreux, déclassifications de médicaments peu ou pas efficaces par exemple).

L'article 6, 5° confirme un arrêté royal qui « gèle » les honoraires et tarifs de remboursement (à leur niveau du 31 décembre 1996).

A partir du 1<sup>er</sup> avril 1997, cet arrêté permet, en fonction des possibilités budgétaires, de lever sélectivement cette mesure en priorité pour les secteurs qui n'ont pas dépassé leur enveloppe et en second lieu pour les secteurs qui font des propositions de type structurel pour remplacer les mesures linéaires.

Par rapport à l'indexation usuelle de l'objectif budgétaire annuel global, c'est environ 4 milliards de francs qui sont ainsi épargnés sur une base annuelle.

Les sixièmes et septièmes arrêtés instaurent de façon temporaire et conservatoire, pour une période de six mois qui a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 1997, éventuellement renouvelable une fois, des réductions linéaires de 2 ou 3 %, selon les cas, de tous les honoraires, tarifs de remboursement et forfaits pour les prestations de soins de santé. L'objectif visé est de permettre la sauvegarde budgétaire de l'assurance soins de santé pour 1997, tout en exerçant une pression maximale sur les partenaires de l'assurance pour qu'ils

8°). Ze hebben alle acht tot doel de uitgaven in de sector van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging te beheersen.

Het eerste van de acht voornoemde besluiten verlengt de 1,5 %-norm voor de maximale reële groei van de uitgaven in de verzekering voor geneeskundige verzorging tot het jaar 2000. Het voorziet echter ook in de mogelijkheid uitzonderlijke omstandigheden buiten de norm in aanmerking te nemen.

Het tweede besluit stelt voor speciale medisch-technische verstrekkingen een forfaitair persoonlijk aandeel in bij opname in het ziekenhuis, in navolging van de klinische biologie en de medische beeldvorming. Dit persoonlijke aandeel zal bij de berekening van de sociale en fiscale vrijstelling in rekening worden gebracht.

Het derde besluit beoogt een snellere en meer doeltreffende integratie van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers, en met name van de afdeling « aanvullende invaliditeitspremies », in de structuren van het RIZIV. Concreet gezien wordt er bij het RIZIV een voorlopige administratieve cel opgericht om deze integratie vlot te laten verlopen.

Het vierde koninklijk besluit dat moet worden bekrachtigd geeft de regering de mogelijkheid om tot 31 augustus 1997 tijdelijk van de gebruikelijke procedures inzake aannemingscriteria voor de tegemoetkoming voor farmaceutische specialiteiten af te wijken. De logheid van de gewone wettelijke procedure belemmerde in hoge mate de uitvoering van de besparingsmaatregelen in de geneesmiddelensector waartoe in oktober 1996 was beslist. De nieuwe procedure is veel eenvoudiger en sneller en heeft reeds de uitvoering van verschillende besparingsmaatregelen mogelijk gemaakt (geneesmiddelen tegen maagzweren, schrapping van weinig doeltreffende of ondoeltreffende geneesmiddelen bijvoorbeeld).

Artikel 6, 5°, bekrachtigt een koninklijk besluit dat de honoraria en terugbetalingstarieven « bevriest » (op hun niveau van 31 decembre 1996).

Dit besluit biedt de mogelijkheid om, naar gelang de budgettaire mogelijkheden, vanaf 1 april 1997 deze maatregel selectief op te heffen, in de eerste plaats voor sectoren die het toegestane bedrag niet hebben overschreden en op de tweede plaats voor sectoren die structurele voorstellen ter vervanging van de lineaire maatregelen formuleren.

In vergelijking met de gangbare indexering van de algemene jaarlijkse begrotingsdoelstelling, wordt op jaarbasis ongeveer 4 miljard frank bespaard.

Het zesde en zevende besluit stellen, voor een periode van zes maanden die op 1 januari 1997 een aanvang heeft genomen en die eventueel éénmaal verlengd kan worden, tijdelijke en bewarende lineaire verminderingen in van, naargelang het geval, 2 of 3 % van alle honoraria, terugbetalingstarieven en forfaits voor verstrekkingen in de sector van de geneeskundige verzorging. Het doel is de budgettaire vrijwaring van de verzekering voor geneeskundige verzorging voor 1997 zonder daarbij de druk te ver-

présentent des réformes structurelles alternatives dans les meilleurs délais.

Cette initiative d'extrême urgence prise par le gouvernement fin décembre 1996 commence à porter ses fruits : les médecins, les pharmaciens, l'industrie pharmaceutique, les dispensateurs de l'art infirmier, les fournisseurs d'implants, les gestionnaires d'hôpitaux formulent de telles propositions concrètes de mesures structurelles de maîtrise des dépenses, et plus particulièrement des volumes de prestations. Une fois finalisées, ces propositions seront exécutées dans les meilleurs délais, et se substitueront alors aux mesures temporaires susmentionnées.

A ce jour, des projets structurels ont été formulés par les hôpitaux universitaires et l'industrie pharmaceutique.

Un règlement a été proposé par les distributeurs de produits pharmaceutiques et les pharmaciens.

Les hôpitaux de première ligne avanceront d'ici avril 1997 une série de propositions par lesquelles, dans certaines matières, une meilleure forfaitarisation serait induite.

La ministre espère avoir d'ici fin mars 1997 un accord avec le corps médical, qui pourrait éventuellement aboutir à une nouvelle convention médico-mutualiste.

Enfin, les montants absolus des tickets modérateurs exigibles au 31 décembre 1996 ont eux aussi été gelés temporairement. Cela permet d'optimaliser l'effet budgétaire obtenu par l'assurance des réductions temporaires des tarifs et honoraires précités. Ce gel pourra aussi être levé sélectivement, en parallèle avec les mesures touchant les dispositions de soins.

Il convient de signaler qu'il ne semble toujours pas y avoir de la part des dispensateurs et institutions de soins de dérapage significatif dans les honoraires et forfaits réellement réclamés aux patients. A ce sujet, un rapport, demandé en janvier 1997 aux organismes assureurs, est prochainement attendu par la ministre.

L'article 7 du texte proposé concerne le régime d'indemnisation de l'incapacité provisoire de travail. L'arrêté royal, dont il est demandé confirmation, inscrit la notion de cohabitant dans les prescriptions en matière d'indemnités pour incapacité primaire de travail. Cette notion est identique à celle qui est en usage depuis de nombreuses années pour les indemnités d'invalidité.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997, les employés cohabitants, qui débutent leur deuxième mois d'incapacité de travail, voient leurs indemnités réduites à 55 % de leur dernier salaire brut, sans pouvoir dépasser le plafond maximal de l'indemnité journalière, qui reste inchangée et qui s'élève à 2 175 francs.

minderen op de partijen van deze sector om zo snel mogelijk alternatieve structurele hervormingen voor te stellen.

Dit uiterst dringende initiatief dat de regering eind december 1996 heeft genomen, begint vrucht af te werpen : artsen, apothekers, de farmaceutische industrie, verplegers/verpleegsters, leveranciers van implantaten, beheerders van ziekenhuizen formuleren dergelijke concrete voorstellen betreffende structurele maatregelen om de uitgaven, en dan meer bepaald de omvang van de uitkeringen, onder controle te houden. Zodra die voorstellen in een definitieve vorm zijn gegoten, zullen ze zo spoedig mogelijk worden uitgevoerd en zullen ze bovenvermelde tijdelijke maatregelen vervangen.

Tot nu toe zijn er structurele projecten ingediend door universitaire ziekenhuizen en de farmaceutische industrie.

De apothekers en de verdellers van farmaceutische producten hebben een reglement voorgesteld.

De ziekenhuizen voor eerstelijnsverzorging zullen tussen dit en april 1997 een serie voorstellen op tafel leggen waarin wordt besproken hoe, in bepaalde domeinen, het forfaitair bedrag op een betere manier kan worden vastgesteld.

De minister hoopt tegen eind maart 1997 een akkoord te hebben met de artsen, dat eventueel zou kunnen leiden tot een nieuwe conventie tussen de artsen en de ziekenfondsen.

Tot slot zijn ook de absolute bedragen van het per 31 december 1996 opeisbare remgeld tijdelijk bevoren. Dit versterkt het budgettaire effect dat bekomen werd door de garantie dat voormelde tarieven en honoraria tijdelijk zouden worden verlaagd. Deze bevriezing zal ook op een selectieve manier, parallel met de maatregelen die betrekking hebben op de zorgverlening, kunnen worden opgeheven.

Er zij aangestipt dat er nog steeds geen tekenen zijn van duidelijke ontsporingen inzake de honoraria en de reële forfaitaire bedragen die de zorgverlenende diensten en instellingen de patiënten aanrekenen. De minister verwacht hierover trouwens binnenkort een rapport dat ze de verzekeringsinstellingen in januari 1997 gevraagd heeft op te stellen.

Artikel 7 van de voorgestelde tekst betreft het vergoedingsstelsel inzake de voorlopige arbeidsongeschiktheid. Het koninklijk besluit, waarvan de bekraftiging wordt gevraagd, neemt in de voorschriften om een vergoeding voor primaire arbeidsongeschiktheid te krijgen, het begrip « samenwonende » op. Dit begrip is hetzelfde als dat wat al jaren gebruikt wordt voor de invaliditeitsvergoedingen.

Sinds 1 januari 1997 wordt de uitkering van samenwonende werknemers die hun tweede maand van arbeidsongeschiktheid ingaan, verlaagd tot 55 % van hun laatste bruto-salaris, zonder dat het dagelijkse maximumbedrag kan worden overschreden. Dat maximumbedrag, dat ongewijzigd blijft, bedraagt 2 175 frank.

Jusqu'au 31 décembre 1996, cette indemnité était fixée à 60 % du même montant, comme pour les personnes isolées et les chefs de famille.

L'article 8 du texte proposé a trait à l'assurance accidents du travail.

L'arrêté royal du 16 décembre 1996 modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail en exécution de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne contient deux mesures budgétaires concernant le secteur des accidents du travail.

La première mesure prévoit que les personnes victimes d'un accident de travail qui n'a pas encore été réglé définitivement au 1<sup>er</sup> janvier 1997 et dont l'incapacité permanente de travail est de 10 % à moins de 16 %, seront désormais indemnisées sous forme d'une allocation ou rente non indexée versée par le Fonds des accidents du travail. Cette mesure supprime aussi pour ces personnes la possibilité d'obtenir un tiers en capital. Simultanément, les organismes assureurs transfèrent les capitaux correspondant à ces allocations et rentes au Fonds des accidents du travail, qui les verse au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale après déduction des montants des allocations et rentes pour l'année en cours. On s'attend à ce que sur le montant de 2 milliards de francs que les organismes assureurs transféreront pour 1997 au Fonds des accidents du travail, le montant versé au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale soit de 1,9 milliard de francs pour la première année, de 1,8 milliard de francs pour la deuxième année, etc.

En vertu de la deuxième mesure, il est prévu qu'en cas de cumul d'une pension de retraite ou de survie et d'une allocation ou rente d'incapacité permanente, les organismes assureurs transfèrent au Fonds des accidents du travail la part de l'allocation ou de la rente qui ne peut pas être cumulée avec une pension. A partir de 1997, ce montant ne sera plus transféré mensuellement ou trimestriellement, mais sera transféré en tant que capital au Fonds des accidents du travail, qui le reversera au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale. Cette mesure ne modifie en rien la situation des intéressés.

L'économie réalisée est estimée à 3 milliards de francs pour 1997.

\*  
\* \*

L'article 10 prévoit la confirmation d'un arrêté royal instaurant certaines mesures d'économies dans le secteur des allocations familiales.

Principalement, il s'agit de la réduction de moitié des suppléments d'âge. La mesure s'applique pour l'enfant de premier rang n'ayant pas atteint six ans le 31 décembre 1996, et ce lors de l'octroi de chaque supplément d'âge accordé. Ainsi, l'enfant obtiendra à six ans 461 francs, soit 922 francs divisés par deux; à douze ans, il obtiendra 704 francs et à dix-huit ans,

Tot 31 december 1996 was deze uitkering vastgesteld op 60 % van het bovenvermelde bedrag, en dit zowel voor alleenstaanden als voor gezinshoofden.

Artikel 8 van de voorgestelde tekst heeft betrekking op de arbeidsongevallenverzekering.

Het koninklijk besluit van 16 december 1996 tot wijziging van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 in uitvoering van de EMU wet van 26 juli 1996 voorziet in twee begrotingsmaatregelen in de arbeidsongevallensector.

De eerste maatregel houdt in dat de personen die door een arbeidsongeval worden getroffen dat op 1 januari 1997 niet definitief geregdeld is en wier blijvende ongeschiktheid van 10 % tot minder dan 16 % bedraagt, voortaan vergoed worden in de vorm van een niet geïndexeerde vergoeding of rente uitgekeerd door het Fonds voor Arbeidsongevallen. Die maatregel schrappt voor deze personen de mogelijkheid om een derde in kapitaal te verkrijgen. Tegelijkertijd maken de verzekeringsinstellingen de met deze vergoedingen en renten overeenstemmende kapitalen over aan het Fonds voor Arbeidsongevallen, dat ze doorstort aan het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid (FFE), na aftrek van de bedragen van de vergoedingen en renten voor het lopende jaar. Verwacht wordt dat van het bedrag van 2 miljard frank dat de verzekeringsinstellingen voor 1997 aan het Fonds voor Arbeidsongevallen zullen overdragen, 1,9 miljard frank aan het FFE zal worden gestort voor het eerste jaar, 1,8 miljard frank voor het tweede, enz.

Krachtens de tweede maatregel dragen de verzekeringsinstellingen, in geval van cumulatie van een vergoeding of rente met een rust- of overlevingspensioen, het gedeelte van de vergoeding of rente dat niet met een pensioen mag worden gecumuleerd, over aan het Fonds voor Arbeidsongevallen. Vanaf 1997 wordt dit bedrag niet meer maandelijks of driemaandelijks overgedragen, maar als kapitaal overgemaakt aan het Fonds voor Arbeidsongevallen, dat het doorstort aan het FFE. Voor de betrokkenen verandert de toestand niet.

De gerealiseerde besparing voor 1997 wordt op 3 miljard frank geraamd.

\*  
\* \*

Artikel 10 bevat de bekraftiging van een koninklijk besluit dat bepaalde besparingsmaatregelen invoert in de sector van de kinderbijslagen.

Het betreft hoofdzakelijk de halvering van de leeftijdstoesslagen. De maatregel is van toepassing op het kind van eerste rang dat op 31 december 1996 de leeftijd van zes jaar niet heeft bereikt, en geldt bij de toekenning van elke leeftijdstoesslag. Zo ontvangt het kind op zesjarige leeftijd 461 frank (de helft van 922 frank). Op de leeftijd van 12 jaar ontvangt het

743 francs. Des exceptions sont toutefois prévues en ce qui concerne cette mesure de réduction.

Ainsi la mesure d'économie envisagée ne vaut-elle pas pour les enfants qui donnent droit à des allocations supplémentaires ou majorées. Les enfants qui bénéficient déjà d'un supplément d'âge le conserveront. Enfin, un règlement particulier a été élaboré pour les enfants nés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1991 et le 31 décembre 1996. Quand ils passeront du deuxième au premier rang, ils donneront droit et continueront de donner droit, dès l'âge de six ans, à ces suppléments d'âge de 922 francs, de sorte que la réduction répartie sur 18 ans se montera au maximum à 75 528 francs au lieu de 137 376 francs.

Envisageons ainsi la situation d'une famille qui reçoit déjà un supplément d'âge pour l'enfant unique ou le premier enfant.

En vertu de la première disposition transitoire, les premiers enfants ou enfants uniques qui donnent droit aux allocations familiales de base et qui au 31 décembre 1996 donnent déjà droit à un supplément d'âge, continueront à bénéficier de ce supplément quel que soit leur âge. Il n'y aura donc plus ultérieurement de majorations ni de réductions pour ces enfants. En outre, les autres enfants qui auront 16 ans révolus au 31 décembre 1996 conserveront leur supplément d'âge.

Il convient par ailleurs d'observer que les enfants qui sont nés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1991 et le 31 décembre 1996 et qui sont passés d'un deuxième rang ou d'un rang supérieur au premier rang, donneront, à partir de l'âge de 6 ans, droit ou conserveront le droit à un supplément d'âge de 922 francs.

Le deuxième enfant né entre le 1<sup>er</sup> janvier 1991 et le 31 décembre 1996 et qui reprend le premier rang, ne subit pas la réduction de moitié mais reçoit un supplément d'âge de 922 francs.

Pour les enfants de plus de 6 ans, la réglementation suivante est d'application. Le deuxième enfant qui donne déjà droit à un supplément d'âge et qui reprend le premier rang, ne reprend pas le supplément d'âge du premier rang, mais reçoit un supplément d'âge de premier rang correspondant à l'âge qu'il a au 31 décembre 1996.

En ce qui concerne le suivi administratif des dossiers, on peut affirmer que celui-ci ne sera nécessaire que pour les enfants nés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1991 et le 31 décembre 1996. Il conviendra de vérifier si l'enfant avec un premier rang détenait ce premier rang au départ (diminution du supplément d'âge) ou s'il occupait auparavant le rang deux ou un rang supérieur (supplément d'âge de 922 francs).

Les exceptions qui avaient à l'origine été prévues pour les ménages disposant d'un revenu brut inférieur à 550 000 francs ont finalement été abandonnées et remplacées par une disposition similaire mais plus pratique. C'est ainsi que tous les enfants

kind 704 frank en op 18-jarige leeftijd wordt dat 743 frank. Er is evenwel voorzien in uitzonderingen met betrekking tot deze maatregel inzake vermindering van de leeftijdstoeslagen.

Zo geldt deze besparingsmaatregel niet voor de kinderen die recht geven op aanvullende of verhoogde uitkeringen. De kinderen die reeds een leeftijdstoeslag ontvangen, behouden die. Er werd voorts ook een specifieke regeling uitgewerkt voor de kinderen die zijn geboren tussen 1 januari 1991 en 31 december 1996. Wanneer ze overgaan van de tweede naar de eerste rang, hebben ze recht en zullen ze recht blijven hebben op die leeftijdstoeslag van 922 vanaf de leeftijd van zes jaar. De vermindering gespreid over 18 jaar zal dus ten hoogste 75 528 frank bedragen in plaats van 137 376 frank.

Bekijken we even de situatie van een gezin dat reeds een leeftijdstoeslag ontvangt voor een enig of eerste kind.

Krachtens de overgangsbepaling blijft een enig of eerste kind dat recht geeft op een basiskinderbijslag en dat op 31 december 1996 reeds recht geeft op een leeftijdstoeslag, recht geven op die leeftijdstoeslag, hoe oud het ook is. Voor die kinderen zijn er naderhand dus geen verhogingen of verminderingen meer. Bovendien zullen de andere kinderen die op 31 december 1996 de volle leeftijd van 16 jaar hebben bereikt, hun leeftijdstoeslag behouden.

Tevens moet worden opgemerkt dat de kinderen die zijn geboren tussen 1 januari 1991 en 31 december 1996 en die zijn overgegaan van de tweede of een hogere rang naar de eerste rang, vanaf de leeftijd van 6 jaar een leeftijdstoeslag van 922 frank zullen ontvangen of zullen blijven ontvangen.

Voor het tweede kind dat is geboren tussen 1 januari 1991 en 31 december 1996 en dat opnieuw de eerste rang inneemt, wordt de leeftijdstoeslag niet gehalveerd. Het ontvangt een leeftijdstoeslag van 922 frank.

Voor de kinderen ouder dan 6 jaar geldt de volgende regeling : het tweede kind dat reeds recht geeft op een leeftijdstoeslag en dat opnieuw de eerste rang inneemt, ontvangt niet de leeftijdstoeslag van de eerste rang, maar wel een leeftijdstoeslag voor de eerste rang die overeenstemt met zijn leeftijd op 31 december 1996.

Wat de administratieve opvolging van de dossiers betreft, kan worden bevestigd dat zulks alleen zal nodig zijn voor de kinderen die zijn geboren tussen 1 januari 1991 en 31 december 1996. In dat geval moet worden nagetrokken of het kind van eerste rang die eerste rang vanaf het begin innam (vermindering van de leeftijdstoeslag) of dat het voordien de tweede of een hogere rang innam (leeftijdstoeslag van 922 frank).

Uiteindelijk is men afgestapt van de uitzonderingen waarin oorspronkelijk was voorzien voor de gezinnen met een bruto inkomen lager dan 550 000 frank. Ze werden vervangen door een gelijkaardige maar praktischer bepaling. Zo zal de vermin-

donnant droit à un supplément complémentaire ou majoré ne seront pas soumis à la réduction. Il s'agit des orphelins et des enfants handicapés, des enfants d'invalides et d'handicapés, de pensionnés et de chômeurs de longue durée, ainsi que des enfants qui ouvrent un droit dans le régime des allocations familiales garanties. Ces exceptions seront appliquées d'office et ne dépendent donc pas de demandes ou de procédures de remboursement.

Seconde mesure prise, l'octroi du dernier supplément d'âge est reporté de 16 à 18 ans. Cette mesure a moins contrarié les familles. Cette mesure, qui devrait permettre d'économiser 150 millions de francs sur une base annuelle, rétablit le parallélisme entre les âges où les différents suppléments sont octroyés et l'évolution de la scolarité des enfants.

Contrairement aux craintes exprimées par certains, l'ONAFTS ne connaît aucun retard dans le versement des allocations familiales.

Enfin, afin de réduire l'utilisation des moyens de la gestion globale de la sécurité sociale pour la branche des allocations familiales en 1997, 3 milliards de francs ont encore été transférés du fonds de réserve de l'ONAFTS pour le paiement des allocations en 1997.

Il s'agit d'une mesure strictement budgétaire.

L'article 15 du texte proposé porte sur la confirmation de trois arrêté royaux pris sur la base des lois-cadres du 26 juillet 1996.

Le premier vise à permettre la clôture des comptes de la gestion globale de la sécurité sociale pour l'année 1995, par la fixation de l'affectation des accroissements de réserves constatés cette année-là dans différentes branches de la sécurité sociale (pensions, allocations familiales, maladies professionnelles). Rappelons que la législation de base relative à la gestion globale de la sécurité sociale dispose qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995, tout accroissement des réserves d'un régime particulier est affecté aux moyens de la gestion globale.

Les deuxièmes et troisièmes arrêtés, pris sur la base de la loi-cadre UEM, instaurent deux nouvelles cotisations de sécurité sociale :

— une cotisation patronale (5 %) et une cotisation personnelle (2,5 %) sur la rémunération des étudiants employés dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiant durant les mois de juillet, août et septembre, ne dépassant pas une durée d'un mois. Elle permet d'instituer une certaine solidarité entre travailleurs assujettis et étudiants-travailleurs occasionnels durant les grandes vacances. Elle se justifie tout à fait, si l'on veut bien considérer les prestations de sécurité sociale dont bénéficient les jeunes;

— une cotisation de solidarité de 33 % sur l'usage des voitures de société pour les déplacements entre le domicile du travailleur et son lieu de travail. Le gouvernement a également décidé d'harmoniser

dering niet gelden voor kinderen die recht geven op een bijkomende of verhoogde toeslag. Dat geldt voor wezen en gehandicapte kinderen, kinderen van invaliden en gehandicapten, kinderen van gepensioneerden en langdurig werklozen, alsook voor kinderen die een recht openen in het stelsel van de gewaarborgde kinderbijslagen. Die uitzonderingen zullen ambtshalve worden toegepast en zijn dus niet afhankelijk van verzoeken of procedures voor terugbetaaling.

De tweede maatregel bestaat erin dat de toekenning van de laatste leeftijdstoeslag wordt verschoven van 16 naar 18 jaar. Die maatregel heeft de gezinnen minder « gestoord ». De maatregel moet een besparing van 150 miljoen frank per jaar opleveren en zorgt ervoor dat de leeftijden waarop de diverse toeslagen worden toegekend, opnieuw gelijk lopen met de stappen die de kinderen in het onderwijs zetten.

In tegenstelling tot wat luidop werd gevreesd, heeft de RKW geen achterstand opgelopen bij de stortingen van de kinderbijslagen.

Teneinde de aanwending van de middelen van het algemeen beheer van de sociale zekerheid voor de kinderbijslagen te beperken, werd in 1997 3 miljard frank overgeheveld van het reservefonds van de RKW. Dat geld moet dienen om in 1997 de kinderbijslagen te betalen.

Het betreft een louter budgettaire maatregel.

Artikel 15 van de voorgestelde tekst betreft de bekraftiging van drie koninklijke besluiten genomen op grond van de kaderwetten van 26 juli 1996.

Het eerste koninklijk besluit strekt ertoe de rekeningen van het algemeen beheer van de sociale zekerheid voor 1995 af te sluiten door de vastlegging van de toewijzing van de toename van de reserves die tijdens dat jaar werden vastgesteld in de verschillende takken van de sociale zekerheid (pensioenen, kinderbijslagen, beroepsziekten). We herinneren eraan dat de basiswetgeving betreffende het algemene bestuur van de sociale zekerheid bepaalt dat elke toename van de reserves van een specifiek stelsel vanaf 1 januari 1995 wordt toegevoegd aan de middelen van het algemeen beheer.

Het tweede en het derde koninklijk besluit werden genomen op grond van de EMU kaderwet en voeren twee nieuwe sociale-zekerheidsbijdragen in :

— een werkgeversbijdrage (5 %) en een persoonlijke bijdrage (2,5 %) op de vergoeding van studenten die gedurende maximum een maand werken met een contract van jobstudent tijdens de maanden juli, augustus en september. Die bijdrage brengt een bepaalde graad van solidariteit teweeg tussen de werknemers die aan het sociale-zekerheidsstelsel onderworpen zijn en de occasionele jobstudenten tijdens de grote vakantie. Die bijdrage is volstrekt verantwoord gelet op de prestaties inzake sociale zekerheid die de jongeren genieten;

— een solidariteitsbijdrage van 33 % op het gebruik van bedrijfswagens voor het woon-werkverkeer. De regering heeft tevens besloten de grondslag voor de fiscale heffing en voor de sociale-zekerheids-

complètement l'assiette de prélèvement fiscal et de cotisations de sécurité sociale quant à l'usage privé de voitures de société. Cette harmonisation facilitera les contrôles de juste perception au niveau de l'ONSS.

Les sommes prélevées sont affectées au financement alternatif de la sécurité sociale. Ceci constitue un pas vers la clarification de la notion de rémunération.

Dès l'instant où ce concept sera clair, déclaré et soumis à cotisation, il sera plus facile d'accorder des réductions ou des déductions.

## B. Discussion des articles et votes

### TITRE I<sup>er</sup>

#### *Disposition générale*

##### Article 1<sup>er</sup>

Cet article n'appelle pas d'observations et est adopté à l'unanimité.

### TITRE II

#### *Dispositions sociales*

### CHAPITRE II

#### **Mesures budgétaires et diverses concernant la sécurité sociale des travailleurs**

##### Section 1<sup>re</sup>

#### *Secteur soins de santé*

##### Art. 6

La commission décide pour des motifs d'ordre légitime d'examiner et de voter séparément sur chaque subdivision de l'article 6.

##### Art. 6, 1°

*MM. Wauters et Detienne* présentent un amendement (n° 58, Doc. n° 925/4) visant à abroger l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 10 décembre 1996. *M. Wauters* estime qu'il convient d'abord de restructurer l'offre en matière de santé, en particulier par le biais de l'échelonnement, et qu'il convient également d'examiner d'autres éléments, tels que la révision du

bijdragen volledig te harmoniseren op het stuk van het privé-gebruik van bedrijfswagens. Die harmonisatie zal controles inzake de juiste inning van sociale-zekerheidsbijdragen vergemakkelijken.

De opbrengst van die bijdragen zal worden aangewend voor de alternatieve financiering van de sociale zekerheid. Dat is een stap in de richting van de verheldering van het begrip vergoeding.

Zodra dat begrip duidelijk omschreven is, wordt aangegeven en aan heffing onderworpen is, zullen gemakkelijker verminderingen of aftrekken kunnen worden toegekend.

## B. Bespreking en stemmingen

### TITEL I

#### *Algemene bepaling*

##### Artikel 1

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

### TITEL II

#### *Sociale bepalingen*

### HOOFDSTUK II

#### **Begrotings- en diverse maatregelen betreffende de sociale zekerheid der werknemers**

##### Afdeling 1

#### *Sector gezondheidszorg*

##### Art. 6

De commissie beslist op wetgevingstechnische grond om elk onderdeel van artikel 6 afzonderlijk te behandelen en er afzonderlijk over te stemmen.

##### Art. 6, 1°

*De heren Wauters en Detienne* dienen amendement (n° 58, Stuk n° 925/4) in dat ertoe strekt het artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 december 1996 te schrappen. Volgens *de heer Wauters* moet er eerst een herschikking plaatsvinden in het gezondheidsaanbod meer in het bijzonder door de echeloning, en dienen bovendien ook nog andere elemen-

paiement par prestation (qui pourrait également s'effectuer de manière différente, à savoir en partie forfaitairement, en partie par prestation) et le problème du dossier médical unique, étant donné que ces questions sont liées. Si l'on impose une norme de croissance, les prestataires tenteront en effet de compenser la perte de revenus qu'ils subiront en augmentant leurs prestations. Cette norme sera ainsi vidée de sa substance, ce qui aura pour conséquence de freiner une éventuelle croissance naturelle et une politique autonome dans les autres secteurs, tels que les maisons de repos et de soins et les maisons de repos pour personnes âgées.

Ce ne sont d'ailleurs pas les prestataires, mais les bénéficiaires et les patients qui devront supporter le poids de la charge résultant de la norme de croissance. Ce n'est pas là une bonne politique. Il s'impose d'intervenir de manière beaucoup plus énergique au niveau de la restructuration de l'offre de soins de santé.

*M. Lenssens* confirme le point de vue adopté par son groupe, à savoir qu'il reste partisan de la norme de croissance maximale de 1,5 %, en raison de la corrélation avec la politique de convergence, qui est axée sur l'avènement de l'UEM. Il tient cependant à souligner que l'arrêté royal à confirmer prévoit explicitement qu'un arrêté royal pourra éventuellement déterminer chaque année les circonstances exceptionnelles ou les facteurs de coût qui ne relèvent pas de l'application de la norme. La ministre des Affaires sociales a annoncé que cela ne pourra toutefois pas être le cas pour l'année 1997, mais bien à partir de 1998. Le membre estime que l'on confère des pouvoirs fort étendus au pouvoir exécutif en habilitant celui-ci à déterminer par arrêté royal si certains facteurs sont exceptionnels, avec toutes les conséquences qui pourraient en découler pour le budget de l'assurance maladie et, en ordre subsidiaire, pour le budget des Voies et Moyens. Il estime en tout cas qu'on atteint ainsi la limite du tolérable en ce qui concerne les délégations que le pouvoir législatif peut accorder au pouvoir exécutif.

*M. Chevalier et consorts* présentent un amendement (n° 69, Doc. n° 925/4) tendant à supprimer l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté royal précité. Renvoyant à la justification de l'amendement, *M. Anthuenis* déclare que ce sont précisément les raisons invoquées par l'intervenant précédent qui justifient le vote négatif que son groupe se propose d'exprimer. Il est en effet paradoxal d'instaurer une norme de croissance et d'y prévoir simultanément des exceptions dont la portée n'est pas connue d'avance. Le Conseil d'Etat partage du reste cet avis. L'intervenant demande à la ministre des Affaires sociales si elle a déjà une idée de la nature et des conséquences de ce type d'exceptions.

*La ministre des Affaires sociales* fait observer qu'il est clair que, dans le cadre du débat portant sur la réorganisation des soins de santé, le Parlement doit pouvoir s'exprimer d'initiative sur les aspects qui

ten als de herziening van de betaling per prestatie (die ook anders zou kunnen geschieden te weten deels forfaitair, deels per prestatie) en het probleem van het enig medisch dossier, als met elkaar verbonnen aangelegenheden onderzocht te worden. Door het opleggen van de groeinorm zullen de prestatieverstrekkers immers trachten hun verlies aan ontvangsten te compenseren door het verhogen van de prestaties. De norm wordt op die wijze uitgehouden en dit zal ertoe leiden dat in de andere sectoren zoals bijvoorbeeld de rust- en verzorgingstehuizen en de rusthuizen voor bejaarden, een mogelijke natuurlijke groei en een autonoom beleid worden afgewermd.

Het gewicht van de last als gevolg van de groeinorm wordt trouwens niet afgewenteld op de verstrekkers maar op de gerechtigden en de patiënten. Dit is geen goed beleid. Een veel krachtdadiger optreden in de herstructurering van het aanbod van de gezondheidszorg dringt zich op.

*De heer Lenssens* bevestigt de stelling die zijn fractie reeds vroeger heeft ingenomen met name dat zij voorstander blijft van de maximale groeinorm van 1,5 % omwille van de samenhang met het convergentiebeleid gericht op de totstandkoming van de EMU. Hij wenst er wel op te wijzen dat het te bekraftigen koninklijk besluit explicet voorziet dat bij koninklijk besluit jaarlijks eventueel uitzonderlijke omstandigheden of kostenfactoren kunnen worden bepaald die buiten de norm zouden vallen. De minister van Sociale Zaken heeft aangekondigd dat dit niet het geval kan zijn voor het lopend jaar 1997, maar eventueel wel vanaf 1998. Het lid is van oordeel dat hierdoor een vrij grote delegatie aan de uitvoerende macht gegeven wordt om bij koninklijk besluit te beoordelen of bepaalde factoren uitzonderlijk zijn of niet, met alle gevolgen vandien voor de begroting van de ziekteverzekering en in afgeleide orde voor de rijksmiddelenbegroting. Voor hem is hiermee in elk geval de grens bereikt van de delegatie die door de wetgever aan de uitvoerende macht kan worden gegeven.

*De heer Chevalier c.s.* dienen een amendement n° 69, (Stuk n° 925/4) in, dat ertoe strekt in het hoger vermeld koninklijk besluit artikel 1, 2<sup>o</sup>, te schrappen. *De heer Anthuenis* die verwijst naar de verantwoording bij het amendement, licht toe dat de door de vorige spreker aangehaalde gronden juist de reden vormen waarom zijn fractie tegen zal stemmen. Het is immers dubbelzinnig dat men een groeinorm invoert en men er tegelijkertijd uitzonderingen op voorziet, waarvan de draagwijdte niet vooraf gekend is. De Raad van State is overigens dezelfde mening toegedaan. De spreker wenst van de minister van Sociale Zaken te vernemen of zij reeds enig idee heeft over de aard en de gevolgen van dit soort uitzonderingen.

*De minister van Sociale Zaken* wijst erop dat in het licht van het debat rond de reorganisatie van de gezondheidszorg, het duidelijk is dat het parlement zich uit eigen beweging moet kunnen uitspreken

pourraient éventuellement être considérés comme des facteurs exceptionnels. On ne peut par exemple plus accepter de retenir en tant que telles, hors budget et hors évaluation de la tendance, les conséquences de l'accord social (alors qu'auparavant, celles-ci étaient considérées pendant plusieurs années consécutives comme des facteurs exogènes).

Le fait que le Roi se voit conférer le pouvoir de déterminer les exceptions n'entrave en rien l'organisation d'un débat parlementaire ou la prise de toute initiative parlementaire dans le cadre de l'évolution de la norme de croissance en matière de soins de santé. Il convient d'établir une distinction entre les évolutions normales et prévisibles, telles que le vieillissement de la population, le développement des techniques médicales, etc., et les situations réellement exceptionnelles. L'objectif fixé par le gouvernement pour 1997 n'est cependant pas modifié.

Il n'est en effet pas exclu que les interlocuteurs sociaux, qui négocient notamment sur la sécurité tarifaire et les mesures structurelles dans divers domaines, concluent tôt ou tard une convention. Il s'imposera très prochainement de prendre des arrêtés concernant les soins de santé primaires, l'échelonnement, le dossier médical, une meilleure forfaitisation (si l'on dénonce le paiement à la prestation, il convient également de s'interroger sur le financement des hôpitaux dans son ensemble) (cf. question orale posée en séance plénière le 20 février 1997 par M. Vermassen).

*M. Wauters* constate toutefois par ailleurs que les mesures structurelles se font attendre depuis longtemps déjà, alors que le gouvernement impose entre-temps d'autres mesures. Il s'agit précisément là d'une des contradictions de la politique mise en œuvre : on aurait pu utiliser les pouvoirs conférés par les lois-cadres pour prendre des mesures plus structurelles et plus radicales au lieu d'opter pour une approche progressive. Les mesures prises actuellement dans le cadre de la norme de croissance ne visent que les moins favorisés.

*M. Lenssens* souligne qu'en confirmant les arrêtés royaux, on leur confère force de loi et que la disposition prévoyant que l'augmentation des dépenses dans le secteur des soins de santé ne peut excéder 1,5 % (au delà de l'augmentation de l'index) acquiert un caractère obligatoire par suite de cette confirmation. Il demande quelles seront les sanctions en cas de dépassement de la norme à la fin de l'année. La norme est-elle, en d'autres termes, impérative ? Son efficacité en dépend en effet.

L'intervenant prend l'exemple de l'année 1996, pour laquelle une norme avait aussi été fixée, norme qui a toutefois été dépassée et qui a simplement donné lieu au paiement de la partie correspondant au dépassement. Il estime que ce genre de problèmes pourraient être évités si le Comité de gestion et le Conseil général de l'INAMI étaient informés en temps utile des ressources qui leur sont attribuées définitivement et s'ils pouvaient alors les gérer et les

over wat eventueel als uitzonderlijke factoren zou kunnen worden beschouwd. Wat niet meer als dusdanig (en wat men vroeger gedurende opeenvolgende jaren als exogene factoren omschreef) kan worden aangenomen is bijvoorbeeld het, buiten begroting en buiten de evaluatie van de trend, in aanmerking nemen van gevolgen van het sociaal akkoord.

Het feit dat de Koning delegatie ontvangt om de uitzonderingen te bepalen vormt geen hinderpaal voor een parlementair debat of een parlementair initiatief in het kader van de evolutie van de groeinorm voor de gezondheidszorg. Er moet een onderscheid gemaakt worden tussen normaal te verwachten ontwikkelingen zoals de vergrijzing, de evolutie van medische technieken, enzovoort en echt uitzonderlijke situaties. Het door de Regering voor 1997 vastgestelde objectief wordt evenwel zeker niet gewijzigd.

Het is immers niet uitgesloten dat de sociale gesprekspartners die onderhandelen over ondermeer een tarifaire zekerheid en structurele maatregelen op diverse domeinen, vroeg of laat een gemeenschappelijk akkoord bereiken. Besluiten over de eerstelijnsverzorging, de echelonnering, het medisch dossier, een betere forfaitarisering (als de betaling per prestatie wordt aangeklaagd dan moet ook de vraag naar de financiering van de ziekenhuizen in zijn geheel, worden gesteld) (zie mondelinge vraag in plenaire vergadering dd. 20 februari 1997 van de heer Vermassen) dringen zich in een nabije toekomst op.

*De heer Wauters* stelt toch tevens vast dat de structurele maatregelen reeds lang op zich laten wachten, terwijl men ondertussen wel andere maatregelen oplegt. Dit vormt juist een van de tegenstellingen in het beleid : men had de door de kaderwetten gegeven machting kunnen aangrijpen om meer structureel gerichte en strengere maatregelen uit te vaardigen, in plaats van de stapsgewijze benadering. De in het kader van de groeinorm thans uitgevaardigde maatregelen komen enkel ten laste van de minst begoeden.

*De heer Lenssens* wenst te beklemtonen dat door het bekraftigen van de koninklijke besluiten zijn kracht van wet zullen verkrijgen en dat de bepaling dat de uitgaven in de sector van de gezondheidszorg niet meer dan met 1,5 % (bovenop de indexstijging) mag stijgen, hierdoor een dwingend karakter verkrijgt. Hij zou willen vernemen welke de sancties zullen zijn indien op het einde van het jaar een overschrijding van de norm blijkt te bestaan. Is de norm met andere woorden afdwingbaar ? De effectiviteit hangt er immers vanaf.

De spreker haalt het jaar 1996 aan waarvoor ook een norm bestond die evenwel werd overschreden en enkel leiden kon tot de betaling van het overschreden gedeelte. Volgens hem kan dit soort problemen vermeden worden als het Beheerscomité en de Algemene Raad van het RIZIV tijdig op de hoogte zijn van de middelen die hen definitief worden toebedeeld en ze dan ook onder hun verantwoordelijkheid kunnen bereren en besteden, met als uitzondering de specifie-

affecter sous leur responsabilité, à l'exception des missions spécifiques qui sont confiées en dehors de la responsabilité des organes précités de l'INAMI et qui nécessitent des moyens supplémentaires.

*M. Vermassen* accepte la norme de 1,5 %, qui n'est pas impérative selon lui et ne peut être efficace qu'à la condition que toutes les décisions du gouvernement prises en fonction de la norme de croissance soient réellement respectées. Dans le cas contraire, la sanction pourrait n'être autre qu'un surcoût pour le patient.

*M. Anthuenis* constate que par facteurs exogènes, il y a lieu d'entendre des circonstances sur lesquelles on n'a pas de prise. Les matières ne relevant pas d'accords sociaux ne peuvent être considérées comme telles.

Le membre demande par ailleurs sur quelle base se fera le financement en cas de dépassement de la norme de 1,5 % par suite de facteurs exogènes, ce qui peut être lourd de conséquences, compte tenu de l'objectif de la norme de Maastricht.

*La ministre* reconnaît que lorsqu'on conclut un accord social, il faut aussi en accepter les conséquences financières et que cela peut difficilement être considéré comme un facteur exogène. En ce qui concerne le financement d'un dépassement éventuel, le conseil général de l'INAMI doit également indiquer — sous sa responsabilité — comment il financera les décisions qu'il prendrait à l'égard de facteurs exceptionnels (une notion qui se substituera à celle de facteurs exogènes en 1997). En 1997, la norme de croissance de 1,5 % hors index ne sera toutefois pas dépassée. Il n'est cependant pas exclu que des possibilités financières se dégagent à l'avenir et que l'on décide dès lors que le secteur des soins de santé ne doit pas supporter seul le coût de l'équilibre financier de la sécurité sociale, mais que, dans le cadre de la gestion globale, d'autres branches de la sécurité sociale pourraient également être appelées à intervenir.

*M. Wauters* fait observer que cette mesure fixe la norme de croissance jusqu'en 1999. Si des facteurs exogènes devaient surgir, ces charges supplémentaires seraient financées par la voie du financement alternatif, afin d'assurer la solidarité au sein de la gestion globale, la norme de 1,5 % demeurant toutefois intangible.

*La ministre* souligne qu'aucune décision n'a encore été prise en ce qui concerne les facteurs exogènes et que cette question est encore débattue et examinée par les interlocuteurs sociaux.

\*

\* \* \*

L'amendement n° 58 de MM. Detienne et Wauters est rejeté par 8 voix contre 5.

L'amendement n° 69 de M. Chevalier et consorts est rejeté par 8 voix contre 5.

ke opdrachten die buiten verantwoordelijkheid van vooroemde RIZIV-organen worden opgelegd en waarvoor dan extra middelen moeten worden uitgetrokken.

*De heer Vermassen* aanvaardt de norm van 1,5 %, die moeilijk haalbaar is maar succesvol kan zijn mits de stringente voorwaarde dat alle regeringsbeslissingen genomen in functie van de groeinorm, ook daadwerkelijk nageleefd worden. In het omgekeerde geval zou de sanctie wel eens kunnen neerkomen op een meerkost voor de patiënt.

*De heer Anthuenis* stelt vast dat onder exogene factoren omstandigheden moeten worden begrepen waarop men geen vat heeft. Aangelegenheden die buiten sociale akkoorden vallen, kunnen niet als dusdanig worden omschreven.

Het lid vraagt de minister ook op welke basis de financiering zal gebeuren wanneer de 1,5 % norm wordt overschreden door zogenaamde exogene factoren, wat zeer belangrijk gevonden kan hebben, gelet op de doelstelling van de Maastrichtnorm.

*De minister* erkent dat wanneer men een sociaal akkoord ondertekent, men ook de financiële implicaties daarvan moet aanvaarden en dat dit moeilijk als exogene factor kan beschouwd worden. Wat de financiering van een gebeurlijke overschrijding betreft, wanneer de Algemene Raad van het RIZIV eventueel beslissingen zou nemen aangaande uitzonderlijke factoren (notie die vanaf 1997 in plaats van de term « exogene factor » komt), dan moet hij ook aanduiden — onder zijn verantwoordelijkheid — hoe hij dit zal financieren. Voor 1997 zal de groeinorm van 1,5 %, buiten index, evenwel niet worden overschreden. Het is echter niet uitgesloten dat er in de toekomst financiële ruimte zou ontstaan als gevolg waarvan eventueel de beslissing zou kunnen genomen worden dat de sector van de gezondheidszorg niet alleen de last van het financieel evenwicht van de sociale zekerheid hoeft te dragen, maar dat — in het kader van het globaal beheer — ook andere takken zouden kunnen bijdragen.

*De heer Wauters* noteert dat door deze maatregel de groeinorm tot in 1999 vastligt. Wanneer er zich exogene factoren zullen voordoen dan kunnen die bijkomende lasten via de kanalen van de alternatieve financiering worden opgevangen, teneinde de solidariteit binnen het globaal beheer te verzekeren. De 1,5 % norm blijft evenwel een vast gegeven.

*De minister* benadrukt dat er nog geen beslissingen werden genomen inzake de exogene factoren, maar dat dit nog het voorwerp uitmaakt van overleg en onderzoek door de sociale gesprekspartners.

\*

\* \* \*

Amendement n° 58 van de heren Detienne en Wauters wordt verworpen met 8 tegen 5 stemmen.

Amendement n° 69 van de heer Chevalier c.s. wordt verworpen met 8 tegen 5 stemmen.

L'article 6, 1°, proposé est adopté par 8 voix contre 4.

#### Art. 6, 2°

*MM. Wauters et Detienne* présentent un amendement (n° 59, Doc. n° 925/4) visant à supprimer l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 12 décembre 1996. *M. Wauters* estime que l'arrêté royal est une preuve que les économies réalisées sur le dos des patients sont dictées par des considérations purement budgétaires. Les patients hospitalisés sont, en vertu de cette disposition, assimilés à ceux qui se rendent à l'hôpital pour une consultation. Une conséquence singulière de cette mesure est que le patient est obligé de payer 500 francs pour des prestations techniques, même s'il n'en a pas bénéficié.

*M. Chevalier et consorts* présentent un amendement (n° 70, Doc. n° 925/4) tendant à supprimer le 2<sup>o</sup> de l'article proposé. *M. Anthuenis* se rallie à l'avis de *M. Wauters*.

*La ministre* fait observer que, lors du débat qui a été consacré aux mesures d'économie (les premiers 15 milliards de francs), les banques ont fait valoir que la moitié de ce montant serait à la charge du patient et que l'autre moitié serait à la charge du reste du secteur. Sur ces 15 milliards de francs, le patient ne devra toutefois finalement supporter que 2 milliards de francs. Le montant en question entre en outre en ligne de compte pour la franchise sociale et une correction à la baisse est prévue en ce qui concerne les mesures d'extension pour les catégories les plus faibles.

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 59 de *MM. Wauters et Detienne* est rejeté par 8 voix contre 4.

L'article 6, 2°, proposé est adopté par 9 voix contre 4.

L'amendement n° 70 de *M. Chevalier et consorts*, visant à supprimer cette subdivision de cet article, est par conséquent rejeté.

#### Art. 6, 3°

*M. Chevalier et consorts* présentent un amendement (n° 71, Doc. n° 925/4) tendant à supprimer le point 3<sup>o</sup> de cet article. *M. Anthuenis* constate que l'arrêté de pouvoirs spéciaux à confirmer prévoit la création d'une cellule administrative provisoire auprès de l'INAMI, cellule chargée de préparer le transfert des services et du personnel du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs à l'Institut précité. Cet arrêté de pouvoirs spéciaux sert non seulement à caser un certain nombre de personnes

Het voorgestelde artikel 6, 1°, wordt aangenomen met 8 tegen 4 stemmen.

#### Art. 6, 2°

*De heren Wauters en Detienne* dienen amendement nr 59 (Stuk nr 925/4) in dat ertoe strekt het artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 december 1996 te schrappen. Volgens *de heer Wauters* is het koninklijk besluit een bewijs van het op basis van louter budgettaire overwegingen, invoeren van besparingen ten laste van de patiënt. De patiënten die voor een opname naar een ziekenhuis gaan worden als gevolg hiervan, gelijkgesteld met hen die ambulant naar het ziekenhuis op consultatie komen. Een merkwaardig gevolg van de maatregel is dat de patiënt verplicht wordt een bedrag van 500 frank te betalen voor technische prestaties, zelfs wanneer hij ze niet echt heeft ondergaan.

*De heer Chevalier c.s.* dienen een amendement nr 70, (Stuk nr 925/4) in dat ertoe strekt punt 2° van het artikel te schrappen. *De heer Anthuenis* sluit zich aan bij de zienswijze van *de heer Wauters*.

*De minister* wijst erop dat in het debat gevoerd naar aanleiding van de besparingsmaatregelen (de eerste 15 miljard frank) door de banken werd geargumenteerd dat de helft hiervan ten laste van de patiënten zou komen, en de overige helft ten laste van de rest van de sector. Op die bewuste 15 miljard frank zijn er echter maar 2 miljard frank ten laste van de patiënt gekomen. Bovendien komt het bewuste bedrag in aanmerking voor de sociale franchise en is er een correctie naar beneden toe wat de uitbreidingsmaatregelen voor de zwakste categorieën betreft.

\*  
\* \* \*

Amendement nr 59 van *de heren Wauters en Detienne* wordt verworpen met 8 tegen 4 stemmen.

Het voorgestelde artikel 6, 2°, wordt aangenomen met 9 tegen 4 stemmen.

Amendement nr 70 van *de heer Chevalier c.s.* tot weglatting van dat onderdeel van dit artikel wordt bijgevolg verworpen.

#### Art. 6, 3°

*De heer Chevalier c.s.* dienen een amendement nr 71, (Stuk nr 925/4) in dat ertoe strekt punt 3° van het artikel te schrappen. *De heer Anthuenis* stelt vast dat de bedoeling bestaat op basis van het volmachtenbesluit een voorlopige administratieve cel op te richten bij het RIZIV die belast zou worden met de overdracht van de diensten en het personeel van het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers naar het RIZIV. Niet alleen wordt het besluit gebruikt om partijpolitieke benoemingen door te voeren, maar

liées à des partis politiques, mais soulève en outre des questions dans le chef du Conseil d'Etat à propos des personnes pouvant être nommées dans cette cellule. Un différend oppose même le gouvernement au Conseil d'Etat. Le Conseil d'Etat estime qu'il ne peut s'agir que de l'ancien personnel du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs et des caisses de prévoyance. Le gouvernement considère quant à lui que d'autres personnes peuvent également être nommées. L'intervenant estime en outre qu'il n'y a pas urgence en la matière.

*La ministre* considère qu'il peut s'agir de personnes de l'organisme d'accueil, à savoir l'INAMI et/ou de personnes qui ont été transférées du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs. Il ne s'agit dès lors pas de nouvelles nominations politiques, mais de personnes qui possèdent déjà le statut de fonctionnaire.

\*  
\* \*

L'article 6, 3°, proposé est adopté par 9 voix contre 4.

L'amendement n° 71 de M. Chevalier et consorts, tendant à supprimer cette subdivision de cet article, est par conséquent rejeté.

#### Art. 6, 4°

*M. Chevalier et consorts* présentent un amendement (n° 72, Doc. n° 925/4) tendant à supprimer le point 4° de cet article. *M. Anthuenis* renvoie à la justification de l'amendement.

\*  
\* \*

L'article 6, 4°, proposé est adopté par 10 voix contre 4.

L'amendement n° 72 de M. Chevalier et consorts, tendant à supprimer cette subdivision de cet article, est par conséquent rejeté.

#### Art. 6, 5°

Cette subdivision de l'article ne donne lieu à aucune observation et est adoptée par 10 voix contre 4.

#### Art. 6, 6° et 7°

*M. Chevalier et consorts* présentent un amendement (n° 73, Doc. n° 925/4) tendant à supprimer les points 6° et 7° de cet article. *M. Anthuenis* renvoie à la justification de l'amendement.

*La ministre* constate que M. Anthuenis est opposé aux réductions linéaires de 2 ou 3 %. Elle précise que

bovendien rijzen er volgens de Raad van State vragen omtrent de gerechtigden op een benoeming bij die voorlopige administratieve cel. Er is hierover zelfs een betwisting ontstaan tussen de Raad van State en de Regering. Volgens de Raad van State kan alleen het vroegere personeel van het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers en van de voorzorgskassen hiervoor in aanmerking komen. Volgens de regering komen ook anderen in aanmerking. Bovendien is dit volgens de spreker geen hoogdringende aangelegenheid.

Volgens de *minister* mag het gaan om personen van het onthaalorganisme, zijnde het RIZIV, en/of personen die worden overgeheveld vanuit het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers. Er is dus geen sprake van nieuwe, politieke, benoemingen maar om personen die reeds ambtenaren zijn.

\*  
\* \*

Het voorgestelde artikel 6, 3°, wordt aangenomen met 9 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 71 van de heer Chevalier c.s. tot weglatting van dat onderdeel van dit artikel wordt bijgevolg verworpen.

#### Art. 6, 4°

*De heer Chevalier c.s.* dienen een amendement n° 72, (Stuk n° 925/4) in dat ertoe strekt punt 4° van het artikel te schrappen. *De heer Anthuenis* verwijst naar zijn verantwoording.

\*  
\* \*

Het voorgestelde artikel 6, 4°, wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 72 van de heer Chevalier c.s. tot weglatting van dat onderdeel van dit artikel wordt bijgevolg verworpen.

#### Art. 6, 5°

Over dit onderdeel van het artikel wordt geen opmerking gemaakt. Het wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

#### Art. 6, 6° en 7°

*De heer Chevalier c.s.* dienen een amendement n° 73 (Stuk n° 925/4) in dat ertoe strekt de punten 6° en 7° van het artikel te schrappen. *De heer Anthuenis* verwijst naar de tekst van zijn verantwoording.

*De minister* stelt vast dat de heer Anthuenis gekant is tegen de lineaire verlagingen met 2 % of 3 %.

les maisons de repos et les établissements où des gens non seulement vivent mais aussi travaillent justifient que l'on prenne des mesures d'économie distinctes. Les mesures structurelles sont actuellement à l'étude et seront mises en oeuvre ensuite dans tous les secteurs concernés.

*MM. Wauters et Detienne* présentent un amendement (n° 60, Doc. n° 925/4) tendant à prévoir, au point 7°, que les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4 de l'arrêté royal du 30 décembre 1996 sont abrogés. *M. Wauters* craint que la mesure n'incite les dispensateurs de soins à augmenter le nombre de leurs prestations pour compenser la limitation de leurs honoraires. Il n'est pas opposé à une limitation des honoraires en soi, mais à condition que l'on établisse une différence entre la partie forfaitaire et la partie dépendant des prestations. L'intervenant est toutefois opposé à la réduction de 2 % qui vise les maisons de repos et de soins, les maisons de repos pour personnes âgées et d'autres services en expansion qui couvrent précisément des besoins spécifiques. Il craint que ce soient surtout les patients qui devront supporter les charges, alors qu'une répartition plus équitable aurait dû être possible.

*M. Lenssens* rappelle à la ministre que les prix pratiqués par les maisons de repos et les maisons de repos et de soins sont toujours soumis à l'approbation du ministère des Affaires économiques. Il est inadmissible que les prix soient majorés en raison de toutes sortes de normes de qualité, justifiées ou non, et qu'un département non concerné puisse ensuite s'opposer à une adaptation de prix parce que le prix du séjour dans une maison de repos est repris dans l'index. L'intervenant estime que seul le département compétent en matière de santé publique et d'affaires sociales devrait pouvoir prendre ce genre de décisions.

*Mme D'Hondt* demande si l'étude réalisée par l'INAMI à propos d'une meilleure concordance entre les besoins en matière de soins de santé et la tarification (cf. examen en commission des Affaires sociales, le 12 mars et le 2 avril 1996, du *troisième rapport du Conseil général de l'INAMI sur l'application uniforme de la législation dans l'ensemble du pays*) a progressé.

*La ministre* précise qu'elle a chargé l'INAMI d'intensifier le contrôle sur la dépendance aux soins. Il a fallu un certain temps pour qu'un consensus se dégage au sein de l'INAMI, du fait que l'on voulait exercer un contrôle global en vue de l'établissement d'un budget global et d'un budget par institution. Le contrôle a démarré il y a peu.

En ce qui concerne l'intervention du ministère des Affaires économiques dans la fixation des prix des maisons de repos, les mêmes observations pourraient être faites à propos des prix des implants et des médicaments. Les prix des implants sont bloqués depuis deux ans déjà, ce qui pose parfois de nombreux problèmes aux patients. Une commission permanente composée de représentants des mutualités,

Zij verduidelijkt dat de rustoorden en de instellingen waar mensen niet alleen leven maar ook werken een afzonderlijke besparingsaanpak rechtvaardigen. Structurele maatregelen zijn thans in onderzoek en zullen later in alle betrokken sectoren worden doorgevoerd.

*De heren Wauters en Detienne* dienen amendement n° 60 (Stuk n° 925/4) in dat ertoe strekt in punt 7° de artikelen 1, 2, 3 en 4 van het koninklijk besluit van 30 december 1996 te schrappen. Volgens *de heer Wauters* bestaat er een gevaar dat door de maatregel de zorgenverleners hun prestaties zullen verhogen om compensaties te vinden voor de beperking van hun honoraria. Hij is niet tegen een beperking van de honoraria *an sich*, maar dan mits een differentiatie tussen het forfaitair- en het prestatiegedeelte. De spreker is wel tegen de 2 %-maatregel voor de rust- en verzorgingstehuizen, de rustoorden voor bejaarden en andere diensten in ontwikkeling die juist een specifieke behoefte dekken. Hij vreest dat de patiënten vooral de lasten zullen moeten dragen terwijl toch een billijkere spreiding mogelijk had moeten zijn.

*De heer Lenssens* herinnert de minister eraan dat de prijzen van de rustoorden en de rust- en verzorgingstehuizen nog steeds onderworpen zijn aan de toestemming van het ministerie van Economische Zaken. Het gaat niet op dat de kosten door allerlei, al of niet verantwoorde, kwaliteitsnormen worden verhoogd en dat een niet betrokken departement zich vervolgens kan verzetten tegen een prijsaanpassing omdat de prijs voor verblijf in rustoorden in de index is opgenomen. De spreker is er voorstander van dat dit soort besluitvorming enkel nog zou gebeuren door de departementen bevoegd voor volksgezondheid en/ of sociale zaken.

*Mevrouw D'Hondt* wenst te vernemen of vooruitgang werd geboekt in het onderzoek door het RIZIV naar een betere onderlinge afstemming van de zorgbehoeften en de tarivering (cf. besprekking op 12 maart en 2 april 1996 in de commissie voor de sociale zaken van *het derde rapport van de Algemene Raad van het RIZIV over de eenvormige toepassing van de wetgeving in heel het land*).

*De minister* meldt dat zij het RIZIV de opdracht heeft gegeven de controle op de zorgafhankelijkheid te intensificeren. Het bleek vrij lang te duren om binnen het RIZIV tot een consensus te komen omdat men een globale controle wou uitvoeren met het oog op de vaststelling van een globaal budget en een budget per instelling. De controle werd onlangs opgestart.

Wat de betrokkenheid van het ministerie van Economische Zaken betreft bij het vaststellen van prijzen voor de rusthuizen, dezelfde vragen bestaan voor de prijzen van implantaten en geneesmiddelen. Gedurende twee jaar reeds worden de prijsverhogingen van de implantaten geblokkeerd wat bij de patiënten soms heel wat moeilijkheden veroorzaakt. Een permanente commissie samengesteld uit vertegenwoor-

du ministère des Affaires économiques, du ministère des Affaires sociales et de la Santé publique a abouti à un consensus à ce sujet. Le problème concerne le prix, la qualité technique du produit et le remboursement par le patient. Il est inadmissible que des normes de qualité soient imposées et que le prix soit bloqué par un autre acteur. Cette situation a d'ailleurs aussi une incidence sur les hôpitaux des CPAS (les pensions des personnes âgées ne suffisent souvent pas à couvrir les frais, ce qui oblige les autorités communales à intervenir financièrement).

\*  
\* \*

L'article 6, 6°, proposé est adopté par 10 voix contre 4.

L'article 6, 7°, proposé est adopté par 10 voix contre 4.

Les amendements n° 60 de MM. Wauters et Detienne (visant à supprimer le 7° de cet article) et n° 73 de M. Chevalier et consorts (visant à supprimer le 6° et le 7° de cet article) sont par conséquent rejetés.

#### Art. 6, 8°

*MM. Wauters et Detienne* présentent un amendement (n° 61, Doc. n° 925/4) visant à abroger les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4 de l'arrêté royal du 30 décembre 1996. *M. Wauters* estime en effet que cet arrêté royal réduit diminue les honoraires tout en bloquant le ticket modérateur en valeur absolue, ce qui revient de *facto* à augmenter celui-ci. Par le passé, une augmentation des honoraires a toutefois toujours entraîné une augmentation du ticket modérateur. Il est dès lors logique que si les honoraires baissent, le ticket modérateur puisse diminuer en proportion, sans quoi il augmenterait en pourcentage.

*M. Chevalier et consorts* présentent un amendement (n° 74, Doc. n° 925/4) visant à supprimer le 8° de l'article. *M. Chevalier* fait observer que l'amendement présenté par son groupe a la même portée que celui de MM. Wauters et Detienne.

*La ministre* fait observer que le montant nominal reste identique pour le patient. Il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit en l'occurrence de réaliser une économie pour l'INAMI dans le cadre de la maîtrise de ses dépenses. Il s'agit certes d'une mesure temporaire qu'il faudra remplacer par une mesure structurelle, mais les économies qu'elle entraîne pour l'INAMI justifient précisément l'effort qui est demandé aux médecins et aux autres dispensateurs de soins.

*M. Vermassen* estime primordial que la mesure soit exécutée, parce qu'elle entraîne une économie

digers van mutualiteiten, het ministerie van Economische Zaken, het ministerie van Sociale Zaken en Volksgezondheid heeft daaromtrent een consensus uitgewerkt. Het probleem slaat op de prijs, de technische kwaliteit van het product en de terugbetaling door de patiënt. Het gaat niet op dat kwaliteitsnormen worden opgelegd en de prijs geblokkeerd wordt door een andere actor. Deze situatie heeft overigens ook zijn weerslag op OCMW-ziekenhuizen (de pensioenen van de bejaarden volstaan dikwijls niet om de kosten te dragen, met als gevolg dat de gemeentelijke overheden financieel moeten tussenkommen).

\*  
\* \*

Het voorgestelde artikel 6, 6°, wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

Het voorgestelde artikel 6, 7°, wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

De amendementen n° 60 van de heren Wauters en Detienne (tot weglatting van punt 7° van dit artikel) en n° 73 van de heer Chevalier c.s. (tot weglatting van punten 6° en 7° van dit artikel) zijn bijgevolg verworpen.

#### Art. 6, 8°

*De heren Wauters en Detienne* dienen amendement n° 61 (Stuk n° 925/4) in dat ertoe strekt in punt 8° de artikelen 1, 2, 3 en 4 van het koninklijk besluit van 30 december 1996 te schrappen. Volgens *de heer Wauters* verlaagt men immers de honoraria en blokkeert men tegelijkertijd het remgeld in absolute waarde. Dit komt *de facto* neer op een verhoging van het remgeld. Een verhoging van de honoraria heeft in het verleden echter altijd geleid tot een verhoging van het remgeld. Het is dan ook maar logisch dat, wanneer nu de honoraria dalen, eigenlijk ook de bedragen van het remgeld verhoudingsgewijze moeten kunnen afnemen, zo niet heeft men te maken met een procentuele verhoging ervan.

*De heer Chevalier c.s.* dienen amendement (n° 74, Stuk n° 925/4) in dat ertoe strekt punt 8° van het artikel te schrappen. *De heer Chevalier* wijst erop dat het amendement van zijn fractie dezelfde strekking heeft als dat van de heren Wauters en Detienne.

*De minister* wijst er op dat dit wat het nominale bedrag betreft, voor de patiënt hetzelfde blijft. Men mag niet uit het oog verliezen dat het hier om een besparing voor het RIZIV gaat in het kader van de beheersing van de uitgaven. Weliswaar gaat het om een tijdelijke maatregel die moet worden vervangen door structurele, maar het besparingseffect ten gunste van het RIZIV rechtvaardigt juist de inspanning gevraagd van artsen en andere zorgenverleners.

*De heer Vermassen* vindt het in eerste instantie belangrijk dat de maatregel wordt uitgevoerd omdat

pour les pouvoirs publics et qu'elle dispense d'imposer des sacrifices aux patients.

*M. Anthuenis* demande à la ministre si le principe du blocage nominal du ticket modérateur s'appliquera également lorsque les honoraires augmenteront.

*La ministre* répond que cela n'est pas exclu en cas d'amélioration de la situation générale de la sécurité sociale.

\*  
\* \* \*

L'article 6, 8°, proposé est adopté par 10 voix contre 4.

Les amendements n° 61 de MM. Wauters et Detienne et n° 74 de M. Chevalier et consorts, visant à supprimer cette subdivision de cet article, sont par conséquent rejetés.

\*  
\* \* \*

L'ensemble de l'article 6 est adopté par 10 voix contre 4.

## Section 2

### *Secteur assurance soins de santé-indemnités*

#### Art. 7

*M. Chevalier et consorts* présentent un amendement n° 75 (Doc. n° 925/4) tendant à supprimer cet article.

*MM. Wauters et Detienne* présentent un amendement n° 62 (Doc. n° 925/4) tendant à abroger les articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de l'arrêté royal en question. *M. Wauters* fait observer qu'il s'agit d'une mesure d'économie visant les personnes qui sont en incapacité de travail pendant plus d'un an et qui sont en état d'invalidité. Le régime introduit une différenciation en fonction de la situation familiale de l'intéressé. L'intervenant a toujours été partisan de l'existence de droits individuels, la sécurité sociale reposant à la fois sur un principe d'assurance et sur un principe de solidarité. Il convient de veiller à préserver le premier principe. La mesure d'économie, qui est au demeurant entrée en vigueur dès le 15 novembre 1996, est principalement axée sur les futurs bénéficiaires du système. La réduction de 60 à 55 % du salaire de référence à partir du deuxième mois d'incapacité de travail entraînera une baisse sensible des revenus de l'intéressé, pouvant varier de 2 100 à 4 700 francs par mois. Sur une base annuelle, l'économie moyenne réalisée à charge des malades oscille de 23 000 à 52 000 francs. La mesure s'accompagne en outre

hij zo leidt tot een besparing voor de overheid én het niet hoeven uitvaardigen van inleveringen ten laste van de patiënten.

*De heer Anthuenis* wenst van de minister te vermenen of het principe van nominale blokkering van het remgeld ook geldt wanneer de honoraria zullen worden verhoogd.

*De minister* antwoordt dat dit niet uitgesloten is wanneer de algemene toestand van de sociale zekerheid verbeterd.

\*  
\* \* \*

Het voorgestelde artikel 6, 8°, wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

De amendementen n° 61 van de heren Wauters en Detienne en n° 74 van de heer Chevalier c.s. tot weglatting van dat onderdeel van dit artikel worden bijgevolg verworpen.

\*  
\* \* \*

Het artikel 6 wordt in zijn geheel aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

## Afdeling 2

### *Sector verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen*

#### Art. 7

*De heer Chevalier c.s.* dienen amendement n° 75 (Stuk n° 925/4) in dat ertoe strekt het artikel te schrappen.

*De heren Wauters en Detienne* dient amendement n° 62 (Stuk n° 925/4) in dat ertoe strekt de artikelen 1, 2 en 3 van het genoemde koninklijk besluit te schrappen. Volgens *de heer Wauters* gaat het hier om een besparingsmaatregel gericht op personen die langer dan een jaar arbeidsongeschikt zijn en zich in een toestand van invaliditeit bevinden. Er wordt een differentiatie naargelang de gezinssituatie ingevoerd. De spreker is echter altijd voorstander geweest van het bestaan van individuele rechten omdat het sociale zekerheidssysteem zowel een verzekerings- als een solidariteitsprincipe moet waarborgen. Er moet over gewaakt worden het eerst voornoemde principe veilig te stellen. De inleveringsmaatregel, overigens reeds van toepassing sinds 15 november 1996, is vooral gericht op degenen die in toekomst in het systeem terecht zullen komen. De vermindering van 60 % naar 55 % van het referentieloon vanaf de tweede maand arbeidsongeschiktheid, komt neer op een gevoelige inlevering die van 2 100 frank tot 4 700 frank per maand kan variëren. Op jaarbasis bedraagt de gemiddelde besparing ten

d'une procédure administrative extrêmement lourde en vue de conserver le droit à 60 % de la rémunération de référence. Cette procédure porte incontestablement atteinte à la sécurité juridique de l'individu quant au respect du principe d'assurance. L'intervenant estime qu'il s'agit d'une mesure antisociale qui touchera quelque 160 000 malades par an.

*M. Delizée* souligne que si les indemnités seront effectivement en baisse, les principes d'assurance et de solidarité demeurent préservés dans le secteur. Des mesures sont également annoncées en vue d'améliorer l'assurabilité des plus démunis (réorganisation des cinq régimes résiduaires et extension du statut VIPO), ce que leurs représentants ont apprécié. Compte tenu de la portée des réformes, il est bon qu'elles soient mises en œuvre progressivement et non de façon trop soudaine. L'intervenant marque son accord sur les mesures proposées.

*M. Wauters* estime qu'il est tout à fait normal que la mesure contienne une correction sociale. Il considère cependant qu'il convient de mener une politique spécifique de lutte contre la pauvreté, la sécurité sociale ayant sa propre mission, qui n'est pas de lutter contre la pauvreté (même si elle contribue à la prévenir). Il estime que ce sont principalement les revenus moyens qui supporteront le poids des économies découlant de cette mesure. La sécurité sociale contribue ainsi, en quelque sorte, à la paupérisation, alors que l'on prend par ailleurs des mesures pour lutter contre ce phénomène. C'est la raison pour laquelle il convient de supprimer cet article.

*La ministre* souligne que la mesure ne constitue pas, à proprement parler, un instrument de lutte contre la pauvreté, mais qu'elle vise à intégrer dans le régime de l'assurance maladie des personnes qui, à défaut, seraient à charge de l'assistance.

En ce qui concerne l'invalidité, l'incapacité primaire (fixation du montant) et l'incapacité au-delà de 365 jours, les services de l'INAMI élaborent actuellement des propositions concrètes qui seront soumises à la commission en temps utile. Il s'agit principalement de revoir les modes de calcul, les méthodes de calcul introduites en 1974 pouvant conduire à certaines aberrations.

*M. Detienne* admet qu'il y a, dans l'ensemble des mesures proposées, des éléments positifs. Force est toutefois de reconnaître que ces mesures introduisent en l'occurrence une nouvelle notion qui consacre à nouveau le concept de la cohabitation et qui met clairement en évidence les inconvénients de ce mode de vie, non seulement en ce qui concerne le montant des indemnités, mais également quant aux différentes formes des contrôles à effectuer. Le fossé ne cesse de se creuser entre l'image administrative de la réalité et la situation telle qu'elle est vécue réellement par

la poste de ziekte personen tussen de 23 000 en de 52 000 frank. Bovendien gaat de maatregel nog gepaard met een loodzware administratieve procedure, om het recht op 60 % te behouden. Het gaat zeker om een aantasting van de rechtszekerheid op het gebied van het individueel sociaal verzekeringsprincipe. Volgens de spreker gaat het om een asociale maatregel die per jaar ongeveer 160 000 ziekte personen zal treffen.

*De heer Delizée* wijst erop dat inderdaad de uitkeringen zullen afnemen, maar dat in de sector de principes van verzekering en solidariteit toch gevrijwaard blijven. Er worden immers ook maatregelen aangekondigd met het oog op de verbetering van de verzekeraarbaarheid van de minstbedeelden (herinrichting van de vijf residuaire stelsels en uitbreiding van het WIGW-statuut), wat door hun vertegenwoordigers toch wordt gewaardeerd. Het is maar goed dat de hervormingen geleidelijk en niet te bruusk plaatsgrijpen, gelet op hun draagwijdte. De spreker keurt de voorgestelde maatregelen goed.

*De heer Wauters* vindt het maar normaal dat de maatregel een sociale correctie bevat. Hij is evenwel van oordeel dat een specifiek beleid moet gevoerd worden gericht op de armoedebestrijding maar dat de sociale zekerheid haar eigen opdracht heeft, en die is niet de bestrijding van de armoede (de sociale zekerheid draagt wel bij tot het voorkomen van armoede). Voor hem zullen het toch vooral de modale mensen zijn die ingevolge de maatregel de inlevering zullen moeten dragen. Op die manier draagt men in de sociale zekerheid in zekere zin bij tot de creatie van de armoedeval, terwijl tegelijkertijd aan de andere kant maatregelen worden uitgevaardigd om dit te bestrijden. Om die reden moet het artikel worden geschrapt.

*De minister* wijst erop dat het hier niet echt gaat om een instrument in de strijd tegen de armoede, maar dat men personen in het systeem van de ziekteverzekering wil opnemen die anders ten laste van de bijstand zouden komen.

Wat de invaliditeit, de primaire ongeschiktheid (vaststelling bedrag) en de ongeschiktheid na 365 dagen, betreft worden door de diensten van het RIZIV op dit ogenblik concrete voorstellen uitgewerkt, die aan de commissie te gelegener tijd zullen worden voorgelegd. Vooral de berekeningswijzen dienen herzien te worden. De sinds 1974 ingevoerde berekeningsmethoden kunnen immers tot aberraties leiden.

*De heer Detienne* ontkent niet dat er in het geheel van de voorgestelde maatregelen ook positieve facetten aanwezig zijn. Toch moet men erkennen dat hier weer een nieuwe notie wordt ingevoerd die opnieuw het concept van het samenwonen bevestigt en de nadelen van dergelijke handelwijze duidelijk naar voren brengt, niet alleen met betrekking tot het bedrag van de uitkeringen, maar ook wat de verschillende vormen van uit te voeren controles betreft. De verschillen tussen het administratief beeld van de werkelijkheid en de reële leefsituatie van de betrok-

les intéressés. L'intervenant rejette un système qui rompt avec l'image que la population a de la sécurité sociale. L'extension de la notion de cohabitant(s) en droit social induit des effets pervers, principalement dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.

*La ministre* rappelle que la Belgique est probablement le dernier pays au monde qui accorde des allocations de chômage aux cohabitants. Il existe un régime qui permet d'accorder des droits pour une durée illimitée en vertu du principe d'assurance et de solidarité. Le regroupement des allocations de minime n'a soulevé aucune objection de la part des représentants des plus démunis.

Il convient en outre de faire observer que les montants des sacrifices, cités plus haut, correspondent parfois à des périodes de maladie d'une année entière, ce qui est relativement rare.

En revanche, les représentants des plus démunis déplorent que toute une série de procédures dissuasives se déclenchent lorsque des bénéficiaires des minimes les moins élevés décident de vivre ensemble. Il s'agit toutefois, en l'occurrence, encore d'un autre groupe.

\*  
\* \*

L'article 7 est adopté par 9 voix contre 4.

Les amendements n° 62 de MM. Wauters et Detienne et n° 74 de M. Chevalier et consorts, visant à supprimer cet article, sont par conséquent rejetés.

### Section 3

#### *Accidents du travail*

#### Art. 8

*M. Wauters* s'interroge sur le nombre de personnes qui seront touchées par cette mesure et sur son incidence budgétaire. Alors que les bénéficiaires percevaient auparavant une rente indexée, dont le montant augmentait dès lors au fil du temps, ils recevront désormais un capital. Si l'on compare ces deux formules, on constate que le nouveau régime sera une fois de plus moins favorable.

*La ministre* indique que cela concerne 650 cas par an. La mesure comporte en fait deux volets : la suppression de la liaison à l'indice des prix à la consommation et la suppression du droit d'obtenir un tiers de la valeur de la rente en capital. L'économie budgétaire moyenne qui en résultera peut être estimée à 2 milliards de francs, dont il faut encore soustraire

kenen worden alleen maar groter. Hij verwerpt een systeem waardoor de vertrouwdheid met het model van de sociale zekerheid wordt aangetast. Het verder doordringen van het begrip samenwonende(n) in het sociaal recht doet perverse gevolgen ontstaan zeker op het domein van de armoedebestrijding.

*De minister* herinnert eraan dat België waarschijnlijk nog het enige land ter wereld is dat werkloosheidsuitkeringen toekent aan de samenwonenden. Er bestaat een regime dat toelaat rechten in uitvoering van het verzekerings- en solidariteits-principe, voor onbeperkte duur toe te kennen. Wat de samenvoeging van de bestaansminimum-uitkeringen betreft, hiertegen werd door de armenvertegenwoordigingen geen bezwaren ingebracht.

Bovendien moet men er ook rekening mee houden dat de geciteerde inleveringsbedragen soms betrekking hebben op situaties waarin iemand een vol jaar ziek zou zijn, wat ook niet steeds het geval is.

Wat de armenvertegenwoordigingen wel betreuren is, dat wanneer de laagste bestaansminimum-gerechtigden gaan samenwonen een hele reeks ontmoedigingsprocedures in gang worden gezet. Het gaat hier echter om nog een andere groep.

\*  
\* \*

Het artikel 7 wordt aangenomen met 9 tegen 4 stemmen.

De amendementen n° 62 van de heren Wauters en Detienne en n° 74 van de heer Chevalier c.s. tot weglatting van dit artikel worden bijgevolg verworpen.

### Afdeling 3

#### *Arbeidsongevallen*

#### Art. 8

*De heer Wauters* wenst te vernemen op hoeveel personen die maatregel betrekking zal hebben en wat de budgettaire impact van de maatregel zal zijn. Waar de begunstigden vroeger een bepaalde geindexeerde rente ontvingen, waardoor het bedrag op termijn steeg, zal nu een kapitaal worden uitgekeerd. Wanneer beide vormen met elkaar worden vergeleken komt men tot de vaststelling dat er eens te meer een inlevering ontstaat in vergelijking met de huidige toestand.

*De minister* meldt dat het gaat om 650 gevallen per jaar. De maatregel bestaat in feite uit twee luiken : de afschaffing van de indexering en de afschaffing van het recht een derde te verkrijgen van de waarde van de rente in kapitaal. De gemiddelde budgettaire besparing kan berekend worden op 2 miljard frank, waarop nog in mindering moet ge-

un montant de 100 000 francs, destiné au paiement de la rente en 1997. Les prévisions pour 1998 font état d'un montant de 1,8 milliard de francs. On prévoit que l'équilibre sera atteint entre 2012 et 2020, compte tenu des économies et des frais à charge du fonds.

\*  
\* \* \*

L'article 8 est adopté par 9 voix contre 4.

#### **Section 5**

##### *Interventions en faveur des familles*

###### **Art. 10**

*MM. Wauters et Detienne* présentent un amendement (n° 65, Doc. n° 925/4) visant à supprimer les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 de l'arrêté royal du 10 décembre 1996 visé à cet article.

*M. Chevalier et consorts* présentent un amendement (n° 76, Doc. n° 925/4) qui vise à supprimer la disposition proposée.

*M. Wauters* estime qu'il s'agit, en l'occurrence, d'une mesure qu'il sera très difficile de mettre en œuvre, réalité qui a d'ailleurs déjà été soulignée par l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés ainsi que par les organismes d'allocations familiales. L'Office et les organismes précités estiment que l'application administrative de cette mesure sera presque impossible en raison de la quasi-impossibilité de rassembler les données nécessaires.

En outre, la mesure manque de conséquence et ne pourra pas être véritablement mise en œuvre. L'intervenant renvoie aux exemples figurant dans la justification de son amendement. On prétend que le montant perçu pour le premier enfant ne diminuera pas, mais, précise l'intervenant, lorsqu'un deuxième enfant, par exemple, gagnera un rang du fait que le premier enfant perdra sa qualité de bénéficiaire, il recevra en fait moins que son aîné si l'on s'en tient aux propositions actuelles. Or, comme l'ancien système lui accordait plus que ce qui est prévu, il devrait en fait garder ce montant supérieur.

Cette mesure risque également de toucher les catégories de revenus les plus faibles et de les plonger dans la spirale de la pauvreté. L'intervenant comprend que la mesure ne soit pas appliquée aux catégories particulières, mais il existe encore d'autres catégories de titulaires de faibles revenus qui devront faire des sacrifices.

L'économie rapportera un montant considérable. Elle peut être estimée au total à un montant moyen de 140 000 francs sur la durée de toute la période au cours de laquelle les enfants ont droit aux alloca-

brach een bedrag van 100 000 frank voor de uitbetaling van de rente in 1997. Voor het jaar 1998 wordt een bedrag van 1,8 miljard frank vooropgesteld. Men verwacht dat tussen 2012 en 2020 een evenwicht zal bereikt worden rekening houdend met de besparingen en de kosten ten laste van het fonds.

\*  
\* \* \*

Het artikel 8 wordt aangenomen met 9 tegen 4 stemmen.

#### **Afdeling 5**

##### *Gezinsteegemoetkomingen*

###### **Art. 10**

*De heren Wauters en Detienne* dienen amendement nr 65 (Stuk nr 925/4) in dat ertoe strekt de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10 van het koninklijk besluit van 10 december 1996 te schrappen.

*De heer Chevalier c.s.* dient amendement nr 76 (Stuk nr 925/4) in dat ertoe strekt het artikel weg te laten.

Volgens *de heer Wauters* gaat het hier om een maatregel die zeer moeilijk zal kunnen uitgevoerd worden, een feit waarop overigens zowel door de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers als de kinderbijslagfondsen wordt gewezen. Volgens hen wordt de administratieve toepassing bijna onmogelijk wegens de quasi onmogelijkheid de nodige gegevens te verzamelen.

Bovendien is de maatregel niet consequent en in de praktijk niet echt toe te passen. De spreker verwijst naar voorbeelden uit de toelichting bij zijn amendement. Men beweert dat het verkregen bedrag voor het eerste kind niet afneemt, maar wanneer — volgens de spreker — bijvoorbeeld een tweede kind in rangorde opklimt ten gevolge van het feit dat het eerste kind niet meer gerechtigd is, dan zou het in feite minder moeten krijgen volgens de huidige voorstellen. Maar aangezien het in het vroegere systeem meer kreeg dan bedoeld, zou het dit hogere bedrag eigenlijk moeten behouden.

Ook deze maatregel houdt weer een gevaar in dat hij de armste categorieën treft en het risico in de armoedeval terecht te komen, verhoogt. De spreker begrijpt wel dat de maatregel niet wordt toegepast voor de bijzondere categorieën, maar er zijn nog andere lage inkomensgroepen die de inlevering wel zullen moeten ondergaan.

De besparing zal een aanzienlijk bedrag opbrengen. Zij kan geraamd worden op een gemiddeld totaal bedrag van 140 000 frank op het verloop van een gehele periode tijdens welke de kinderen recht heb-

tions. Il s'agit en tout cas d'une mesure antisociale qui prive l'enfant de ses droits en tant qu'enfant.

*M. Van den Eynde* souhaite attirer l'attention de la ministre sur le fait qu'elle a déclaré elle-même que le problème du vieillissement de la population commençait à se poser. Ce ne sont pas des mesures de ce type qui permettront de faire face à ce problème. L'intervenant renvoie aux chiffres de la Ligue des familles (flamande), qui estime que la perte financière sera en moyenne de 8 300 francs par an. Il est dès lors incompréhensible que l'on ait voulu prendre cette mesure.

*La ministre* renvoie à l'interpellation de M. Wauters à ce propos. Elle précise que l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés a rédigé une excellente brochure dans le cadre de la « charte » de l'assuré social, brochure dans laquelle les mesures et le régime transitoire sont expliqués.

\*  
\* \* \*

L'article 10 est adopté par 10 voix contre 4.

Les amendements n° 65 de MM. Wauters et Detienne et n° 76 de M. Chevalier et consorts, visant à supprimer cet article, sont par conséquent rejetés.

#### Section 7

##### *Mesures diverses relatives aux recettes de l'Office national de sécurité sociale*

###### Art. 15

*MM. Wauters et Detienne* présentent un amendement (n° 66, Doc. n° 925/4) tendant à supprimer les articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de l'arrêté royal visé à l'article 15, 2<sup>o</sup>.

*M. Chevalier et consorts* présentent l'amendement n° 80 (Doc. n° 925/4) tendant à supprimer le point 2<sup>o</sup> et l'amendement n° 81 (Doc. n° 925/4) tendant à supprimer le point 3<sup>o</sup> de cet article.

*M. Anthuenis* estime qu'il s'agit d'augmentations pures et simples des charges, dans le premier cas, dans le chef des étudiants qui devront verser une cotisation de solidarité de 7,5 % sur leur rémunération lorsqu'ils travaillent en tant qu'étudiants, alors qu'ils n'ont aucun droit en matière de sécurité sociale. Dans le deuxième cas, il s'agit d'une cotisation de solidarité pour l'utilisation d'un véhicule mis gratuitement à disposition par l'employeur.

*La ministre* précise que cette mesure devrait permettre d'accroître dans une mesure limitée les recettes de la sécurité sociale et de remédier aux difficultés qu'éprouvent certains secteurs à embaucher des chômeurs pour des périodes très courtes telles qu'un

ben op bijslag. Het gaat in elk geval om een asociale maatregel waarbij het kind zijn rechten als kind ontzegd wordt.

*De heer Van den Eynde* wenst de aandacht van de minister te vestigen op het feit dat zij zelf sprak over de vergrijzing als een opduikend probleem. Het zullen niet dit soort maatregelen zijn die deze evolutie zullen tegengaan. De spreker verwijst naar cijfergegevens van de Bond van Grote en Jonge Gezinnen die spreekt van een gemiddelde inlevering van 8 300 frank per jaar. Het valt dan ook niet te begrijpen dat men deze maatregel heeft willen treffen.

*De minister* verwijst naar de terzake door de heer Wauters gehouden interpellatie over dit onderwerp. Zij deelt de leden mede dat de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers een uitstekende brochure heeft opgesteld in het kader van het « handvest » van de sociaal verzekerde waarin de maatregelen en de overgangsregeling worden verduidelijkt.

\*  
\* \* \*

Het artikel 10 wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

Amendementen n° 65 van de heren Wauters en Detienne en n° 76 van de heer Chevalier c.s. tot weglatting van dit artikel zijn bijgevolg verworpen.

#### Afdeling 7

##### *Diverse maatregelen betreffende de ontvangsten van de Rijksdienst voor sociale zekerheid*

###### Art. 15

*De heren Wauters en Detienne* dienen amendement n° 66 (Stuk n° 925/4) in dat ertoe strekt de artikelen 1, 2 en 3 van het onder artikel 15, 2<sup>o</sup>, genoemde koninklijk besluit te schrappen.

*De heer Chevalier c.s.* dienen amendement n° 80 (Stuk n° 925/4) in dat ertoe strekt in het artikel, punt 2<sup>o</sup> te schrappen en amendement n° 81 (Stuk n° 925/4) dat ertoe strekt in het artikel punt 3<sup>o</sup> te schrappen.

*De heer Anthuenis* is van oordeel dat het om zuivere lastenverhogingen gaat, in het eerste geval ten laste van de studenten die op hun loon, wanneer ze als student arbeid verrichten, een solidariteitsbijdrage van 7,5 % zullen ondergaan, terwijl de studenten zelf geen rechten in de sociale zekerheid bezitten. In het tweede geval gaat het om een solidariteitsbijdrage op het gebruik van een door de werkgever kosteloos ter beschikking gesteld voertuig.

Volgens *de minister* gaat het om een maatregel die in beperkte mate moet bijdragen tot de toename van de ontvangsten van de sociale zekerheid en ook werd ingegeven door de moeilijkheden in bepaalde sectoren om werklozen aan te werven voor zeer korte

mois (le secteur horeca dans les régions touristiques, la culture fruitière, etc ...). Les étudiants ont par ailleurs droit à des allocations d'attente à l'issue de leurs études.

*M. Wauters* estime qu'étant donné que les jeunes qui ne travaillent pas en tant qu'étudiants ont également droit à une allocation d'attente, cela ne constitue pas un véritable argument en faveur de la mesure. Il est inadmissible de percevoir une cotisation de sécurité sociale limitée pour des raisons purement mathématiques et budgétaires, et non en vertu d'un principe. Il aurait été plus logique de soumettre la totalité de la rémunération des étudiants à des prélèvements de sécurité sociale, tout en leur octroyant des droits sociaux. Si l'on avait procédé de la sorte, aucun effort n'aurait probablement été nécessaire dans une série d'autres secteurs. Il s'agit en l'occurrence à nouveau d'une mesure procédant de considérations purement budgétaires et politiques et qui ne poursuit aucun autre objectif.

*M. Chevalier* fait observer que l'arrêté royal prévoit explicitement que la cotisation ne confère à l'étudiant aucun droit en matière de sécurité sociale. Il estime que ce ne sont pas les enfants des classes les plus nanties qui seront touchés, mais plutôt ceux qui appartiennent aux groupes les plus défavorisés.

*M. Lenssens* précise que le gouvernement a décidé d'étendre l'obligation de cotiser dans le régime des indépendants et de veiller en même temps à une perception plus correcte des cotisations. Dans le régime des travailleurs salariés, il existe toutefois encore de nombreuses exceptions en ce qui concerne l'obligation de cotiser. Il en va ainsi des contractuels subventionnés, qui travaillent principalement dans les communes et ne paient pas de cotisations patronales. L'intervenant estime que l'on pourrait envisager de mettre progressivement un terme à ce régime de faveur, qui entraîne une perte de recettes se chiffrant à 12 milliards de francs pour la sécurité sociale. Les sportifs non professionnels constituent un autre exemple à cet égard. Ceux-ci sont actuellement liés par un contrat de travail lorsqu'ils gagnent moins de 500 000 francs par an et ne doivent dans ce cas pas payer de cotisations sociales. Il est toutefois difficile d'admettre encore de telles exceptions dans le régime des travailleurs salariés si l'on édicte des règles plus sévères dans le régime des indépendants et si l'on veille également de manière plus stricte à la perception des cotisations. La ministre devrait se pencher sur cette catégorie de travailleurs ainsi que sur d'autres catégories et examiner quelles recettes cette mesure pourrait générer pour la sécurité sociale.

*M. Detienne* fait observer qu'en ce qui concerne les étudiants, non seulement la période précédant le moment à partir duquel ils ont droit à une allocation d'attente a été prolongée, mais en outre, un impôt supplémentaire a été instauré à charge des étudiants qui travaillent. L'instauration d'une cotisation de sécurité sociale à charge des étudiants qui travaillent n'est en soi pas dénuée de sens, du fait que l'on constate depuis quelque temps déjà que ce genre

periodes zoals een maand (horeca in toeristische gebieden, fruitteelt enz.). Studenten hebben overigens toch recht op wachttuitkeringen na hun studie.

*De heer Wauters* is van oordeel dat ook jongeren die geen studentenarbeid verrichten recht hebben op een wachttuitkering en dit dus geen echt argument is om de maatregel te verdedigen. Het gaat niet op een beperkte sociale zekerheidsbijdrage te heffen op basis van louter mathematische, budgettaire, grondslagen en niet op basis van een principe. Het zou logischer geweest zijn het totale bedrag van de vergoeding voor studentenarbeid te onderwerpen aan sociale zekerheidsheffingen, maar dit dan ook gepaard laten gaan met de toekenning van sociale rechten. Had men dit gedaan dan waren waarschijnlijk voor een reeks andere sectoren geen inspanningen nodig geweest. Het gaat hier weer om een louter budgettair en politiek geïnspireerde maatregel zonder onderliggende doelstelling.

*De heer Chevalier* wijst erop dat de tekst van het koninklijk besluit uitdrukkelijk vermeldt dat de heffing de student geen enkel recht geeft inzake sociale zekerheid. Volgens hem zullen niet de kinderen uit de betere klassen hierdoor worden getroffen, maar eerder deze uit de minst gegoede groepen.

*De heer Lenssens* stelt dat de regering beslist heeft in het stelsel van de zelfstandigen de bijdrageverplichting uit te breiden en tegelijkertijd toe te zien op een correctere inning. In het stelsel der werknemers zijn er echter nog tal van uitzonderingen wat de bijdrageverplichting betreft. Zo zijn er bijvoorbeeld de gesubsidieerde contractuelen die in hoofdzaak bij de gemeenten werken en die geen patronale bijdragen betalen. Volgens de spreker zou onderzocht kunnen worden of progressief geen einde kan worden gesteld aan dit gunstregime. Het zou gaan om een bedrag van 12 miljard frank gederfde inkomsten voor de sociale zekerheid. Een ander voorbeeld wordt gevormd door de niet-professionele sportbeoefenaars. Volgens de huidige regel zijn ze gebonden door een arbeidsovereenkomst wanneer ze minder dan 500 000 frank per jaar verdienen en moeten ze daar geen sociale zekerheidsbijdragen op betalen. Dergelijke uitzonderingen zijn niet langer aanvaardbaar in het stelsel der werknemers, wanneer men in het stelsel van de zelfstandigen strengere regels uitvaardigt en ook strenger op de inning gaat toezien. De minister zou deze en ook nog de andere categorieën moeten onderzoeken en nagaan welke opbrengsten voor de sociale zekerheid dit zou kunnen betekenen.

*De heer Detienne* wijst erop dat voor de studenten niet alleen de periode voorafgaand aan het ogenblik waarop zij recht krijgen op een wachttuitkering verlengd werd, maar dat door deze maatregel ten laste van de werkende studentenbevolking een extra belasting wordt ingevoerd. Het instellen van een sociale zekerheidsbijdrage op studentenarbeid is op zich evenwel niet zinloos omdat er reeds enige tijd wordt vastgesteld dat dit soort arbeid meer en meer een

de travail joue de plus en plus un rôle structurel dans la société et concurrence le travail régulier. Ce qui est toutefois inadmissible, c'est que ce soit le même groupe qui est touché deux fois et qui a l'impression de devoir consentir des efforts supplémentaires alors que l'on rogne ses droits.

*M. Bonte* peut admettre qu'il s'agisse en l'occurrence d'une mesure budgétaire, ce qui est logique compte tenu des problèmes budgétaires actuels. La thèse selon laquelle les mesures à prendre doivent porter exclusivement sur les principes entrave, selon lui, la conclusion d'un accord concernant des mesures qui prévoient par exemple des réductions de charges pour certains groupes à risque (parce que cela implique aussi des tarifs différents). L'intervenant estime que la faible augmentation des cotisations frappant la rémunération des étudiants n'aura quasi pas d'incidence sur le nombre d'étudiants qui travaillent. Le but de ce genre d'emplois doit être de permettre aux étudiants d'acquérir de l'expérience sur le marché du travail et de contribuer au financement de leurs études. Il reconnaît que le travail des étudiants occupe une place structurelle de plus en plus grande sur le marché du travail et qu'il ne peut trop concurrencer les emplois réguliers. A cet égard, il faut parvenir à un équilibre, et l'instrument budgétaire est approprié à cet effet.

*Mme D'Hondt* constate que le nombre d'étudiants qui travaillent a considérablement augmenté ces dernières années. On peut toutefois se demander si la sécurité sociale a pour mission de veiller à ce que les enfants des milieux moins favorisés puissent faire des études. Il n'est pas mauvais, en soi, que les étudiants gagnent de l'argent, mais n'est-ce pas plutôt le système des bourses d'études qui doit accroître les chances qu'ont les jeunes de pouvoir étudier ? L'intervenante estime qu'il n'y a pas de raison que les étudiants qui travaillent soient traités différemment des autres travailleurs et ne soient pas assujettis aux mêmes charges fiscales et sociales.

*M. Chevalier* fait observer qu'il est inadmissible que l'on taxe encore davantage précisément ceux qui doivent travailler pour payer leurs études au moment où de moins en moins d'enfants issus des milieux moins aisés entreprennent des études universitaires et où les allocations familiales sont réduites.

*Mme D'Hondt* estime qu'il est impossible de distinguer les étudiants qui ont réellement besoin d'un job pour payer leurs études de ceux qui effectuent uniquement ce travail dans le but de se faire un peu d'argent de poche.

*La ministre* souligne qu'il convient d'établir une nette distinction entre la situation juridique de l'étudiant-travailleur qui effectue un travail à part entière dans le but de payer ses études et l'étudiant qui travaille dans le cadre d'un contrat d'une durée maximale d'un mois. Ce n'est pas ce genre de contrats exceptionnels qui permettra de payer des études. De nombreux employeurs utilisent cependant ce

structurelle rol in de maatschappij vervult en in concurrentie treedt met de reguliere arbeid. Wat echter niet opgaat is dat het dezelfde groep is die twee keer wordt getroffen en die de indruk krijgt extra te moeten betalen en daartegenover een achteruitgang van zijn rechten zich ziet voltrekken.

*De heer Bonte* kan aanvaarden dat het hier om een budgettaire maatregel gaat wat logisch is gelet op de bestaande budgettaire problemen. De stelling dat het moet gaan om zuiver principiële maatregelen of anders niets verhindert volgens hem een akkoord met maatregelen die bijvoorbeeld voorzien in lastenverlagingen voor bepaalde risicogroepen (omdat dit ook gedifferentieerde tarieven impliceert). Volgens de spreker zal de geringe bijdrageverhoging in kwestie op studentenarbeid nauwelijks een effect hebben op de omvang van de studentenarbeid. Studentenarbeid moet blijven de mogelijkheid bieden aan studenten ervaring op te doen op de arbeidsmarkt en hen eventueel financieel te ondersteunen bij hun studie. Hij beaamt dat de studentenarbeid een grotere structurele plaats krijgt op de arbeidsmarkt en de reguliere jobs niet te veel mag verdringen. In dat opzicht moet een evenwicht tot stand komen, en het budgetair instrument is daarvoor geschikt.

*Mevrouw D'Hondt* stelt vast dat het volume aan studentenarbeid de laatste jaren aanzienlijk is toegenomen. De vraag is of de sociale zekerheid als opdracht heeft ervoor te zorgen dat studeren mogelijk is en blijft voor kinderen uit minder begoede gezinnen. Het bijverdienen door studenten is op zichzelf niet af te raden, maar is het niet eerder via het systeem van studiebeurzen dat de studiekansen moeten worden vergroot ? Voor de spreekster is er geen reden waarom studentenarbeid anders zou moeten worden behandeld dan de arbeid van andere werkneiders en niet onderworpen zou zijn aan dezelfde fiscale en sociale lasten.

*De heer Chevalier* wijst erop dat het onaanvaardbaar is dat men precies degenen die moeten werken om hun studie te helpen betalen, nog extra gaan beladen, op een ogenblik dat er steeds minder kinderen uit de minder begoede klassen naar de universiteit gaan en de kinderbijslagen worden beperkt.

Volgens *mevrouw D'Hondt* is het onmogelijk het onderscheid te maken tussen de studenten die hun studentenjob echt nodig hebben om hun studies te betalen en zij die het gewoon doen om iets extra bij te verdienen.

*De minister* benadrukt dat een duidelijk onderscheid moet worden gemaakt tussen de rechtstoestand van de student-werknemer die volwaardig werkt om zijn studie te kunnen betalen en de student die op basis van een contract van maximum een maand werkt. Het is niet met dit soort uitzonderlijke contracten dat men zijn studie zal betalen. Er bestaan echter, vooral in de horecasector aan de kust,

type de contrats, principalement dans le secteur horeca à la côte, pour faire face au surcroît de travail pendant les mois d'été.

*M. Wauters* répète qu'il n'est pas normal de soumettre partiellement ce type de travail à la sécurité sociale. Si le régime de la sécurité sociale y avait été appliqué dans son intégralité, d'autres secteurs auraient pu échapper à certaines économies. La mesure perturbe l'équilibre du système. Il s'agit plutôt d'une approche purement budgétaire consistant à imposer des mesures d'économie occasionnelles.

*M. Vermassen* fait toutefois observer que, dans certains cas, les étudiants gagnent plus que les travailleurs. Il ne voit pas pour quelle raison un étudiant ne paierait pas les mêmes charges sociales qu'un travailleur. Vu sous cet angle, la mesure constitue un pas dans la bonne direction.

*M. Bonte* admet qu'il s'agit d'une mesure budgétaire, que sous-tendent toutefois certains principes importants, tels que l'équilibre financier de la sécurité sociale, qui participe de la solidarité. Cela peut contribuer au financement des allocations d'attente.

*M. Chevalier* souligne que si l'on suit ce raisonnement, les étudiants qui travaillent doivent payer des cotisations pour financer des allocations d'attente qui seront également versées à ceux qui n'ont pas dû travailler pendant leurs études.

*Mme Pieters* considère que la mesure peut entraîner une surcroît de travail administratif pour les entreprises, risquant ainsi de rendre l'occupation d'étudiants moins attrayante voire d'encourager le travail au noir (ce qui imposera, à son tour, de renforcer les contrôles).

\*  
\* \* \*

L'amendement n° 66 de MM. Wauters et Detienne est rejeté par 9 voix contre 4.

L'amendement n° 80 de M. Chevalier et consorts est rejeté par 9 voix contre 4.

L'amendement n° 81 de M. Chevalier et consorts est rejeté par 9 voix contre 3 et une abstention.

L'article 15 est adopté par 9 voix contre 4.

### III. — EMPLOI ET TRAVAIL (article 9)

#### A. Exposé introductif de la ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes

Le texte proposé confirme une première série d'arrêtés royaux pris en exécution de deux lois-cadres du 26 juillet 1996, à savoir la loi-cadre relative à la

heel wat werkgevers die met enkel dergelijke contracten de drukke zomerperiode opvangen.

*De heer Wauters* herhaalt dat het niet opgaat dit soort arbeid gedeeltelijk onder de sociale zekerheid te laten vallen. Had men er volledig de sociale zekerheid op toegepast, dan waren inleveringen in andere sectoren niet noodzakelijk geweest. Door de maatregel wordt het evenwicht in het systeem verstoord. Het gaat eerder om een louter budgettaire benadering door occasionele inleveringen op te leggen.

*De heer Vermassen* wijst er wel op dat studenten in sommige gevallen meer verdienen dan hun collega-arbeiders, en hij ziet niet in waarom de student niet evenveel sociale lasten als zijn collega-arbeider zou betalen. Om die reden is de maatregel een stap in de goede richting.

*De heer Bonte* erkent dat het om een budgettaire maatregel gaat, maar dat er wel belangrijke principes aan de basis van liggen zoals het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, toch een aspect van de solidariteit. Dit kan bijdragen tot de financiering van de wachttuitkeringen.

*De heer Chevalier* wijst erop dat op basis van die redenering werkende studenten moeten bijdragen voor wachttuitkeringen die ook zullen worden uitgekeerd aan hen die zelf niet moesten werken tijdens hun studie.

*Mevrouw Pieters* vestigt er de aandacht op dat de maatregel voor het bedrijfsleven een administratieve belasting kan vormen die het aantrekken van studenten minder aantrekkelijk dreigt te maken of zelfs kan leiden tot zwartwerk (wat op zijn beurt weer strengere controle noodzakelijk kan maken).

\*  
\* \* \*

Amendement n° 66 van de heren Wauters en Detienne wordt verworpen met 9 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 80 van de heer Chevalier c.s. wordt verworpen met 9 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 81 van de heer Chevalier c.s. wordt verworpen met 9 tegen 3 stemmen en 1 ont-houding.

Artikel 15 wordt aangenomen met 9 tegen 4 stemmen.

### III. — TEWERKSTELLING EN ARBEID (artikel 9)

#### A. Inleiding door de minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het beleid van gelijke kansen tussen mannen en vrouwen

De voorgestelde tekst bevat de bekragting van een eerste reeks koninklijke besluiten die werden genomen in uitvoering van 2 kaderwetten van 26 juli

participation de la Belgique à l'UEM et la loi-cadre relative à la modernisation de la sécurité sociale. Il existe en outre une troisième loi-cadre qui porte sur l'emploi et la compétitivité.

La ministre donne un aperçu des arrêtés royaux concernés et les situe en fonction des différentes lois-cadres sur lesquelles ils sont basés.

### *1. La loi-cadre relative à la participation de la Belgique à l'UEM*

Dans le but de créer les conditions de la participation de la Belgique à l'UEM, des mesures ont également dû être prises dans le secteur de la sécurité sociale lors de la confection du budget 1997 en vue d'assurer son équilibre budgétaire. En ce qui concerne l'assurance-chômage, les mesures suivantes ont été prises :

- adaptation du complément d'ancienneté pour les chômeurs âgés cohabitants;
- (— 45 % à 50 ans — 50 % à 55 ans et 55 % à 58 ans au lieu de 42,5 % entre 50 et 55 ans et 60 % à partir de 55 ans);
- répercussions budgétaires : 200 millions de francs en 1997;
- modification du mode de calcul du nombre d'allocations de chômage en cas de courtes périodes de travail;
- les périodes de non occupation seront transposées en régime de 6 jours;
- répercussion budgétaire de 100 millions de francs sur une base annuelle.

Ces deux mesures ont été mises en œuvre par arrêté royal ordinaire étant donné qu'elles concernent des adaptations relatives à la réglementation du chômage (arrêté royal du 13 décembre 1996).

Sur la base de la loi-cadre relative à l'UEM, plusieurs autres mesures ont été prises dont l'objectif était soit de limiter les dépenses en matière de chômage, soit d'accroître les recettes de la sécurité sociale.

Ces mesures sont les suivantes :

- l'augmentation de 1 % à 3 % de la retenue effectuée par l'ONEM pour les prépensionnés (produit 1997 : 70 millions de francs).

Cette mesure a été mise en œuvre par l'arrêté royal du 19 novembre 1996. Cet arrêté royal est sanctionné par le projet de loi à l'examen;

- l'application des retenues et cotisations valables pour les prépensionnés aux chômeurs âgés qui perçoivent une indemnité complémentaire (produit 1997 : 15 millions de francs).

Cette mesure est mise en œuvre par un arrêté royal qui sera très prochainement soumis au Conseil des ministres;

- l'amélioration de la récupération des allocations indues (notamment en rendant cette récupéra-

1996 de zogenaamde kaderwet inzake de toetreding van België tot de EMU en de kaderwet inzake de modernisering van de sociale zekerheid. Daarnaast bestaat er nog de derde kaderwet die betrekking heeft op de tewerkstelling en het concurrentievermogen.

Het kon nuttig zijn om naar aanleiding van de behandeling van dit wetsontwerp een overzicht te geven van de getroffen koninklijke besluiten en deze te situeren in functie van de verschillende kaderwetten waarop zij werden gebaseerd.

### *1. De kaderwet met betrekking tot de toetreding van België tot de EMU*

Teneinde de voorwaarden te creëren waaronder België kan toetreden tot de EMU, dienden bij de opstelling van de begroting 1997 ook in de sociale zekerheid een aantal maatregelen te worden genomen teneinde haar budgettaire evenwicht te verzekeren. Wat de werkloosheidsverzekering betreft werden volgende maatregelen genomen :

- aanpassing van de ancienniteits toeslag voor samenwonende oudere werklozen;
- (— 45 % op 50 jaar — 50 % op 55 jaar en 55 % op 58 jaar in plaats van 42,5 % tussen 50 en 55 jaar en 60 % vanaf 55 jaar);
- budgettaire weerslag : 200 miljoen frank in 1997;
- wijziging van de berekeningswijze van het aantal werkloosheidsuitkeringen bij korte arbeidsperiodes;
- periodes van niet-tewerkstelling zullen omgezet worden naar 6-dagenstelsel;
- budgettaire weerslag 100 miljoen frank op jaarsbasis.

Die maatregelen werden uitgevoerd bij gewoon koninklijk besluit aangezien het aanpassingen betreft inzake de werkloosheidsreglementering (koninklijk besluit van 13 december 1996).

Op basis van de EMU-kaderwet werden nog een aantal maatregelen genomen die tot doel hadden ofwel de uitgaven inzake werkloosheid te beperken ofwel de inkomsten van de sociale zekerheid te verhogen.

Die maatregelen zijn :

- de verhoging van de inhouding die de RVA doorvoert voor de brug gepensioneerden van 1 % naar 3 % (opbrengst 1997 : 70 miljoen frank).

Deze maatregel werd uitgevoerd bij koninklijk besluit van 19 november 1996. Dit koninklijk besluit wordt via dit wetsontwerp bekragtigd;

- de toepassing van de inhoudingen en bijdragen die gelden voor de brug gepensioneerden op oudere werklozen die een aanvullende vergoeding ontvangen (opbrengst 1997 : 15 miljoen frank).

Deze maatregel wordt uitgevoerd door een koninklijk besluit dat zeer binnenkort aan de Ministerraad zal worden voorgelegd;

- de verbetering van de invordering van onverschuldigde uitkeringen (onder andere door de recu-

tion également possible dans d'autres branches de la sécurité sociale) (produit 1997 : 200 millions de francs).

Cette mesure est mise en œuvre par un arrêté royal qui est soumis à la signature royale. Cet arrêté royal devra être confirmé par une prochaine loi spécifique;

— l'adaptation de la réglementation des sanctions en cas de non remplacement des prépensionnés (produit 1997 : 100 millions de francs).

Cet arrêté royal a été transmis pour avis à l'ONEM (Comité de Gestion 20 février 1997) et peut ensuite être transmis pour avis au Conseil d'Etat;

— l'instauration d'une cotisation particulière de 0,10 % pour financer le chômage temporaire et le complément d'ancienneté (produit 2 000 millions de francs).

Cette mesure a été mise en œuvre par l'arrêté royal du 27 novembre 1996 et est confirmé par le projet à l'examen.

### *2. La loi-cadre relative à la modernisation de la sécurité sociale*

Un certain nombre d'arrêtés royaux ont été pris dans le but de moderniser la sécurité sociale. Ces arrêtés ont trait à :

a) l'activation de l'allocation de chômage par l'octroi d'allocations aux travailleurs occupés dans les programmes de transition professionnelle.

Cette mesure a été réalisée par l'arrêté royal du 14 novembre 1996 et est confirmée par le projet de loi à l'examen;

b) l'instauration de la carte d'identité sociale.

Cette mesure a été réalisée par l'arrêté royal du 18 décembre 1996.

Dans la « modernisation de la sécurité sociale », on compte également trois mesures qui ont été prises par arrêté royal ordinaire dans la réglementation du chômage, à savoir :

— l'augmentation de l'allocation de garantie de revenus pour les travailleurs à temps partiel isolés et cohabitants (jusqu'à 4 245 francs pour les isolés et jusqu'à 3 183 francs pour les cohabitants) (arrêté royal du 13 décembre 1996);

— l'augmentation du travail autorisé des partenaires d'un chef de famille (6 750 francs au lieu de 5 860 francs) (arrêté royal du 13 décembre 1996);

— la modification de la limite de revenus pour les chômeurs de longue durée (540 600 francs au lieu de 510 014 francs) (arrêté royal du 13 décembre 1996).

### *3. La loi-cadre relative à la promotion de l'emploi et de la compétitivité*

Le gouvernement a approuvé fin 1996 toute une série de mesures dont l'objectif était de promouvoir l'emploi. Celles-ci ont été prises à la suite de l'échec

peration ook mogelijk te maken in andere takken van de sociale zekerheid) (opbrengst 1997 : 200 miljoen frank).

Deze maatregel wordt uitgevoerd door een koninklijk besluit dat ter ondertekening ligt bij de Koning. Dit koninklijk besluit zal door een volgende wet bekrachtigd moeten worden;

— de aanpassing van de sanctieregeling bij niet-vervanging van brug gepensioneerden (opbrengst 1997 : 100 miljoen frank).

Dit koninklijk besluit is voor advies overgezonden aan de RVA (Beheerscomité 20 februari 1997) en kan nadien voor advies worden overgezonden aan de Raad van State;

— de invoering van een bijzondere bijdrage van 0,10 % ter financiering van de tijdelijke werkloosheid en de ancienniteitstoeslag (opbrengst 2 000 miljoen frank).

Deze maatregel werd uitgevoerd via het koninklijk besluit van 27 november 1996 en wordt via dit wetsontwerp bekrachtigd.

### *2. De kaderwet met betrekking tot de modernisering van de sociale zekerheid*

Een aantal besluiten werden genomen die tot doel hebben de sociale zekerheid te moderniseren. Deze besluiten hebben betrekking op :

a) de activering van de werkloosheidssuitkering door het toekennen van uitkeringen aan werknemers tewerkgesteld in doorstromingsprogramma's.

Deze maatregel werd gerealiseerd door het koninklijk besluit van 14 november 1996 en wordt via dit wetsontwerp bekrachtigd;

b) de invoering van de sociale identiteitskaart.

Deze maatregel werd gerealiseerd door het koninklijk besluit van 18 december 1996.

Onder de noemer « modernisering van de sociale zekerheid » horen ook 3 maatregelen thuis die werden genomen bij gewoon koninklijk besluit in de werkloosheidsreglementering met name :

— de verhoging van de inkomensgarantie uitkering voor alleenstaande en samenwonende deeltijdse werknemers (tot 4 245 frank voor alleenstaanden en tot 3 183 frank voor samenwonenden) (koninklijk besluit van 13 december 1996);

— de verhoging van de toegestane arbeid van de partners van een gezinshoofd (6 750 frank in plaats van 5 860 frank) (koninklijk besluit van 13 december 1996);

— de wijziging van de inkomensgrens voor langdurige werklozen (540 600 frank in plaats van 510 014 frank) (koninklijk besluit van 13 december 1996).

### *3. De kaderwet met betrekking tot de bevordering van de werkgelegenheid en de concurrentiepositie*

De regering heeft eind 1996 heel wat maatregelen goedgekeurd die tot doel hebben de werkgelegenheid te bevorderen. Deze maatregelen werden genomen

des négociations entre les partenaires sociaux concernant l'accord interprofessionnel.

La plupart de ces mesures sont déjà opérationnelles.

Les arrêtés royaux seront soumis plus tard au Parlement pour être sanctionnés. Ci-après, une brève énumération des principales mesures pour l'emploi :

- l'instauration d'un droit à l'interruption de carrière pour 1 % des travailleurs et pour dispenser des soins à un membre malade de la famille, élargie ou non (arrêté royal du 6 février 1997);
- l'instauration de la possibilité de prendre une prépension à mi-temps à 58 ans (arrêté royal du 27 janvier 1997);
- la prorogation des mesures prévues dans l'accord interprofessionnel 1995-1996 pour la période 1997-1998 (arrêté royal du 27 janvier 1997);
- l'instauration du « Maribel social » dans le secteur non marchand (arrêté royal du 5 février 1997);
- la prolongation du régime des accords pour l'emploi;
- le projet de loi (à déposer) en matière de participation aux bénéfices.

\*  
\* \*

### **Discussion du projet de loi à l'examen portant sanction des arrêtés royaux**

*1. Arrêté royal du 19 novembre 1996 modifiant l'article 50 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, et l'article 67 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales, en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne*

Avec cet arrêté royal, la retenue (retenue sur chômage + indemnité complémentaire) effectuée par l'ONEM pour les prépensionnés est augmentée de 1 % à 3 % pour tous les prépensionnés qui entrent dans le régime après le 31 décembre 1996, à l'exception des travailleurs dont le préavis a été signifié avant le 1<sup>er</sup> novembre 1996 et à l'exception des travailleurs issus d'entreprises en difficulté ou en restructuration dont la reconnaissance est délivrée avant le 1<sup>er</sup> novembre 1996.

Cette augmentation à 3 % ne s'applique qu'à la prépension à temps plein.

Elle figure à l'article 50 de la loi du 30 mars 1994 et à l'article 67 de la loi du 21 décembre 1994. Cette dernière loi permet l'harmonisation de la retenue de 3 % prélevée par l'ONEM et de la retenue de 3,5 % prélevée par l'Office national des Pensions, en une

vermits de sociale partners er niet in geslaagd zijn een interprofessioneel akkoord te sluiten.

De meeste maatregelen zijn reeds operationeel.

De koninklijke besluiten zullen op een later tijdstip ter bekraftiging aan het parlement worden voorgelegd. Hier volgt een summiere opsomming van de belangrijkste tewerkstellingsmaatregelen :

- de invoering van een recht op loopbaanonderbreking voor 1 % van de werknemers en voor de opvang van een ziek familie- of gezinslid (koninklijk besluit van 6 februari 1997);
- de invoering van de mogelijkheid tot halftijds brugpensioen op 58 jaar (koninklijk besluit van 27 januari 1997);
- de verlenging van de maatregelen voorzien in het IPA 1995-1996 voor de periode 1997-1998 (koninklijk besluit van 27 januari 1997);
- de invoering van de « sociale Maribel » in de non-profitsector (koninklijk besluit van 5 februari 1997);
- de verlenging van het stelsel van de tewerkstellingsakkoorden;
- het (in te dienen) wetsontwerp inzake winstdeelnemingen.

\*  
\* \*

### **Besprekking van het voorliggende wetsontwerp ter bekraftiging van de koninklijke besluiten**

*1. Koninklijk besluit van 19 november 1996 tot wijziging van artikel 50 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, en artikel 67 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale bepalingen, met toepassing van artikel 3, § 1, 4<sup>o</sup>, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie*

Via dit koninklijk besluit wordt de inhouding (inhouding op werkloosheid + aanvullende vergoeding) die de RVA doorvoert voor de bruggepensioneerden verhoogd van 1 % naar 3 % voor alle bruggepensioneerden die in het stelsel komen na 31 december 1996 met uitzondering van de werknemers opgezegd voor 1 november 1996 en met uitzondering van de werknemers uit ondernemingen in moeilijkheden of herstructurering waarvan de erkenning is afgeleverd voor 1 november 1996.

Deze verhoging tot 3 % geldt enkel voor het volledige brugpensioen.

Zij wordt opgenomen in artikel 50 van de wet van 30 maart 1994 en in artikel 67 van de wet van 21 december 1994. Dankzij deze laatste wet kunnen de 3 % inhouding door de RVA en de 3,5 % inhouding door de RVP worden geharmoniseerd tot 1 inhouding

seule retenue de 6,5 % à percevoir par l'ONSS avec une redistribution du produit entre l'ONEM et l'Office national des Pensions.

Cette cotisation n'est pas due si la prépension, après la retenue de 3 % + 3,5 %, est inférieure à :

- 36 353 francs sans enfants à charge;
- 43 662 francs avec enfants à charge.

*2. Arrêté royal du 14 novembre 1996 modifiant l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs, en application de l'article 33, 2°, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions*

Il s'agit de la base légale pour l'octroi d'une allocation dans les projets de transition professionnelle. A l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, qui règle la création et les tâches de l'ONEM, est ajoutée une lettre m) en vue de donner mission à l'ONEM, dans les conditions déterminées par le Roi, d'octroyer une allocation aux chômeurs inscrits dans le cadre d'un projet d'insertion.

Cela constitue une base suffisante pour régler les programmes de transition professionnelle par arrêté royal.

Ci-après le contenu des programmes de transition professionnelle en bref :

Les programmes de transition professionnelle créent notamment pour les personnes actives dans les ALE et les autres chômeurs la possibilité de transiter vers un contrat de travail régulier. Les programmes de transition professionnelle, qui feront l'objet d'un accord de coopération avec les Régions, permettent une utilisation active des allocations de chômage et la promotion de l'intégration et la réinsertion des chômeurs et des personnes occupées en ALE via une transition vers des emplois réguliers.

Ces programmes s'adressent aux jeunes demandeurs d'emploi qui perçoivent des allocations d'attente, aux chômeurs de longue durée (2 ans), aux minimexés (1 an) et aux personnes occupées en ALE.

Ces personnes peuvent être engagées dans les liens d'un contrat de travail (au moins à mi-temps) pour une période de un an maximum, prolongeable d'un an pour les personnes qui étaient occupées en ALE. Elles seront principalement engagées dans les communes, les asbl et ce, dans le secteur socio-culturel (par exemple les musées), le secteur des sports, l'environnement et ce, pour répondre à des besoins collectifs de la société qui ne sont pas ou insuffisamment satisfaits par le circuit de travail régulier. Il s'agira d'emplois supplémentaires.

Les travailleurs concernés percevront le salaire normal en vigueur pour la fonction exercée. Cette rémunération se compose d'une part d'une allocation forfaitaire à charge de l'ONEM, qui s'élève à

van 6,5 % te innen door de RSZ met verdeling van de opbrengst over RVA en RVP.

Deze bijdrage is niet verschuldigd indien het brug-pensioen na afhouding van 3 % + 3,5 % lager ligt dan :

- 36 353 frank zonder kinderlast;
- 43 662 frank met kinderlast.

*2. Koninklijk besluit van 14 november 1996 tot wijziging van artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, met toepassing van artikel 33, 2°, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels*

Dit is de wettelijke basis om een uitkering toe te kennen in de doorstromingsprojecten. Aan het artikel 7 van de besluitwet van 28 decembre 1944 die de oprichting en de taken van de RVA regelt, wordt een letter m) toegevoegd om de RVA tot taak te geven onder de voorwaarden die de Koning bepaalt, een uitkering toe te kennen aan de werklozen in een inschakelingsproject.

Dit kan als voldoende basis dienen om bij koninklijk besluit de doorstromingsprogramma's te regelen.

Korte inhoud doorstromingsprogramma's :

Met de doorstromingsprogramma's wordt onder meer voor de PWA-actieven en andere werklozen een mogelijkheid gecreëerd om door te stromen in een regulier arbeidscontract. De doorstromingsprogramma's die het voorwerp zullen uitmaken van een samenwerkingsakkoord met de gewesten, maken het mogelijk de werkloosheidsuitkering op een actieve manier te gebruiken, om de integratie en herintegratie van werklozen en tewerkgestelden uit het PWA te bevorderen via een doorstroming naar reguliere banen.

Deze programma's richten zich tot jonge werkzoekenden die wachtuitkeringen krijgen, langdurig werklozen (2 jaar), bestaansminimumtrekkers (1 jaar) en tewerkgestelden in het PWA.

Deze personen kunnen worden aangeworven met een arbeidsovereenkomst (minstens halftijds) voor een periode van maximum 1 jaar verlengbaar voor 1 jaar voor de personen die tewerkgesteld waren in een PWA. Zij zullen voornamelijk worden tewerkgesteld in de gemeenten, vzw's en dit in de socio-culturele sector (bijvoorbeeld de musea), de sportsector, het leefmilieu, en dit om tegemoet te komen aan collectieve behoeften van de maatschappij waaraan het regulier arbeidscircuit te weinig of niet tegemoetkomt. Het zal gaan over bijkomende arbeidsplaatsen.

Betrokken werknemers zullen het normale loon ontvangen voor de uitgeoefende functie. Dit loon is samengesteld uit enerzijds een forfaitaire uitkering ten laste van de RVA die 10 000 frank per maand

10 000 francs par mois pour un emploi à mi-temps et à 12 000 francs par mois pour un emploi à 3/4 temps minimum (cette allocation forfaitaire sera majorée de 2 000 francs pour les personnes qui viennent d'une ALE).

Il y a d'autre part une intervention de la Région ou de la Communauté et éventuellement une partie à charge de l'employeur (commune ou asbl). En ce qui concerne les cotisations de sécurité sociale, le plan avantage à l'embauche sera d'application.

*3. Arrêté royal du 27 novembre 1996 instaurant une cotisation patronale particulière en vue de financer le régime du chômage temporaire et du complément d'ancienneté pour les chômeurs âgés, en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de la loi du 26 juillet 1996 visant la réalisation des conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne*

Une cotisation patronale particulière de 0,10 % est instaurée pour financer le coût du chômage temporaire et le complément d'ancienneté (produit 2 milliards de francs sur base annuelle).

Cette cotisation patronale particulière est compensée par une réduction de la cotisation de 0,20 % pour les groupes à risques à 0,10 % pour la période 1997-1998 (arrêté royal du 27 janvier 1997 — *Moniteur belge* du 13 février 1997).

Cette cotisation est perçue par l'ONSS.

## B. Discussion générale

### 1. Interventions des membres

*M. Valkeniers* constate que la retenue ONEM sur le montant total de la prépension conventionnelle est portée de 1 % à 3 %.

Un régime transitoire est prévu pour les travailleurs qui étaient déjà licenciés avant la publication de l'arrêté royal du 14 novembre 1996.

Cette mesure part d'un mauvais principe. Elle devrait normalement contribuer au maintien de l'équilibre financier du régime du chômage. Il est toutefois significatif que ce gouvernement cherche son salut dans une augmentation des charges, en l'occurrence des cotisations, au lieu de prendre des initiatives d'ordre structurel dans le régime de l'assurance-chômage, en l'occurrence, dans les préensions. Les pouvoirs spéciaux devraient du reste servir à prendre des mesures structurelles. C'est la première fois qu'un gouvernement réussit à contraindre le parlement de lui accorder des pouvoirs spéciaux pour éviter que l'on prenne des mesures structurelles.

Compte tenu de la nécessité impérieuse d'assainir (*et non de supprimer*) le régime des préensions, l'augmentation des cotisations patronales peut être perçue comme une mesure positive, dans la mesure où l'on abusera moins rapidement du régime des

bedraagt voor een halftijdse tewerkstelling en 12 000 frank per maand voor een tewerkstelling van minimum 3/4 tijds (deze forfaitaire uitkering zal verhoogd worden met 2 000 frank voor de personen die uit het PWA doorstromen).

Anderzijds is er een tegemoetkoming van het gewest of de gemeenschap en eventueel een gedeelte ten laste van de werkgever (gemeente of vzw). Wat de sociale zekerheidsbijdragen betreft, zal het voordeelbanenplan van toepassing zijn.

*3. Koninklijk besluit van 27 november 1996 tot instelling van een bijzondere werkgeversbijdrage ter financiering van het stelsel van de tijdelijke werkloosheid en de anciënniteitsstoeslag voor oudere werklozen, met toepassing van artikel 3, § 1, 4<sup>o</sup>, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie*

Er wordt een bijzondere werkgeversbijdrage ingesteld van 0,10 % ter financiering van de kost tijdelijke werkloosheid en anciënniteitsstoeslag (opbrengst 2 miljard frank op jaarrbasis).

Deze bijzondere werkgeversbijdrage wordt gecompenseerd door een vermindering van de 0,20 % voor de risicogroepen tot 0,10 % voor de periode 1997-1998 (koninklijk besluit van 27 januari 1997 — *Belgisch Staatsblad* van 13 februari 1997).

Deze bijdrage wordt geïnd door de RSZ.

## B. Algemene bespreking

### 1. Opmerkingen van de leden

*De heer Valkeniers* stelt vast dat de inhouding voor de RVA op het totale bedrag van het conventioneel brugpensioen wordt verhoogd van 1 % tot 3 %.

Er wordt voorzien in een overgangsregeling voor werknemers die reeds opgezegd werden voor de publicatie van het koninklijk besluit van 14 november 1996.

Het uitgangspunt van deze maatregel is verkeerd. Deze maatregel moet namelijk bijdragen tot het behoud van het financieel evenwicht van het stelsel van de werkloosheid. Het is echter kenschetsend voor de regering dat ze haar heil zoekt in een verhoging van de lasten, *in casu* de bijdragen, in plaats van structurele ingrepen te doen in het stelsel van de werkloosheidsverzekering, *in casu* de brugpensioenen. De volmachten zouden trouwens moeten dienen voor structurele ingrepen. Het is voor de eerste keer dat een regering erin slaagt volmachten af te dwingen om te voorkomen dat er structurele ingrepen worden doorgevoerd.

Rekening houdend met de broodnodige sanering (*en niet de afschaffing*) van het stelsel van de brugpensioenen, kan een verhoging van de bijdragen voor de werkgevers als positief worden ervaren, in zoverre het brugpensioenstelsel minder snel zal worden mis-

prépensions pour licencier les travailleurs âgés en leur allouant une importante prime de départ. Souvent, la mise à la prépension revient moins cher aux entreprises que le licenciement de leurs travailleurs âgés.

Ce n'est toutefois pas la bonne technique. Que l'on soit pour ou contre le système des prépensions, on est confronté de toutes parts au problème de la retraite anticipée des travailleurs âgés et il en résulte que le taux d'activité est plus bas en Belgique que dans les pays voisins. Aussi bien la Banque nationale, dans son rapport annuel 1995, que le ministère de l'Emploi et du Travail, dans son rapport d'évaluation 1996, l'ont fait observer. Le gouvernement mène en fait une politique très prudente de détricotage des prépensions (comme l'indique du reste la réduction prudente du nombre de prépensionnés), mais il le fait de manière sournoise. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas le courage de prendre des mesures transparentes en matière de prépensions, mesures qui ne seront vraisemblablement pas populaires à court terme, mais qui, à plus long terme, peuvent garantir le maintien du système pour les personnes pour lesquelles la mise à la retraite anticipée peut se justifier (par exemple, dans les secteurs où le travail est pénible) ?

Il y a ici une analogie remarquable avec l'intangibilité de la non-limitation dans le temps des allocations de chômage. Certains au sein de la majorité se posent en ardents défenseurs de cette mesure, mais ils admettent une adaptation de la législation ayant pour conséquence la suspension de 130 000 personnes sur une période d'environ 5 ans.

La mesure proposée suscite des questions concernant d'autres mesures du gouvernement.

#### a. Prépensions à mi-temps

Le gouvernement veut introduire la prépension à mi-temps pour compenser le relèvement de l'âge de la prépension à temps plein. Cependant, l'augmentation des cotisations s'applique également aux prépensions à mi-temps.

#### b. Relèvement de l'âge de la retraite pour les femmes

Etant donné que l'âge de la retraite est relevé pour les femmes et que la proportion de femmes dans la tranche des travailleurs âgés est vouée à augmenter avec le temps, cette mesure aura également des conséquences en ce qui concerne la mise à la prépension. Le nombre de femmes prépensionnées augmentera. Contrairement à ce qui se passait auparavant, ces femmes ne quitteront pas le régime de la prépension à 60 ans, mais à 65 ans. Cela montre une fois de plus que l'augmentation de cotisation proposée ne constitue qu'un emplâtre sur une jambe de bois. Sans mesures structurelles, la viabilité financière du système sera de plus en plus compromise.

bruikt voor « gouden handdruk » voor oudere werknemers. Vaak is brugpensionering voor ondernemingen immers goedkoper dan ontslag van hun oudere werknemers.

Echter, dit is niet de juiste manier. Of men nu voor of tegen het stelsel van de brugpensioenen is, men wordt langs alle kanten geconfronteerd met het probleem van de vervroegde uittreding van oudere werknemers, waardoor de activiteitsgraad in België lager is dan die in onze buurlanden. Zowel de Nationale Bank in haar jaarverslag 1995 als het Ministerie van Arbeid en Tewerkstelling in haar evaluatie-rapport 1996 merken dit op. De regering voert feitelijk een zeer voorzichtige politiek van afbouw van de brugpensioenen (getuige daarvan de voorzichtige daling van het aantal bruggenpensioneerden), maar ze doet dit op een sluikse manier. Waarom heeft de regering niet de moed om een transparante regeling inzake de brugpensioenen te treffen, die waarschijnlijk niet erg populair zal zijn op korte termijn, maar die op langere termijn het stelsel kan vrijwaren voor die mensen voor wie vervroegde uittreding verantwoord kan zijn (bijvoorbeeld sectoren met zware fysieke inspanning) ?

Hier is een opmerkelijke analogie met de onaantastbaarheid van de onbegrensdheid in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen. Sommigen binnen de meerderheid werpen zich op als vurige verdedigers hiervan, maar laten ondertussen toe dat de wetgeving zodanig wordt aangepast dat er 130 000 mensen op pakweg 5 jaar tijd worden geschorst.

De voorgestelde maatregel doet vragen rijzen bij enkele andere maatregelen van de regering.

#### a. Halftijdse brugpensioenen

De regering wil het halftijds brugpensioen invoeren ter compensatie van de verhoging van de leeftijd voor voltijdse brugpensioenen. Toch geldt ook de bijdrageverhoging voor de halftijdse brugpensioenen.

#### b. Verhoging van de pensioenleeftijd voor vrouwen

Aangezien de pensioenleeftijd voor vrouwen wordt verhoogd en het aandeel van vrouwen bij de oudere werknemers mettertijd zal toenemen, zal dit ook gevolgen hebben voor de brugpensionering. Het aantal vrouwelijke bruggenpensioneerden zal stijgen. In tegenstelling tot vroeger zullen deze vrouwen het brugpensioenstelsel niet op hun zestigste, maar op hun vijfenzestigste verlaten. Opnieuw illustreert dit het « pleister-op-een houten-been »-effect van de voorgestelde bijdrageverhoging. Zonder structurele ingrepen zal de betaalbaarheid van het systeem meer en meer onder druk komen te staan.

Enfin, s'attachant à la cotisation patronale en faveur des groupes à risques sur le marché de l'emploi, l'orateur souligne que la presse a fait état du résultat assez faible des formations continuées et recyclages des chômeurs peu qualifiés et/ou âgés. On peut dès lors s'interroger sur le résultat concret des projets en faveur des groupes à risque.

Combien de personnes faisant part de ces groupes sont réinsérées sur le marché du travail ?

*M. Wauters* estime que la section 4 du projet de loi à l'examen ne constitue qu'une approche timide et passive de la problématique de l'emploi, qui avait pourtant été considérée par le gouvernement comme une priorité absolue.

D'autre part, on peut se demander pourquoi des pouvoirs spéciaux étaient nécessaires pour adopter des mesures telles que proposées à l'article 9 du texte proposé.

Par ailleurs, l'intervenant est opposé à l'augmentation de la retenue sur les préensions conventionnelles.

Ceci constitue une mesure d'économie linéaire qui touche les futurs ayants-droit sans les prévenir, qui ne tient aucun compte de leur situation globale en matière de revenus et qui entraîne une manque à gagner dans leur chef de l'ordre de 8 000 à 15 000 francs par an.

En outre, l'intervenant ne peut souscrire au fait que la cotisation patronale de 0,20 % en faveur de la formation et de l'emploi des groupes à risque (notamment les chômeurs de longue durée) soit affectée pour moitié au financement du régime d'indemnisation pour les chômeurs âgés et du chômage temporaire.

Le gouvernement hypothèque ainsi les chances d'insertion professionnelle des groupes à risque.

L'orateur aurait, de plus, souhaité que la ministre procède à une centralisation et à une utilisation plus active et plus optimale des moyens destinés à la promotion de l'emploi des groupes à risque.

L'intervenant souscrit en revanche à l'arrêté royal du 14 novembre 1996 en ce qu'il stimule activement l'emploi de certaines catégories de chômeurs occupés dans un projet d'insertion en vue de favoriser leur intégration sur le marché du travail.

Ceci constitue en effet la voie à suivre.

*M. Bonte* constate que le régime des préensions, au lieu de demeurer un système de redistribution intergénérationnelle du travail, comme l'avait envisagé la conférence tripartite pour l'emploi en 1973, est devenu de plus en plus un mécanisme de licenciement relativement peu coûteux tant pour l'autorité publique que, pour une part, pour les entreprises.

Il remarque également le développement des systèmes de « semi-préensions » (où les entreprises envoient leurs travailleurs âgés au chômage en leur

Wat de werkgeversbijdrage ten voordele van risicogroepen op de arbeidsmarkt betreft, benadrukt de spreker, tot slot, dat in de pers melding is gemaakt van nogal teleurstellende resultaten inzake voortgezette opleidingen en omscholing van laaggeschoolden en/of oudere werklozen. Er kunnen dus vraagtekens worden geplaatst bij het concrete resultaat van de initiatieven ten voordele van risicogroepen.

Hoeveel personen uit deze groepen zijn opnieuw in het arbeidsproces ingeschakeld ?

*De heer Wauters* meent dat afdeling 4 van dit wetsontwerp slechts een voorzichtige en passieve benadering is van het werkgelegenheidsvraagstuk dat door de regering nochtans als een prioriteit naar voren werd geschoven.

Men kan zich anderzijds afvragen waarom bijzondere machten nodig waren om maatregelen te nemen zoals die in artikel 9 van de voorgestelde tekst.

De spreker is overigens tegen de verhoging van de inhouding op de conventionele brugpensioenen gekant.

Het is een lineaire besparingsmaatregel die de toekomstige rechthebbenden onaangekondigd treft, helemaal geen rekening houdt met hun algemene inkomenssituatie en voor hen neerkomt op een jaarlijkse inkomstenderving van 8 000 à 15 000 frank.

De spreker gaat bovendien niet akkoord met het feit dat de werkgeversbijdrage van 0,20 % bestemd voor de opleiding van en de werkgelegenheid voor risicogroepen (met name de langdurig werklozen) voor de helft worden aangewend ter financiering van de vergoedingsregeling voor oudere werklozen en tijdelijke werkloosheid.

De regering brengt op die manier de kansen tot herintreding van de risicogroepen op de arbeidsmarkt in gevaar.

De spreker wil bovendien dat de minister overgaat tot een centralisering en een actievere en optimalere aanwending van de middelen ter bevordering van de werkgelegenheid voor de risicogroepen.

De spreker stemt daarentegen wel in met het koninklijk besluit van 14 november 1996 omdat het op een actieve manier streeft naar de bevordering van de werkgelegenheid van bepaalde categorieën werklozen die in een inschakelingsproject actief zijn, ten einde hun herintreding op de arbeidsmarkt aan te moedigen.

Dit is de aangewezen weg.

*De heer Bonte* stelt vast dat het brugpensioenstelsel, zoals het in 1973 tijdens het driehoeksoverleg inzake de werkgelegenheid werd gepland, in plaats van een systeem van herverdeling van arbeid tussen de verschillende generaties te blijven, steeds meer tot een zowel voor de overheid als voor de ondernemingen relatief goedkope ontslagregeling is verworden.

Hij maakt eveneens gewag van de uitwerking van systemen van « semi-brugpensioen » (waarbij de ondernemingen hun oudere werklozen ontslaan en hen

allouant simultanément une indemnité de départ substantielle). Ces évolutions ont inspiré la politique du gouvernement en matière de préensions dans la mesure où celui-ci a d'une part, instauré un relèvement graduel de l'âge de prise de cours de la préension à temps plein et d'autre part, a instauré la préension à mi-temps. Il constate que le groupe VLD a, au contraire, lors de la discussion des lois-cadre du 26 juillet 1996, prôné un relèvement immédiat et purement linéaire de l'âge de prise de cours de la préension à temps plein. Ceci pourrait entraîner des conséquences dramatiques dans certains cas.

*M. Valkeniers* réplique que le gouvernement a favorisé une mentalité inappropriée selon laquelle les travailleurs souhaitent partir dès que possible à la préension. Vouloir changer *a posteriori* cette mentalité crée des problèmes psychologiques dans le chef des intéressés.

*M. Bonte* s'enquiert ensuite des rapports d'évaluation des efforts sectoriels en faveur des groupes à risque. Ont-ils été transmis au Parlement, comme l'article 16 de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi le prescrit ?

En ce qui concerne la formation permanente des travailleurs, l'orateur constate qu'en Belgique seuls 2 à 3 % des travailleurs suivent une telle formation (aux Pays-Bas, il s'agit de 15 à 16 %).

Or, il est hautement indiqué d'investir dans la formation et le recyclage des travailleurs afin d'obtenir, à terme, une diminution du chômage et une réduction du nombre de travailleurs âgés licenciés qui sont souvent des personnes peu qualifiées.

En conclusion, l'orateur considère que les arrêtés royaux confirmés par l'article 9 proposé s'inscrivent dans la bonne voie mais que des efforts supplémentaires devront être accomplis notamment en matière de transition et de formation professionnelle.

*M. Detienne* souhaite opérer la comparaison entre les résultats des projets en faveur des groupes à risque et ceux des programmes instaurés par les organismes régionaux de formation professionnelle.

D'autre part, il précise que la politique en matière des groupes à risque avait été conçue non seulement en faveur des travailleurs occupés en entreprises et qui ont un profil qui pourrait être fragilisé par d'éventuelles évolutions de l'entreprise considérée mais également en faveur des groupes qui se situent, faute d'emploi, hors des entreprises de façon à favoriser leur formation-insertion professionnelle.

L'orateur croit savoir que dans certains secteurs, on aurait « oublié » le deuxième groupe cible précité de cette politique de groupes à risque. Or, si la formation du personnel est importante, il ne faut pas oublier que la cotisation patronale en faveur des groupes à risque avait pour objectif prioritaire le deuxième groupe cible précité.

*Mme D'Hondt* souhaite prochainement opérer avec la ministre le *status questionis* des différents

tegelijk een aanzienlijke vertrekpremie geven). Deze ontwikkelingen hebben het beleid van de regering inzake brugpensioenen beïnvloed en wel omdat ze een trapsgewijze verhoging van de leeftijdsgrens voor voltijds brugpensioen heeft ingesteld en voorts ook halftijds brugpensioen heeft ingesteld. Hij stelt vast dat de VLD-fractie zich daarentegen, tijdens de besprekking van de kaderwetten van 26 juli 1996 voorstander toonde van een onmiddellijke en louter lineaire verhoging van de leeftijdsgrens voor voltijds brugpensioen. Dat zou in bepaalde gevallen tot tragische situaties kunnen leiden.

*De heer Valkeniers* antwoordt dat de regering een ongepaste mentaliteit heeft aangemoedigd waarbij de werknemers zo snel mogelijk met brugpensioen willen gaan. Deze mentaliteit naderhand willen wijzigen, leidt tot psychologische problemen bij de betrokkenen.

*De heer Bonte* snijdt vervolgens de evaluatieverslagen over de sectorale inspanningen ten bate van de risicogroepen aan. Werden deze verslagen, overeenkomstig artikel 16 van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de te-werkstelling, aan het parlement overgezonden ?

Wat de permanente vorming van de werknemers betreft, constateert de spreker dat in België slechts 2 à 3 % van de werknemers een dergelijke vorming volgt (in Nederland is dat 15 à 16 %).

Het is dus in hoge mate aangewezen om in de opleiding en omschakeling van werknemers te investeren; op termijn zal op die manier de werkloosheid en het aantal ontslagen van oudere, vaak laaggeschoold, werknemers afnemen.

De spreker meent, tot slot, dat de in artikel 9 bekragtigde koninklijke besluiten een goede aanzet vormen, maar dat bijkomende inspanningen nodig zijn, met name inzake doorstroming en beroepsopleiding.

*De heer Detienne* wil een vergelijking maken tussen de resultaten van de projecten ten bate van de risicogroepen en die van de programma's inzake beroepsopleiding die door de gewestelijke instellingen zijn opgezet.

Hij stipt bovendien aan dat een beleid inzake risicogroepen niet alleen uitgedacht werd ten bate van de werknemers van ondernemingen die door mogelijke ontwikkelingen in die onderneming hun verdere arbeidskansen dreigen zien te verwarten, maar ook ten bate van groepen die omdat ze werkloos buiten de onderneming komen te staan en wier beroepsopleiding en inschakeling gestimuleerd zou kunnen worden.

De spreker meent te weten dat bepaalde bedrijfstakken de tweede doelgroep van dat risicogroepenbeleid « vergeten » zijn. Ongeacht het feit dat beroepsopleiding voor werknemers belangrijk is, mag men niet vergeten dat de werkgeversbijdrage ten voordele van risicogroepen voornamelijk de tweede voornoemde doelgroep beoogde.

*Mevrouw D'Hondt* wil binnenkort in de commissie met de minister een stand van zaken opmaken van

aspects et mesures de la politique de l'emploi et des intentions de la ministre en la matière.

D'autre part, elle indique que le relèvement de l'âge de la prépension n'est socialement défendable que s'il s'opère de pair avec une politique adéquate de maintien des travailleurs âgés en entreprises ou de réintégration de ces travailleurs en cas de fermeture ou de restructuration d'entreprises.

La formule de la prépension à mi-temps est certes un des meilleurs mécanismes à cet égard mais d'autres doivent être trouvés, telles des formes de travail adaptées pour des professions confrontées à des contraintes psychiques et/ou physiques.

L'intervenante s'enquiert par ailleurs de l'état de la question et des intentions de la ministre en matière d'ALE.

Elle souhaite par ailleurs attirer particulièrement l'attention de la ministre sur la problématique des jeunes qui suivent une formation en alternance. Il est apparu qu'ils ne parviennent que dans une très faible mesure à obtenir un travail à temps partiel. Ils ne bénéficient pas non plus des nouveaux programmes de promotion de l'emploi étant donné qu'ils ne sont pas chômeurs indemnisés.

*M. Anthuenis* s'interroge sur l'incidence financière pour les projets en faveur des groupes à risque de la réduction de la cotisation patronale *ad hoc* de 0,20 % à 0,10 %.

## 2. Réponses de la ministre de l'Emploi et du Travail

*La ministre* rappelle que les trois arrêtés royaux ratifiés par l'article 9 du texte proposé font partie d'un ensemble d'arrêtés royaux pris sur la base des lois-cadre du 26 juillet 1996, tels que présentés dans l'exposé introductif.

### a. Prépensions conventionnelles

La ministre marque son attachement au régime des prépensions conventionnelles, nécessaire en raison du chômage élevé.

Ce régime présente certes des conséquences négatives :

- perte de l'expérience professionnelle provenant des travailleurs âgés;
- frustration dans le chef de certains prépensionnés étant donné leur inactivité forcée;
- faible taux d'emploi des travailleurs de plus de 50 ans. Ce régime présente toutefois également des effets positifs, tel un accompagnement social acceptable des travailleurs licenciés.

Le gouvernement désire continuer à avoir recours à la prépension comme moyen de convertir les licenciements forcés issus des restructurations en une

de verschillende aspecten en maatregelen van het werkgelegenheidsbeleid en van de plannen ter zake van de minister.

Ze geeft anderzijds aan dat de verhoging van de leeftijdsgrens voor het brugpensioen sociaal slechts verdedigbaar is als ze gepaard gaat met een passend beleid voor het behoud van oudere werknemers in de ondernemingen of de herintreding van die werknemers in geval van sluitingen of herstructureringen van bedrijven.

In dat verband is de halftijdse brugpensioenregeling zeker een van de meest aangewezen instrumenten. Toch dienen ook andere regelingen te worden uitgestippeld, bijvoorbeeld aangepaste arbeidsregelingen voor beroepen met een bepaalde psychische en/of fysieke belasting.

De spreekster vraagt in verband met de PWA ook naar een stand van zaken en naar de plannen van de minister.

Voorts attendeert ze de minister in het bijzonder op het vraagstuk van de jongeren die een alternerende opleiding volgen. Kennelijk is maar in zeer beperkte mate deeltijdwerk voorhanden. Ze kunnen evenmin een beroep doen op de nieuwe programma's ter bevordering van de werkgelegenheid aangezien ze geen uitkeringsgerechtigde werklozen zijn.

*De heer Anthuenis* heeft vragen bij de financiële weerslag van de projecten ten gunste van de risicogroepen, waarbij de *ad hoc*-werkgeversbijdragen van 0,20 % tot 0,10 % worden verlaagd.

## 2. Antwoorden van de minister van Tewerkstelling en Arbeid

*De minister* brengt in herinnering dat de drie koninklijke besluiten die bij artikel 9 van de voorgestelde tekst worden bekraftigd, deel uitmaken van een reeks koninklijke besluiten die in uitvoering van de kaderwetten van 26 juli 1996 worden genomen. In de memorie van toelichting staat een overzicht van die koninklijke besluiten.

### a. Conventioneel brugpensioen

Volgens de minister heeft de regeling van het conventioneel brugpensioen zeker bestaansrecht, gelet op de hoge werkloosheid.

Die regeling vertoont weliswaar een aantal negatieve aspecten (de beroepservaring van oudere werknemers gaat verloren; sommige bruggepensioneerden raken gefrustreerd omdat ze gedwongen worden inactief te blijven en de activiteitsgraad van werknemers ouder dan 50 jaar ligt laag), maar de regeling heeft ook gunstige gevolgen; zo krijgen ontslagen werknemers een aanvaardbare sociale begeleiding.

De regering wil de brugpensioenregeling benutten om de gedwongen ontslagen ten gevolge van herstructureringen in een sociaal aanvaardbare begelei-

mesure d'accompagnement socialement acceptable. L'évolution démographique et le taux d'activité réduit des travailleurs âgés nous contraignent à prendre des mesures qui freinent le retrait anticipé du marché du travail à temps plein. L'harmonisation de l'âge à cinquante-huit ans doit être envisagée dans ce cadre et l'obligation de remplacement dans le régime général de la prépension doit également être maintenue.

Comme alternative, le gouvernement propose la prépension à mi-temps, qui permet de bénéficier des connaissances et de l'expérience des travailleurs âgés au sein de l'entreprise et de bénéficier des possibilités d'insertion de jeunes chômeurs. Dans ce cadre, le gouvernement a prévu, dans la loi du 26 juillet 1996, des mesures qui portent exécution du projet de contrat pour l'avenir et a adopté le 27 janvier 1997 (*Moniteur belge* du 13 février 1997) un arrêté royal portant exécution de cette loi, créant la possibilité, pour la période 1997-1998, d'octroyer la prépension à mi-temps à tous les travailleurs dès l'âge de cinquante-huit ans.

En outre, les secteurs ont toujours la possibilité de conclure des conventions collectives de travail rameutant l'âge de la prépension à cinquante-cinq ans. Le gouvernement est convaincu que la prépension à mi-temps offre une solution adéquate à bon nombre de travailleurs qui, en raison de l'évolution des techniques de production et des contraintes physiques et psychiques, ne sont plus en état de continuer leur emploi à temps plein.

Concernant la cotisation majorée à 6,5 % prélevée sur les préensions, il convient de souligner qu'elle n'est perçue que sur les nouvelles préensions à temps plein, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Le montant de la cotisation (3 % pour l'ONEM, 3,5 %) pour l'ONP est justifié par les coûts dans le chef de ces organismes respectifs et est raisonnable compte tenu notamment du fait qu'un grand nombre de préensionnés bénéficient de montants plus importants que les minima légaux.

#### b. Programmes de transition professionnelle

La ministre renvoie à son exposé introductif. Elle précise pour le surplus que ces programmes, qui trouvent leur fondement légal dans l'article 9, 2° du texte proposé, font l'objet d'un accord de coopération qui sera conclu le 4 mars 1997 avec les régions.

L'intervention financière des régions ne peut actuellement être évaluée avec précision.

Quant au nombre de chômeurs qui pourraient être mis au travail par le biais de ces programmes, la ministre ne peut procéder qu'à une estimation, étant donné que l'initiative quant à ces programmes émane des régions, communes et asbl :

dingsmaatregel om te zetten. Gelet op de demografische evolutie en het gering aantal oudere werknemers dat nog aan de slag is, zijn wij genoodzaakt maatregelen te nemen waardoor de vervroegde vol-tijdse uittreding wordt afgerekend. De harmonisering van de brugpensioenleeftijd op 58 jaar maakt deel uit van die maatregelen, en ook de verplichting van vervanging van de betrokken werknemers in het algemeen brugpensioenstelsel moet worden gehandhaafd.

Als alternatief stelt de regering het halftijds brugpensioen voor, waardoor de onderneming de kennis en ervaring van oudere werknemers kan blijven benutten en tegelijkertijd de voordelen verbonden aan de inschakeling van jonge werklozen kan genieten. In dat kader heeft de regering in de wet van 26 juli 1996 maatregelen tot uitvoering van het toekomstcontract opgenomen en op 27 januari 1997 (*Belgisch Staatsblad* van 13 februari 1997) een koninklijk besluit tot uitvoering van die wet goedgekeurd, waarin voor de periode 1997-1998 de mogelijkheid wordt ingevoerd om alle werknemers van 58 jaar een half-tijds brugpensioen toe te kennen.

De sectoren beschikken bovendien ook altijd over de mogelijkheid om collectieve arbeidsovereenkomsten te sluiten waarbij de leeftijd op 55 jaar wordt teruggebracht. De regering is ervan overtuigd dat het halftijds brugpensioen een passende oplossing is voor een groot aantal werknemers die wegens de evolutie van de produktiemethodes en de fysieke en psychische druk die daarmee gepaard gaat, niet langer in staat zijn vol-tijds te werken.

In verband met de heffing op de brugpensioenen, die tot 6,5 % wordt opgetrokken, dient te worden aangestipt dat die alleen op de nieuwe vol-tijdse brugpensioenen wordt ingehouden, met ingang van 1 januari 1997.

Het bedrag van de bijdrage (3 % voor de RVA, 3,5 % voor de Rijksdienst voor Pensioenen) is bedoeld ter dekking van de kosten die deze diensten in dat verband maken. Het percentage is billijk, met name omdat heel wat bruggepensioneerden hogere uitkeerringen krijgen dan de bestaansminima.

#### b. Doorstromingsprogramma's

De minister verwijst naar wat ze in de inleiding heeft gezegd. Voor het overige preciseert ze dat over deze programma's, met als wettelijke grondslag artikel 9, 2°, van de voorgestelde tekst, een samenwerkingsovereenkomst bestaat, die op 4 maart 1997 met de gewesten zal worden ondertekend.

De financiële bijdrage van de gewesten kan op dit ogenblik niet met zekerheid worden bepaald.

Voorts verklaart de minister dat ze voor het bepalen van het aantal werknemers die via deze programma's aan de slag kunnen (het initiatief voor deze programma's ligt immers bij de gewesten, gemeenten en vzw's), alleen een raming kan geven :

- ± 5 000 - 6 000 unités en Flandre;
- ± 1 500 en Wallonie;
- ± 150 à Bruxelles.

En 1998, le nombre estimé de chômeurs qui pourraient trouver un emploi par ce biais pourrait approcher les 10 000 unités.

c. Cotisation de 0,10 % destinée à financer le coût du chômage temporaire et le complément d'ancienneté

Cette cotisation patronale particulière est compensée par une réduction à 10 % de la cotisation de 0,20 % pour les groupes à risques pour la période 1997-1998. La ministre détaille ci-après les mesures en faveur des groupes à risques.

L'arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures pour la promotion de l'emploi (en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité — *Moniteur belge* du 13 février 1997) prévoit que les employeurs sont redevables pour 1997 et 1998 d'une cotisation de 0,10 % en faveur des personnes appartenant aux groupes à risque ou à qui s'applique un plan d'accompagnement.

Cette cotisation est concrétisée au moyen d'une nouvelle CCT ou d'une CCT prolongée conclues, pour 1997 et 1998, dans un organe paritaire ou pour une entreprise ou un groupe d'entreprises pour 1997 et 1998.

Les employeurs qui ne sont pas couverts, ou pour une partie seulement de leurs travailleurs, par une CCT doivent verser une cotisation équivalente à l'ONSS lequel en reverse le montant sur un compte spécial du Fonds pour l'emploi.

L'arrêté royal du 27 janvier 1997 confirme pour 1997 et 1998 les dispositions de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi.

Cette loi prévoit en son article 16 que les rapports d'évaluation des efforts sectoriels en faveur des groupes à risque sont transmis au Parlement fédéral.

La ministre indique que les rapports des entreprises considérées, qui ont été transmis au greffe du Service des relations collectives du travail du ministère de l'Emploi et du Travail, viennent d'être déposés au Parlement.

Elle précise que l'objectif de la cotisation patronale en faveur des groupes à risque est de procurer une formation en faveur des travailleurs qui risquent de redevenir chômeurs ou qui le sont.

Ainsi le financement de programmes de recyclage dans les secteurs textile, métallurgique ou alimentaire (adaptation aux nouvelles technologies) s'opère par ce biais. Le résultat de ces programmes est probant étant donné que les travailleurs concernés peuvent demeurer dans l'entreprise et que celle-ci ne

- circa 5 000 à 6 000 personnes en Vlaanderen;
- circa 1 500 in Wallonië;
- circa 150 in Brussel.

In 1998 zouden bijna 10 000 mensen op die manier aan de slag kunnen.

c. 0,10 % — bijdrage voor de financiering van het stelsel van de tijdelijke werkloosheid en de ancienniteitsstoeslag

Deze bijzondere werkgeversbijdrage wordt gecompenseerd door een halvering, in 1997 en 1998, van de bijdrage van 0,20 % voor de risicogroepen. De minister geeft hierna een uitvoerige beschrijving van de maatregelen ten voordele van de risicogroepen.

Het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid (met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen — *Belgisch Staatsblad* van 13 februari 1997) bepaalt dat de werkgevers in 1997 en 1998 een bijdrage van 0,10 % verschuldigd zijn ten voordele van personen die tot risicogroepen behoren of op wie een begeleidingsplan van toepassing is.

Die bijdrage wordt geconcretiseerd door een nieuwe CAO of een verlengde CAO die voor 1997 en 1998 in een paritair orgaan of ten behoeve van een bedrijf dan wel van een groep bedrijven afgesloten is.

De werkgevers die niet door een CAO gedekt zijn of dat slechts zijn voor een gedeelte van hun werknemers, moeten een gelijkwaardige bijdrage storten aan de RSZ, die het bedrag ervan op een speciale rekening van het Fonds voor de werkgelegenheid overboekt.

Het koninklijk besluit van 27 januari 1997 bevestigt voor de jaren 1997 en 1998 de bepalingen van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid.

Die wet bepaalt in haar artikel 16 dat de evaluatieverslagen inzake de sectorale inspanningen ten gunste van de risicogroepen aan het federale parlement overgezonden worden.

De minister merkt op dat de verslagen van de bedoelde bedrijven die aan de griffie van de Dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de ministerie van Tewerkstelling en Arbeid overgezonden werden, onlangs bij het parlement werden ingediend.

Zij wijst erop dat de werkgeversbijdrage ten gunste van risicogroepen bedoeld is om een opleiding te geven aan de werknemers die het risico lopen werkloos te worden of dat al zijn.

De omscholingsprojecten in de textiel-, voedings- of metaalverwerkende sector (aanpassing aan de nieuwe technologieën) worden overigens op die manier gefinancierd. Het resultaat van die programma's is overtuigend, want de betrokken werknemers mogen in het bedrijf blijven en dat bedrijf hoeft aldus

doit pas faire appel à de la main d'œuvre extérieure plus qualifiée.

D'autre part, la ministre ne peut actuellement évaluer l'incidence sur les versements patronaux futurs en faveur des groupes à risque de la cotisation patronale particulière instaurée par l'article 9, 3°, du texte proposé.

Par ailleurs, elle ne croit pas qu'il y ait des difficultés financières pour les projets en cours en faveur des groupes à risque, tout au moins pour ceux qui sont institués par un autre biais que celui d'asbl fondées en dehors des secteurs.

La législation autorise les entreprises à verser à des asbl, instituées au niveau sectoriel et qui mettent en œuvre des projet de formation, le produit de la cotisation patronale en faveur des groupes à risque. Au niveau sectoriel existent par ailleurs les fonds de sécurité d'existence. Les entreprises peuvent donc puiser dans ces fonds les moyens nécessaires pour compléter, suite à la réduction à 0,10 % de la cotisation patronale *ad hoc*, les montants affectés à des initiatives en faveur des groupes à risque.

La loi autorise également le caractère d'asbl opérant en dehors des secteurs et reconnues par CCT. Les fonds de sécurité d'existence n'existant pas en dehors des secteurs, ces asbl demandent à pouvoir conserver le produit initial (0,20 %) de la cotisation patronale précitée.

L'octroi éventuel de cette dérogation est à l'étude. Par ailleurs ce qui concerne l'apprentissage industriel (formation en alternance), il convient de souligner que le nombre de contrats d'apprentissage en cours (correspondant aux comités paritaires d'apprentissage qui fonctionnent effectivement) est estimé à environ 750. La mesure est à l'origine d'environ 500 nouveaux contrats par année scolaire, ce qui est insignifiant comparé au nombre potentiel de jeunes entrant en ligne de compte.

Le succès des contrats d'apprentissage varie selon les secteurs et les arrondissements.

Un avant-projet de loi, ayant fait l'objet d'un avis favorable du CNT et soumis pour avis au Conseil d'Etat, simplifie les procédures en la matière.

Ainsi un comité paritaire d'apprentissage institué au sein du CNT couvrirait les secteurs qui n'ont pas de comité paritaire d'apprentissage actif (la loi oblige actuellement chacune des commissions paritaires à constituer un tel comité).

Il est toutefois plus sensé mais aussi plus difficile d'avoir une vision globale sur la formation (professionnelle). Ceci nécessite une négociation avec les Régions, qui prend pas mal de temps vu le nombre d'interlocuteurs.

La ministre prendra l'initiative de réunir les Régions autour de la table et tentera de parvenir à un

niet elders beter geschoolde arbeidskrachten te gaan zoeken.

Voorts kan de minister nog geen raming maken van de gevolgen die de bij artikel 9, 3°, van de voorgestelde tekst ingestelde werkgeversbijdragen zullen hebben voor de stortingen die in de toekomst door de werkgevers ten gunste van de risicogroepen zullen worden verricht.

Zij denkt overigens niet dat er moeilijkheden zullen rijzen inzake financiering van de aan de gang zijnde projecten ten gunste van de risicogroepen, althans wat de projecten betreft die op een andere wijze dan door toedoen van buiten de sectoren opgerichte vzw's tot stand komen.

Volgens de wetgeving mogen de bedrijven de opbrengst van de werkgeversbijdrage ten gunste van de risicogroepen storten aan de op sectoraal niveau opgerichte vzw's die opleidingsprogramma's uitwerken. Op sectoraal vlak bestaan trouwens fondsen voor bestaanszekerheid. De bedrijven kunnen bij die fondsen bijgevolg het nodige geld gaan halen om, nu de desbetreffende werkgeversbijdrage tot 0,10 % verlaagd werd, de bedragen aan te vullen die bestemd zijn voor initiatieven ten gunste van de risicogroepen.

De wet staat tevens de oprichting toe van vzw's die buiten de sectoren werkzaam zijn en door een CAO erkend werden. Aangezien de fondsen voor bestaanszekerheid niet buiten de sectoren bestaan, vragen de vzw's de aanvankelijke opbrengst (0,20 %) van de bedoelde werkgeversbijdrage te mogen behouden.

Momenteel wordt nagegaan of die afwijking kan worden toegestaan. Met betrekking tot de bedrijfsopleiding (alternerende opleiding), dient te worden gewezen dat het aantal lopende leercontracten (die overeenstemmen met de effectief werkende paritaire leercomités) op ongeveer 750 geraamd wordt. De maatregel resulteerde in ongeveer 500 nieuwe overeenkomsten per schooljaar, een onbeduidend aantal in vergelijking met het potentiële aantal jongeren die er in aanmerking voor komen.

Het succes van de leerovereenkomsten varieert naar gelang van de sectoren en van de arrondissementen.

Een voorontwerp van wet waarover door de NAR een gunstig advies werd uitgebracht en dat voor advies aan de Raad van State voorgelegd werd, vereenvoudigt de procedure.

Zo zou een bij de NAR opgericht paritair leercomité de sectoren bestrijken die niet over een actief paritair leercomité beschikken (de wet verplicht thans elk paritair comité om zo'n comité op te richten).

Het is evenwel verstandiger maar ook moeilijker de beroepsopleiding in haar geheel te bekijken. Een en ander maakt onderhandelingen noodzakelijk met de gewesten en dat zal, gelet op het aantal gesprekspartners, heel wat tijd vergen.

De minister zal de gewesten vragen om rond de tafel te gaan zitten om een algemeen schema uit te

concept global en la matière. Il ne faut toutefois pas oublier que ce sont les Régions qui sont compétentes en matière de formation (professionnelle).

### 3. Répliques

*M. Bonte* considère, en ce qui concerne les programmes de transition professionnelle, que le gouvernement fédéral devrait être beaucoup plus ambitieux que ce qu'il a obtenu en concertation avec les Régions en termes d'engagements des différents niveaux de pouvoir ainsi que de création d'emplois.

Il faudrait ainsi opérer une jonction entre les contrats de travail à temps partiel, les contrats de transition professionnelle d'une part et la formation (professionnelle) d'autre part. La formation (professionnelle) constitue en effet un des instruments qui simplifient la transition professionnelle. En opérant le lien précité, l'effet quantitatif de ces programmes d'insertion serait probablement supérieur.

L'orateur indique par ailleurs, en ce qui concerne notamment la formation en alternance des jeunes, que la répartition actuelle des compétences entre l'Etat fédéral et les Régions ne peut dispenser la ministre fédérale de tout mettre en œuvre pour favoriser l'emploi et d'engager la concertation sur les différents aspects de la politique de l'emploi.

Le problème réside toutefois dans le fait que dans le rapport difficile entre la concertation sociale et la décision politique, le manque d'engagements ne se situe pas seulement sur le plan de la modération salariale et de la redistribution du travail mais également au niveau de la formation (professionnelle). Il appartiendrait à la ministre de clarifier les statuts et d'harmoniser les initiatives fédérales et régionales en matière d'emploi. Ceci simplifierait les engagements de la part des partenaires sociaux.

*M. Detienne* s'interroge sur les exigences imposées aux asbl gérant les fonds destinés en principe aux groupes à risque et qui mettent en œuvre des projets de formation.

Ces asbl doivent-elles représenter l'ensemble du secteur en cause ou peuvent-elles être instaurées par entreprise par le biais, le cas échéant, d'un partenariat ?

Selon l'orateur, comme la cotisation patronale destinée aux groupes à risque s'inscrit dans le cadre de la sécurité sociale, il convient de conserver une gestion globale, se situant au minimum au niveau sectoriel. Une dimension collective doit en effet être préservée.

*La ministre* indique que la définition des groupes à risque visait, originellement, davantage les chômeurs que les travailleurs.

A l'occasion de l'accord interprofessionnel 1991-1992, les partenaires sociaux ont décidé de permet-

werken. Men mag echter niet vergeten dat de gewesten bevoegd zijn voor de beroepsopleiding.

### 3. Replieken

*De heer Bonte* meent dat de federale regering inzake doorstromingsprogramma's veel meer ambitie aan de dag zou moeten leggen, want wat ze in overleg met de gewesten zowel inzake verbintenissen van de zijde van de diverse bevoegdhedsniveaus als op het gebied van het scheppen van banen bereikt heeft, is niet om hoog van op te geven.

Bovendien zou een koppeling moeten worden ver richt tussen de overeenkomsten voor deeltijdwerk en de overeenkomsten in verband met doorstromingsprogramma's enerzijds en de (beroeps)opleiding anderzijds. De (beroeps)opleiding is immers een van de technieken die de doorstroming vereenvoudigen (door die koppeling zou het kwantitatieve effect van die inschakelingsprogramma's waarschijnlijk groter zijn).

Wat met name het alternerend leren voor jongeren betreft, wijst de spreker er overigens op dat de huidige verdeling van de bevoegdheden tussen de federale Staat en de gewesten de federale minister niet kan ontheffen van de verplichting alles in het werk te stellen om de werkgelegenheid te bevorderen en overleg te plegen over de diverse aspecten van het werkgelegenheidsbeleid.

De moeilijkheid bestaat echter hierin dat inzake de moeilijke verhouding tussen het sociaal overleg en de politieke besluitvorming, het gebrek aan verbintenissen niet alleen waar te nemen is op het vlak van de loonmatiging en van de herverdeling van de arbeid, maar tevens op dat van de beroepsopleiding. De minister zou de statuten moeten verduidelijken en zorgen voor een betere harmonisering van de federale en gewestelijke initiatieven op het gebied van de werkgelegenheid. Een en ander zal de verbintenis sen van de zijde van de sociale gesprekspartners vereenvoudigen.

*De heer Detienne* heeft vragen bij de verplichtingen die worden opgelegd aan de vzw's die de in principe voor de risicogroepen bestemde fondsen beheren en opleidingsprojecten uitstippen.

Moeten die vzw's de hele sector vertegenwoordigen of kunnen zij per bedrijf, eventueel via een partnerschapsakkoord, opgericht worden ?

Aangezien de voor de risicogroepen bestemde werkgeversbijdrage past in het kader van sociale zekerheid en een collectieve dimensie bewaard moet blijven, verdient het aanbeveling althans op sectoraal niveau een globaal beheer te handhaven.

*De minister* wijst erop dat de definitie van de risicogroepen aanvankelijk meer voor de werklozen dan voor de werknemers gold.

Ter gelegenheid van het centraal akkoord 1991-1992 hebben de sociale partners besloten om via die

tre, par cette cotisation patronale en faveur des groupes à risque, la formation des travailleurs qui risqueraient d'être licenciés, en raison par exemple de la modernisation de leur entreprise.

Il en a résulté que dans de nombreuses asbl constituées en dehors des secteurs, ce sont surtout des travailleurs « à risque » qui sont formés plutôt que les chômeurs. Ce n'est pas négatif en soi car on peut par une formation éviter le licenciement ou le remplacement des travailleurs.

D'autre part, ce sont les partenaires sociaux qui reconnaissent les asbl gérant les fonds destinés aux groupes à risque. Au demeurant les cotisations affectées aux groupes à risque résultent de conventions entre partenaires sociaux et ne sont pas des moyens provenant de l'autorité publique.

### C. Discussion des articles et votes

#### Section 4

##### Assurance-chômage

###### Art. 9

La commission décide pour des motifs d'ordre légitime d'examiner et de voter séparément sur chaque subdivision de l'article 9.

###### *Article 9, 1°*

L'amendement (n° 63, Doc. n° 925/4) de MM. Wauters et Detienne vise à supprimer les articles 1<sup>er</sup> à 3 de l'arrêté royal du 19 novembre 1996, confirmé par la disposition proposée.

M. Wauters est opposé au principe de la retenue de solidarité sur les préensions. Il s'agit en effet d'une mesure d'économie imposée subrepticement aux nouveaux préensionnés, purement linéaire, affectant un revenu de remplacement et ne tenant aucun compte de la situation globale en matière de revenus dans le chef de l'intéressé. Sur une préension de 45 000 francs par exemple, la retenue augmentée fait perdre 11 400 francs par an.

La ministre indique que ne sont pas soumis à la retenue de solidarité les préensionnés dont les revenus ne dépassent pas 36 353 francs (sans enfants à charge) ou 43 662 francs (avec enfants à charge). Une différenciation est donc prévue suivant le revenu et la composition familiale.

L'article 9, 1°, proposé est adopté par 9 voix contre 4.

L'amendement n° 63 de MM. Wauters et Detienne visant à supprimer cette subdivision de cet article est par conséquent rejeté.

werkgeversbijdrage ten gunste van de risicogroepen, de opleiding mogelijk te maken van de werknemers die bijvoorbeeld, wegens de modernisering van hun bedrijf, gevaar liepen ontslagen te worden.

Hieruit volgt dat in tal van buiten de sectoren opgerichte vzw's eerder tot risicogroepen behorende werknemers dan werklozen opgeleid worden. Dat is op zichzelf niet slecht want door werknemers op te leiden of te vervangen kunnen afdankingen voorkomen worden.

Anderzijds worden de vzw's die voor de risicogroepen bestemde fondsen beheren, erkend door de sociale partners. Overigens zijn de voor de risicogroepen bestemde bijdragen het resultaat van overeenkomsten tussen sociale partners en niet afkomstig van de overheid.

### C. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

#### Afdeling 4

##### Werkloosheidsverzekering

###### Art. 9

De commissie beslist op wetgevingstechnische grond om elk onderdeel van artikel 9 afzonderlijk te behandelen en er afzonderlijk over te stemmen.

###### *Artikel 9, 1°*

Het amendement (n° 63, Stuk n° 925/4) van de heren Wauters en Detienne beoogt de artikelen 1 tot 3 van het bij de voorgestelde bepaling bekrachtigde koninklijk besluit van 19 november 1996 weg te laten.

De heer Wauters is gekant tegen het beginsel van de solidariteitsbijdrage ten laste van de brugpensioneerde. Het gaat hier immers om een louter lineaire besparingsmaatregel die op slinkse wijze aan de nieuwe brugpensioneerden opgelegd wordt; daaroor wordt een vervangingsinkomen aangetast en helemaal geen rekening gehouden met de algemene toestand van de betrokkenen op het gebied van inkomsten. Op een brugpensioen van 45 000 frank bijvoorbeeld, betekent de verhoogde afhouding een verlies van 11 400 frank per jaar.

De minister wijst erop dat de brugpensioneerden wier inkomsten niet hoger zijn dan 36 353 frank (zonder kinderen ten laste) of 43 662 frank (met kinderen ten laste), niet aan een solidariteitsbijdrage onderworpen zijn. Er wordt dus in een differentiëring voorzien naar gelang van het inkomen en van de samenstelling van het gezin.

Het voorgestelde artikel 9, 1°, wordt aangenomen met 9 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 63 van de heren Wauters en Detienne tot weglatting van dit onderdeel van dit artikel is bijgevolg verworpen.

*Article 9, 2°*

Cette subdivision de cet article n'appelle pas d'observations. Elle est adoptée par 10 voix et 3 abstentions.

*Article 9, 3°*

*L'amendement* (n° 64, Doc. n° 925/4) de MM. Wauters et Detienne vise à supprimer les articles 1<sup>er</sup> à 5 de l'arrêté royal du 27 novembre 1996, confirmé par la disposition proposée.

M. Wauters constate que la cotisation de 0,2 % était destiné pour la formation et l'emploi des groupes à risque. En réduire le montant de moitié pour financer les dépenses de chômage (chômeurs âgés et suppléments d'ancienneté) équivaut à ôter des possibilités d'emploi à ces groupes à risque.

Au demeurant les partenaires sociaux s'étaient engagés à verser une cotisation de 0,20 % en faveur des groupes à risque et le gouvernement a confirmé cet engagement par arrêté royal.

L'article 9, 3°, proposé est adopté par 9 voix contre 4.

L'amendement n° 64 de MM. Wauters et Detienne visant à supprimer cette subdivision de cet article, est par conséquent rejeté.

L'article 9 est adopté par 9 voix contre 4.

#### **IV. — PENSIONS (Articles 5, 11, 12, 13 et 14)**

##### **A. Exposé introductif du ministre de la Santé publique et des Pensions**

1. *Lignes de force de la réforme des pensions des travailleurs salariés (article 5, § 1<sup>er</sup>, du texte proposé, confirmant l'arrêté royal du 23 décembre 1996)*

Quatre concepts président à la réforme des pensions :

1° la sauvegarde de la viabilité financière du régime légal de pensions;

2° l'adaptation du régime de pension aux évolutions de la société;

3° l'adaptation du régime de pension aux modifications sur le marché du travail;

4° le renforcement de la légitimité du régime de pension.

Pour l'explicitation de ces concepts, il est renvoyé au point B de l'exposé introductif du ministre tenu lors de l'examen par la commission de la section 21 (Pensions) du projet de budget des dépenses 1997 (Doc. n° 734/5-96/97, pp. 29-34).

*Artikel 9, 2°*

Over dit onderdeel van dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 10 stemmen en 3 onthoudingen.

*Artikel 9, 3°*

*Het amendement* (nr 64, Stuk nr 925/4) van de heren Wauters en Detienne beoogt de artikelen 1 tot 5 van het door de voorgestelde bepaling bekrachtigd koninklijk besluit van 27 november 1996 weg te laten.

De heer Wauters constateert dat de 0,2 %-bijdrage bestemd was voor de opleiding en tewerkstelling van risicogroepen. Het bedrag ervan met de helft verminderen om de uitgaven voor werkloosheid (bejaarde werklozen en anciënniteitstoeslagen) te financieren, is hetzelfde als aan die risicogroepen de mogelijkheid ontnemen om een baan te vinden.

Overigens hadden de sociale partners toegezegd een bijdrage van 0,20 % te storten ten voordele van de risicogroepen, een toezegging die door de regering bij koninklijk besluit bevestigd werd.

Het voorgestelde artikel 9, 3°, wordt aangenomen met 9 tegen 4 stemmen.

Amendement nr 64 van de heren Wauters en Detienne tot weglating van dit onderdeel van dit artikel is bijgevolg verworpen.

Artikel 9 wordt aangenomen met 9 tegen 4 stemmen.

#### **IV. — PENSIOENEN (Artikelen 5, 11, 12, 13 en 14)**

##### **A. Inleiding door de minister van Volksgezondheid en Pensioenen**

1. *Krachtlijnen van de hervorming van de werkneemerspensioenen (artikel 5, § 1, van de voorgestelde tekst, overeenkomstig het koninklijk besluit van 23 december 1996)*

De pensioenhervorming berust op 4 pijlers :

1° de vrijwaring van de financiële leefbaarheid van het wettelijk pensioenstelsel;

2° de aanpassing van het pensioenstelsel aan de maatschappelijke evoluties;

3° de aanpassing van het pensioenstelsel aan de evoluties op de arbeidsmarkt;

4° de versterking van de legitimiteit van het wettelijke pensioenstelsel.

Voor nadere toelichting bij deze begrippen wordt verwezen naar de inleiding van de minister (Stuk nr 734/5-96/97, blz. 29-34, punt B) tijdens de commissievergadering die was gewijd aan de besprekingsafdeling 21 (Pensioenen) van het ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1997.

## 2. Présentation des articles

L'article 5, § 1<sup>er</sup> du texte proposé confirme l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 de modernisation de la sécurité sociale.

Cet arrêté royal a trait à la modernisation du régime des pensions des travailleurs salariés (cf. point 1).

L'article 5, § 2, ne confirme pas un arrêté royal mais constitue une disposition normative ordinaire. Il prévoit que le régime prévu dans l'article 13 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 précité est également appliqué pour les cumuls survenant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Cet article 13 prévoit, en outre les restrictions de cumul existantes, l'interdiction de cumuler une pension et une indemnité complémentaire, payée par l'employeur en cas de prépension conventionnelle.

Le complément de prépension, qui est dû aux prépensionnés masculins et féminins jusqu'à l'âge de 65 ans en vertu de la règle européenne en matière de salaire égal pour travail égal (article 119 du Traité CEE) doit en effet également être accordé aux femmes ayant droit à une prépension et ce, jusqu'à l'âge de 65 ans. Cependant, compte tenu de la différence au niveau de l'âge de la pension entre hommes et femmes, ces femmes n'avaient plus droit à des allocations de chômage à partir de leur 60<sup>e</sup> anniversaire. Le complément de prépension s'ajoutera ainsi à la pension et non à des allocations de chômage. Cette situation pourrait se produire si ce complément était réclamé par le biais d'une action en justice. La correction proposée permet de combler cette lacune dans notre législation sociale.

L'article 11, 1<sup>o</sup> a traité la confirmation de l'arrêté royal du 4 décembre 1996 portant des mesures en vue d'adopter la réglementation relative au financement de l'indexation des restes du régime de la capitalisation.

Cet arrêté royal prévoit que pour l'exercice 1997, le coût de l'indexation des rentes est mis, à concurrence de 3 milliards de francs, à charge du régime de la capitalisation institué auprès de l'ONP.

Le régime de répartition prend en effet normalement à sa charge le coût de l'indexation des restes légales constituées dans un système de capitalisation.

L'article 11, 2<sup>o</sup> a trait à la confirmation de l'arrêté royal du 16 décembre 1996 modifiant la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales.

Cet arrêté royal procède à l'adaptation, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997, de la retenue de solidarité.

Une retenue unique est dorénavant opérée d'office sur les capitaux payés à titre d'avantage complémentaire.

## 2. Toelichting bij de artikelen

Artikel 5, § 1, van de tekst in ontwerp bekraftigt het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid.

Dat koninklijk besluit heeft betrekking op de modernisering van het pensioenstelsel der werknemers (zie punt 1).

Artikel 5, § 2, bekraftigt geen koninklijk besluit; het betreft een gewoon normatief voorschrift dat bepaalt dat de regeling bedoeld in artikel 13 van het voornoemde koninklijk besluit van 23 december 1996 eveneens van toepassing is op de cumulaties die zich voordoen vanaf 1 januari 1997.

Dit artikel 13 voert, naast de bestaande cumulatiebeperkingen, een cumulatieverbod in tussen een pensioen en een aanvullende vergoeding, betaald door de werkgever in geval van conventioneel brugpensioen.

Het brugpensioencomplement, dat overeenkomstig de Europese regel inzake gelijk loon voor gelijk werk (artikel 119 van het EEG-Verdrag) aan mannelijke en vrouwelijke bruggepensioneerden verschuldigd is tot de leeftijd van 65 jaar, moet immers ook aan de vrouwelijke gerechtigden op een brugpensioen betaald worden tot hun 65<sup>e</sup>. Nochtans hadden zij, omwille van het feit dat er een verschillende pensioenleeftijd voor mannen en vrouwen is, geen recht op een werkloosheidsuitkering vanaf hun 60<sup>e</sup>. Het brugpensioencomplement zou aldus bovenop het pensioen in plaats van bovenop de werkloosheidsuitkering worden betaald. Deze situatie kan een reële situatie worden wanneer dit complement ooit bij rechtsvordering wordt opgevorderd. Deze incoherente in onze sociale wetgeving wordt door de voorgestelde correctie ongedaan gemaakt.

Artikel 11, 1<sup>o</sup>, bekraftigt het koninklijk besluit van 4 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de aanpassing van de reglementering betreffende de financiering van de indexatie van de renten van het kapitalisatiestelsel.

Dat koninklijk besluit bepaalt dat de kosten van de indexatie van de renten voor het dienstjaar 1997, ten belope van 3 miljard frank, ten laste worden gelegd van het kapitalisatiestelsel dat bij de RVP werd ingesteld.

Het repartitiestelsel neemt normaliter immers de kosten over van de indexatie van de wettelijk samengestelde renten in een kapitalisatiestelsel.

Artikel 11, 2<sup>o</sup>, bekraftigt het koninklijk besluit van 16 december 1996 tot wijziging van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen.

Dat koninklijk besluit voorziet (met ingang van 1 januari 1997) in een bijstelling van de solidariteitsbijdrage.

Voortaan komt er één ambtshalve verrichte inhouding op de kapitalen die vanaf die datum als aanvul-

taire à partir de cette date et ce, lors du versement desdits capitaux.

D'autre part, suite aux critiques des instances européennes, on n'opère plus de retenue de solidarité sur les pensions payées par des organismes débiteurs étrangers.

L'article 12 constitue une disposition normative ordinaire. Il confirme les retenues de solidarité effectuées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 10 août 1996 pour autant qu'elles soient conformes aux dispositions des articles 68 à 68*quinquies* de la loi du 30 mars 1994, tels que remplacés par l'arrêté royal du 16 décembre 1996, visé à l'article 11, 2<sup>o</sup> du texte proposé.

L'article 13 constitue également une disposition normative ordinaire relative elle aussi à la retenue de solidarité. Il apporte deux modifications à la loi du 30 mars 1994.

Pour la conversion en rente fictive des pensions et avantages complémentaires qui ont été payés sous la forme d'un capital, il sera dorénavant toujours tenu compte de l'âge de l'intéressé à la date du paiement du capital, même si la pension légale n'a pas encore pris cours à cette date.

La partie de la retenue correspondant à la rente fictive se rapportant à des capitaux liquidés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997 ne sera dorénavant effectuée que durant une période limitée dans le temps, à savoir pendant 15 ans.

Ces deux mesures favorables pour le pensionné entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1997.

L'article 14 constitue également une disposition normative ordinaire.

Il confirme les retenues de solidarité effectuées durant la période du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 31 décembre 1996.

## V. — PENSIONS (Articles 5, 11, 12, 13, 14 et 18)

### A. Exposé introductif du ministre de la Santé publique et des Pensions

1. *Lignes de force de la réforme des pensions des travailleurs salariés (article 5, § 1<sup>er</sup>, du texte proposé, confirmant l'arrêté royal du 23 décembre 1996)*

Quatre concepts président à la réforme des pensions :

1° la sauvegarde de la viabilité financière du régime légal de pensions;

2° l'adaptation du régime de pension aux évolutions de la société;

3° l'adaptation du régime de pension aux modifications sur le marché du travail;

lende voordelen worden uitgekeerd; de inhouding gebeurt op de datum waarop de kapitalen worden gestort.

Ingevolge opmerkingen van de Europese instances worden voorts geen solidariteitsbijdragen meer ingehouden op de pensioenen die door buitenlandse uitbetalingsinstellingen worden uitgekeerd.

Artikel 12 is een gewoon normatief voorschrift. Het bekrafftigt de inhoudingen van solidariteitsbijdragen die tussen 1 januari 1995 en 10 augustus 1996 werden verricht, mits die in overeenstemming zijn met het bepaalde in de artikelen 68 tot 68*quinquies* van de wet van 30 maart 1994, zoals die werden vervangen bij het in artikel 11, 2<sup>o</sup>, van de voorgestelde tekst bedoelde koninklijk besluit van 16 december 1996.

Ook artikel 13 is een gewoon normatief voorschrift, dat eveneens betrekking heeft op de solidariteitsbijdragen. Het brengt twee wijzigingen aan in de wet van 30 maart 1994.

Voor de omzetting in een fictieve rente van pensioenen en aanvullende voordelen die werden betaald in de vorm van een kapitaal, wordt voortaan altijd rekening gehouden met de leeftijd van betrokkenen op de datum waarop het kapitaal werd uitbetaald, zelfs als het wettelijk pensioen op die datum nog niet is ingegaan.

Het gedeelte van de afhouding dat overeenstemt met een fictieve rente die betrekking heeft op kapitalen die vóór 1 januari 1997 werden uitgekeerd, zal voortaan enkel worden verricht gedurende een beperkte periode, namelijk gedurende 15 jaar.

Deze twee voor de gepensioneerde voordelige maatregelen treden in werking op 1 juli 1997.

Artikel 14 is eveneens een gewoon normatief voorschrift.

Het bekrafftigt de tussen 1 januari 1995 en 31 december 1996 verrichte inhoudingen van solidariteitsbijdragen.

## V. — PENSIOENEN (Artikelen 5, 11, 12, 13, 14 en 18)

### A. Inleiding door de minister van Volksgezondheid en Pensioenen

1. *Krachtlijnen van de hervorming van de werkneemerspensioenen (artikel 5, § 1, van de voorgestelde tekst, overeenkomstig het koninklijk besluit van 23 december 1996)*

De pensioenhervorming berust op 4 pijlers :

1° de vrijwaring van de financiële leefbaarheid van het wettelijk pensioenstelsel;

2° de aanpassing van het pensioenstelsel aan de maatschappelijke evoluties;

3° de aanpassing van het pensioenstelsel aan de evoluties op de arbeidsmarkt;

4° le renforcement de la légitimité du régime de pension.

Pour l'explicitation de ces concepts, il est renvoyé au point B de l'exposé introductif du ministre tenu lors de l'examen par la commission de la section 21 (Pensions) du projet de budget des dépenses 1997 (Doc. n° 734/5-96/97, pp. 29-34).

## 2. Présentation des articles

L'article 5, § 1<sup>er</sup> du texte proposé confirme l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes locaux de pension.

Cet arrêté royal a trait à la modernisation du régime des pensions des travailleurs salariés (cf. point 1).

L'article 5, § 2, ne confirme pas un arrêté royal mais constitue une disposition normative ordinaire. Il prévoit que le régime prévu dans l'article 13 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 précité est également appliqué pour les cumuls survenant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1987.

Cet article 13 prévoit, outre les restrictions de cumul existantes, l'interdiction de cumuler une pension et une indemnité complémentaire, payée par l'employeur en cas de prépension conventionnelle.

Le complément de prépension, qui est dû aux prépensionnés masculins et féminins jusqu'à l'âge de 65 ans en vertu de la règle européenne en matière de salaire égal pour travail égal (article 119 du Traité CEE), doit en effet également être accordé aux femmes ayant droit à une prépension et ce, jusqu'à l'âge de 65 ans. Cependant, compte tenu de la différence au niveau de l'âge de la pension entre hommes et femmes, ces femmes n'avaient plus droit à des allocations de chômage à partir de leur 60<sup>e</sup> anniversaire. Le complément de prépension s'ajoutera ainsi à la pension et non à des allocations de chômage. Cette situation pourrait se produire si ce complément était réclamé par le biais d'une action en justice. La correction proposé permet de combler cette lacune dans notre législation sociale.

L'article 11, 1<sup>o</sup> a trait à la confirmation de l'arrêté royal du 4 décembre 1996 portant des mesures en vue d'adapter la réglementation relative au financement de l'indexation des rentes du régime de la capitalisation.

Cet arrêté royal prévoit que pour l'exercice 1997, le coût de l'indexation des rentes est mis, à concurrence de 3 milliards de francs, à charge du régime de capitalisation institué auprès de l'ONP.

4° de versterking van de legitimiteit van het wettelijke pensioenstelsel.

Voor nadere toelichting bij deze begrippen wordt verwezen naar de inleiding van de minister (Stuk n° 734/5-96/97, blz. 29-34, punt B) tijdens de commissievergadering die was gewijd aan de besprekking van afdeling 21 (Pensioenen) van het ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1997.

## 2. Toelichting bij de artikelen

Artikel 5, § 1, van de tekst in ontwerp bekraftigt het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

Dat koninklijk besluit heeft betrekking op de modernisering van het pensioenstelsel der werknemers (zie punt 1).

Artikel 5, § 2, bekraftigt geen koninklijk besluit; het betreft een gewoon normatief voorschrift dat bepaalt dat de regeling bedoeld in artikel 13 van het voornoemde koninklijk besluit van 23 december 1996 eveneens van toepassing is op de cumulaties die zich voordoen vanaf 1 januari 1987.

Dit artikel 13 voert, naast de bestaande cumulatiebeperkingen, een cumulatieverbod in tussen een pensioen en een aanvullende vergoeding, betaald door de werkgever in geval van conventioneel brugpensioen.

Het brugpensioencomplement, dat overeenkomstig de Europese regel inzake gelijk loon voor gelijk werk (artikel 119 van het EEG-Verdrag) aan mannelijke en vrouwelijke bruggepensioneerden verschuldigd is tot de leeftijd van 65 jaar, moet immers ook aan de vrouwelijke gerechtigden op een brugpensioen betaald worden tot hun 65<sup>e</sup>. Nochtans hadden zij, omwille van het feit dat er een verschillende pensioenleeftijd voor mannen en vrouwen is, geen recht op een werkloosheidsuitkering vanaf hun 60<sup>e</sup>. Het brugpensioencomplement zou aldus bovenop het pensioen in plaats van bovenop de werkloosheidsuitkering worden betaald. Deze situatie kan een reële situatie worden wanneer dit complement ooit bij rechtsvordering wordt opgevorderd. Deze incoherente in onze sociale wetgeving wordt door de voorgestelde correctie ongedaan gemaakt.

Artikel 11, 1<sup>o</sup>, bekraftigt het koninklijk besluit van 4 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de aanpassing van de reglementering betreffende de financiering van de indexatie van de renten van het kapitalisatiestelsel.

Dat koninklijk besluit bepaalt dat de kosten van de indexatie van de renten voor het dienstjaar 1997, ten belope van 3 miljard frank, ten laste worden gelegd van het kapitalisatiestelsel dat bij de RVP werd ingesteld.

Le régime de répartition prend en effet normalement à sa charge le coût de l'indexation des rentes légales.

L'article 11, 2<sup>o</sup> a trait à la confirmation de l'arrêté royal du 16 décembre 1996 modifiant la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales.

Cet arrêté royal procède à l'adaptation, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997, de la retenue de solidarité.

Une retenue unique est dorénavant opérée d'office sur les capitaux payés à titre d'avantage complémentaire à partir de cette date et ce, lors du versement desdits capitaux.

D'autre part, suite aux critiques des instances européennes, on n'opère plus de retenue de solidarité sur les pensions payées par des organismes débiteurs étrangers.

L'article 12 constitue une disposition normative ordinaire. Il confirme les retenues de solidarité effectuées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 10 août 1996 pour autant qu'elles soient conformes aux dispositions des articles 68 à 68*quinquies* de la loi du 30 mars 1994, tels que remplacés par l'arrêté royal du 16 décembre 1996, visé à l'article 11, 2<sup>o</sup> du texte proposé.

L'article 13 constitue également une disposition normative ordinaire, relative elle aussi à la retenue de solidarité. Il apporte deux modifications à la loi du 30 mars 1994.

Pour la conversion en rente fictive des pensions et avantages complémentaires qui ont été payés sous la forme d'un capital, il sera dorénavant toujours tenu compte de l'âge de l'intéressé à la date du paiement du capital, même si la pension légale n'a pas encore pris cours à cette date.

La partie de la retenue correspondant à la rente fictive se rapportant à des capitaux liquidés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997 ne sera dorénavant effectuée que durant une période limitée dans le temps, à savoir pendant 15 ans.

Ces deux mesures favorables pour le pensionné entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1997.

L'article 14 constitue également une disposition normative ordinaire.

Il complète la base légale existante.

L'article 18 a trait à l'entrée en vigueur du texte proposé.

## B. Discussion générale

### 1. Interventions des membres

*M. Detienne* rappelle que la commission des Affaires sociales a entamé le 3 décembre 1996 l'examen de la proposition de loi déposée par M. Wauters et lui-même, visant à établir l'égalité entre hommes et femmes en matière de pensions des travailleurs salariés, d'allocations de chômage, de prépensions con-

Het repartitiestelsel draagt normaliter de kosten van de indexatie van de wettelijke renten.

Artikel 11, 2<sup>o</sup>, bekraftigt het koninklijk besluit van 16 december 1996 tot wijziging van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen.

Dat koninklijk besluit voorziet (met ingang van 1 januari 1997) in een aanpassing van de solidariteitsinhouding.

Voortaan komt er één ambtshalve verrichte inhouding op de kapitalen die vanaf die datum als aanvullende voordelen worden uitgekeerd; de inhouding gebeurt op de datum waarop de kapitalen worden gestort.

Ingevolge opmerkingen van de Europese instanties worden voorts geen solidariteitsinhoudingen meer ingehouden op de pensioenen die door buitenlandse uitbetelingsinstellingen worden uitgekeerd.

Artikel 12 is een gewoon normatief voorschrift. Het bekraftigt de solidariteitsinhoudingen die tussen 1 januari 1995 en 10 augustus 1996 werden verricht, mits die in overeenstemming zijn met het bepaalde in de artikelen 68 tot 68*quinquies* van de wet van 30 maart 1994, zoals die werden vervangen bij het in artikel 11, 2<sup>o</sup>, van de voorgestelde tekst bedoelde koninklijk besluit van 16 december 1996.

Ook artikel 13 is een gewoon normatief voorschrift, dat eveneens betrekking heeft op de solidariteitsinhoudingen. Het brengt twee wijzigingen aan in de wet van 30 maart 1994.

Voor de omzetting in een fictieve rente van pensioenen en aanvullende voordelen die werden betaald in de vorm van een kapitaal, wordt voortaan altijd rekening gehouden met de leeftijd van betrokkenen op de datum waarop het kapitaal werd uitbetaald, zelfs als het wettelijk pensioen op die datum nog niet is ingegaan.

Het gedeelte van de afhouding dat overeenstemt met een fictieve rente die betrekking heeft op kapitalen die vóór 1 januari 1997 werden uitgekeerd, zal voortaan enkel worden verricht gedurende een beperkte periode, namelijk gedurende 15 jaar.

Deze twee voor de gepensioneerde voordelige maatregelen treden in werking op 1 juli 1997.

Artikel 14 is eveneens een gewoon normatief voorschrift.

Het vervolledigt de bestaande wettelijke basis.

Artikel 18 heeft betrekking op de inwerkingtreding van de voorgestelde tekst.

### B. Algemene bespreking

#### 1. Betoog van de leden

*De heer Detienne* herinnert eraan dat de Commissie voor de Sociale Zaken op 3 december 1996 begonnen is met de bespreking van het door de heer Wauters en hemzelf ingediende wetsvoorstel tot invoering van de gelijke behandeling van mannen en vrouwen inzake werknemerspensioenen, werkloos-

ventionnelles et d'assurance maladie invalidité (Doc n° 250/1-95/96).

Ce texte vise à mettre fin aux discriminations entre hommes et femmes dans les différentes branches de la sécurité sociale mentionnées dans son intitulé ainsi que dans le secteur du revenu garanti aux personnes agées.

L'orateur rappelle en outre qu'il avait sollicité le report de la discussion des articles de cette proposition jusqu'à la présentation par le gouvernement d'une évaluation détaillée de l'incidence budgétaire, d'une part des options retenues par celui-ci en matière d'égalisation des droits entre hommes et femmes dans les différentes branches de la sécurité sociale, d'autre part de la proposition de loi considérée.

Le membre souligne enfin que le ministre des Pensions avait indiqué qu'il communiquerait la première des deux évaluations citée lors du dépôt à la Chambre du présent projet de loi.

Qu'en est-il ?

*M. Lenssens* renvoie au tableau relatif aux calculs dans le secteur des pensions, tableau qui a été distribué à l'occasion de la communication du gouvernement. Ce tableau ne vaut que pour les pensions des ménages à un seul revenu. Il s'enquiert des calculs relatifs aux pensions au taux ménage.

## 2. Réponses du ministre

*Le ministre* fournit les tableaux ci-après :

Les calculs en 40<sup>es</sup> par le Bureau fédéral du Plan

Les règles actuelles de la sécurité sociale qui sont applicables aux femmes ont été appliquées aux hommes. C'est ainsi qu'il n'y a pas de droits de sécurité sociale en dehors de la pension pour les hommes qui atteignent l'âge de 60 ans. Le fait que cela coûte déjà autant en 1997 pour les pensions des travailleurs salariés est la conséquence de l'afflux d'hommes issus de la prépension, de l'invalidité, du chômage et de la maladie.

En milliards de francs

In miljarden frank

	1997	2000	2005	2010	2020	2030	2050
Pensions salariés. — <i>Pensioenen werknemers</i> .....	+ 48,8	+ 53,8	+ 67,6	+ 86,1	+ 119,5	+ 134,9	+ 153,3

D'autre part, il y a manifestement moins de dépenses dans les autres branches de la sécurité sociale, mais c'est insuffisant pour enrayer l'accroissement des dépenses des pensions des travailleurs salariés.

heidsuitkeringen, conventionele brugpensioenen en ziekte- en invaliditeitsverzekering (Stuk n° 250/1-95/96).

Dat wetsvoorstel strekt ertoe een einde te stellen aan de ongelijke behandeling tussen mannen en vrouwen in de verschillende in het opschrift vermelde takken van de sociale zekerheid, alsook in de sector van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

De spreker herinnert er voorts aan dat hij gevraagd had de artikelsgewijze bespreking van dat voorstel uit te stellen tot na de voorstelling door de regering van een gedetailleerde evaluatie van de weerslag op de begroting van de door de regering gekozen opties inzake gelijke rechten voor mannen en vrouwen in de verschillende takken van de sociale zekerheid enerzijds en het voormelde wetsvoorstel anderzijds.

Het lid onderstreept ten slotte dat de minister van Pensioenen verklaard heeft dat hij bij de indiening in de Kamer van dit wetsontwerp het eerste van de twee voormelde evaluaties zou voorstellen.

Wat is de stand van zaken ?

*De heer Lenssens* verwijst naar de tabel betreffende de berekeningen in de pensioensektor, die naar aanleiding van de regeringsmededeling werd meegeleid. Die geldt enkel voor de pensioenen van alleen-verdieneren. Hij vraagt welke de berekeningen voor de gezinspensioenen zijn.

## 2. Antwoorden van de minister

*De minister* overhandigt de hiernavolgende tabellen :

De berekeningen door het federale Planbureau in 40<sup>sten</sup>

De huidige regels in de sociale zekerheid die van toepassing zijn op de vrouwen werden toegepast op de mannen. Zo zijn er geen sociale zekerheidsrechten buiten het pensioen voor mannen die zestig worden. Dat dit voor de werknemerspensioenen reeds in 1997 zoveel kost, is het gevolg van de toevloed van mannen uit het brugpensioen, de invaliditeit, de werkloosheid en uit ziekte.

Anderzijds zijn er duidelijk minder uitgaven in andere takken van de sociale zekerheid, maar onvoldoende om de uitgavengroei van de werknemerspensioenen af te remmen.

	1997	2000	2005	2010	2020	2030	2050
Prestations sécurité sociale. — <i>Prestaties SZ</i> .....	+ 6,1	+ 14,1	+ 20,1	+ 28,4	+ 45,8	+ 58,9	+ 75,1

*Les calculs en 45<sup>es</sup> par le Bureau fédéral du Plan*

Une remarque importante est que le Bureau fédéral du Plan a calculé toutes les étapes de la réforme, à l'exception des années de bonification.

Variation dans les dépenses de pension — travailleurs salariés en conséquence de :

- l'actualisation de l'évolution démographique;
- la réforme des pensions.

*De berekeningen door het federaal Planbureau in 45<sup>sten</sup>*

Een belangrijke opmerking is dat het federale Planbureau alle stappen van de hervorming heeft berekend, met uitzondering van de bonusjaren.

Variatie in de pensioenuitgaven — werknemers als gevolg van :

- actualisering demografische evolutie;
- pensioenhervorming.

Années — Jaren	Actualisation évolution démographique — <i>Actualisering demografische evolutie</i>		Réforme des pensions — <i>Pensioenhervorming</i>		Total — <i>Totaal</i>	
	En milliards de francs — <i>In miljarden frank</i>	% PIB — <i>% BBP</i>	En milliards de francs — <i>In miljarden frank</i>	% PIB — <i>% BBP</i>	En milliards de francs — <i>In miljarden frank</i>	% PIB — <i>% BBP</i>
1997 .....	— 2,1	— 0,03	— 3,6	— 0,05	— 5,7	— 0,08
2000 .....	— 7,0	— 0,09	— 11,7	— 0,15	— 18,7	— 0,24
2005 .....	— 17,5	— 0,19	— 34,9	— 0,39	— 52,4	— 0,58
2010 .....	— 31,9	— 0,31	— 66,9	— 0,67	— 98,8	— 0,98
2020 .....	— 66,4	— 0,51	— 87,4	— 0,71	— 153,8	— 1,22
2030 .....	— 91,7	— 0,55	— 83,8	— 0,54	— 175,5	— 1,09

Variation dans les dépenses de la sécurité sociale en conséquence de :

- l'actualisation de l'évolution démographique;
- la réforme des pensions.

Variatie in de uitgaven sociale zekerheid als gevolg van :

- actualisering demografische evolutie;
- pensioenhervorming.

Années — Jaren	Actualisation évolution démographique — <i>Actualisering demografische evolutie</i>		Réforme des pensions — <i>Pensioenhervorming</i>		Total — <i>Totaal</i>	
	En milliards de francs — <i>In miljarden frank</i>	% PIB — <i>% BBP</i>	En milliards de francs — <i>In miljarden frank</i>	% PIB — <i>% BBP</i>	En milliards de francs — <i>In miljarden frank</i>	% PIB — <i>% BBP</i>
1997 .....	— 4,0	— 0,05	— 1,0	— 0,01	— 5,0	— 0,06
2000 .....	— 10,2	— 0,13	— 5,6	— 0,07	— 15,8	— 0,20
2005 .....	— 18,2	— 0,18	— 21,4	— 0,24	— 39,6	— 0,42
2010 .....	— 30,7	— 0,26	— 38,1	— 0,37	— 68,8	— 0,63
2020 .....	— 73,0	— 0,50	— 47,9	— 0,38	— 120,9	— 0,88
2030 .....	— 122,0	— 0,67	— 40,9	— 0,26	— 162,9	— 0,93

*Calcul en 45<sup>es</sup> par l'ONP*

Le tableau ci-après indique l'atténuation pour le nouveau calcul de pension qui est instauré à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997. Le calcul a été effectué comme si

*Berekening door de RVP in 45<sup>sten</sup>*

Onderstaande tabel geeft de mildering voor de nieuwe pensioenberekening die vanaf 1 juli 1997 wordt ingevoerd. Wel werd de berekening gedaan

la nouvelle loi sur les pensions était déjà applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997.

	dépenses moindre en milliards de francs
— 1997 .....	— 1,85
— 1998 .....	— 3,99
— 1999 .....	— 4,52
— 2000 .....	— 6,91
— 2001 .....	— 9,09
— 2002 .....	— 9,77
— 2003 .....	— 13,35
— 2004 .....	— 17,97
— 2005 .....	— 20,86
— 2006 .....	— 21,35
— 2007 .....	— 23,66
— 2008 .....	— 25,97
— 2009 .....	— 28,28

Ces résultats ne concernent que les pensions des travailleurs salariés. Il n'a donc pas été tenu compte de dépenses supplémentaires dans les autres branches de la sécurité sociale, ainsi que des effets sur les droits dérivés et le pécule de vacances.

Le ministre fournit l'explication suivante :

« a. Les nouvelles perspectives démographiques ont été reprises dans les simulations du Bureau fédéral du Plan avec le modèle « Maltese ». C'est sur la base de ces perspectives que la réforme des pensions des travailleurs salariés a été élaborée. Ni la réforme des pensions des travailleurs indépendants, ni toutes les autres mesures prises lors de la réforme de la sécurité sociale et du budget 1997 n'ont été simulées.

b. Le tableau au point A indique le résultat uniquement pour les pensions des travailleurs salariés. Le tableau sub B, par contre, indique les prestations de la sécurité sociale (donc y compris les pensions des travailleurs salariés).

c. La nouvelle évolution démographique résulte des « Prévisions démographiques 1995-2050 » de l'Institut national de la Statistique du Bureau fédéral du Plan. Par rapport aux prévisions démographiques antérieures, elle prévoit un chiffre de natalité inférieur, un plus grand « potentiel » de population active et moins de sexagénaires. Ceci a un effet favorable sur les pensions et les allocations familiales, contrairement à l'effet négatif sur le chômage.

d. La réforme des pensions des travailleurs salariés comprend toutes les mesures prises par le Gouvernement, à l'exception des deux années de bonus (Instauration progressive d'un calcul en 45<sup>es</sup> pour les femmes, conjointement avec le relèvement de l'âge de la pension et des droits dans les autres branches de la sécurité sociale, la suppression du coefficient de revvalorisation, l'instauration d'une condition de carrière et l'introduction de droits annuels minimum aux conditions fixées).

e. Le Bureau fédéral du Plan simule une économie de 34,9 milliards de francs pour les pensions des

alsof reeds vanaf 1 juli 1997 de nieuwe pensioenwet van toepassing is.

	minder uitgaven in miljarden frank
— 1997 .....	— 1,85
— 1998 .....	— 3,99
— 1999 .....	— 4,52
— 2000 .....	— 6,91
— 2001 .....	— 9,09
— 2002 .....	— 9,77
— 2003 .....	— 13,35
— 2004 .....	— 17,97
— 2005 .....	— 20,86
— 2006 .....	— 21,35
— 2007 .....	— 23,66
— 2008 .....	— 25,97
— 2009 .....	— 28,28

Deze resultaten betreffen alleen de werknemerspensioenen. Er werd dus geen rekening gehouden met meeruitgaven in de andere takken van de sociale zekerheid, alsook de effecten op de afgeleide rechten en het vakantiegeld.

De minister verstrekt hierbij volgende uitleg :

« a. In de simulaties van het Federaal Planbureau, met het model « Maltese », werden de nieuwe demografische vooruitzichten opgenomen. Op basis hiervan werd de pensioenhervorming van de werknemers verwerkt. Nog de pensioenhervorming voor de zelfstandigen, noch alle andere maatregelen bij de hervorming van de sociale zekerheid en de begroting 1997 werden gesimuleerd.

b. De tabel onder punt A toont het resultaat enkel voor de werknemerspensioenen. De tabel onder B daarentegen toont de prestaties van de sociale zekerheid (dus inclusief de werknemerspensioenen).

c. De nieuwe demografische evolutie komt uit de « Bevolkingsvooruitzichten 1995-2050 » van het Nationaal Instituut voor de Statistiek en het Federaal Planbureau. Zij voorziet ten opzichte van de vorige demografische vooruitzichten een lager geboortecijfer, een grotere « potentieel » actieve bevolking en minder zestig plussers. Dit heeft een gunstig effect op de pensioenen en de kinderbijslagen, in tegenstelling tot het negatief effect op de werkloosheid.

d. De pensioenhervorming van de werknemers omvat alle genomen maatregelen door de regering, met uitzondering van de twee bonusjaren (Geleidelijke invoering van een berekening in 45<sup>e</sup> voor de vrouwen gelijktijdig met het optrekken van de pensioenleeftijd en de rechten in de andere takken van de sociale zekerheid, de afbouw van de herwaarderingscoëfficiënt, het stellen van een loopbaanvoorraarde en het invoeren van minimum jaarrechten onder de gestelde voorwaarden).

e. Het Federaal Planbureau simuleert voor de werknemerspensioenen in 2005 een besparing van

travailleurs salariés, alors que l'ONP compte sur 20,86 milliards pour cette année. Le Bureau fédéral du Plan est plus optimiste, mais les chiffres sont difficiles à comparer. Le Bureau fédéral du Plan a, contrairement à l'ONP, un modèle dynamique où par exemple, les rémunérations, les plafonds salariaux, le bien-être après 1999, ... augmentent chaque année; de ce fait, le PIB et les dépenses de pension ne cessent de s'accroître.

f. En 2005 l'atténuation des dépenses pour la sécurité sociale s'élèvera à 21,4 milliards de francs. C'est 13,5 milliards de francs de moins que l'atténuation pour les pensions des travailleurs salariés. Ce chiffre correspond aux dépenses supplémentaires dans les autres branches de la sécurité sociale résultant du grand nombre de femmes qui restent plus longtemps au chômage, en prépension, en invalidité ou en maladie.

A la question de M. Lenssens, en ce qui concerne le calcul des pensions taux ménage, le ministre remet le tableau suivant :

34,9 miljard frank, terwijl de RVP voor dat jaar 20,86 miljard frank verwacht. Het Federaal Planbureau is optimistischer, maar de cijfers zijn moeilijk te vergelijken. Het Federaal Planbureau heeft in tegenstelling tot de RVP een dynamisch model waar bijvoorbeeld de lonen, de loonplafonds, de welvaart na 1999, ... jaarlijks toenemen, hierdoor worden het BBP en de pensioenuitgaven steeds groter.

f. In 2005 is de mildering in de uitgaven voor de sociale zekerheid 21,4 miljard frank. Dit is 13,5 miljard frank minder dan de mildering voor de werkneemerspensioenen. Dit cijfer stemt overeen met de meer uitgaven in de andere takken van de sociale zekerheid als gevolg van het groot aantal vrouwen die langer in de werkloosheid, het brugpensioen, de invaliditeit of ziekte blijven zitten. ».

Op de vraag van de heer Lenssens inzake de berekening voor gezinspensioenen overhandigt de minister de volgende tabel :

**Maximum pension d'employé homme taux  
Montant par mois — indice : 405,55 (382,16)**

**Maximum bedienendenpensioen man alleenstaande  
Maandbedragen index : 405,55 (382,16)**

**Maximum pension d'employé homme — taux ménage  
Montant par mois — indice : 405,55 (382,16)**

**Maximum bedienendenpensioen man gezin  
Maandbedragen index : 405,55 (382,16)**

Année  Jaar	Législation pensions constante  Constante wetgeving Pensioen	Proposition 23/09/1996 — Voorstel 23/09/1996		Différence normale  Normaal verschil	Différence procentuelle  Procentueel verschil	Année  Jaar	Législation pension constante  Constante wetgeving Pensioen	Proposition 23/09/1996 — Voorstel 23/09/1996		Différence normale  Normaal verschil	Différence procentuelle  Procentueel verschil
		Coefficient de revalorisation — Verhogings- coëfficiënt	Pension — Pensioen					Coefficient de revalorisation — Verhogings- coëfficiënt	Pension — Pensioen		
		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1996 .....	48 960	1,036	48 960	0	0	1996 .....	61 200	1,036	61 200	0	0
1997 .....	50 012	1,032	49 350	662	1,324	1997 .....	62 515	1,032	61 888	828	1,324
1998 .....	51 064	1,028	49 772	1 292	2,530	1998 .....	63 830	1,028	62 215	1 615	2,530
1999 .....	52 116	1,024	50 223	1 893	3,832	1999 .....	65 145	1,024	62 779	2 366	3,632
2000 .....	53 168	1,02	50 701	2 467	4,640	2000 .....	66 460	1,02	63 376	3 084	4,640
2001 .....	53 984	1,016	51 193	2 791	5,170	2001 .....	67 480	1,016	63 991	3 489	5,170
2002 .....	54 800	1,0123	51 771	3 029	5,527	2002 .....	68 500	1,012	64 714	3 786	5,527
2003 .....	55 616	1,008	52 423	3 193	5,741	2003 .....	69 520	1,008	65 529	3 991	5,741
2004 .....	56 142	1,004	52 969	3 173	5,652	2004 .....	70 178	1,004	66 211	3 966	5,652
2005 .....	56 715	1	53 612	3 103	5,471	2005 .....	70 894	1	67 015	3 879	5,471
2006 .....	57 289	1	54 570	2 719	4,746	2006 .....	71 611	1	68 213	3 399	4,746
2007 .....	57 893	1	55 527	2 366	4,087	2007 .....	72 366	1	69 409	2 958	4,087
2008 .....	58 530	1	56 485	2 045	3,494	2008 .....	73 163	1	70 606	2 556	3,494
2009 .....	59 206	1	57 449	1 757	2,968	2009 .....	74 008	1	71 811	2 196	2,968
2010 .....	59 915	1	58 415	1 500	2,504	2010 .....	74 894	1	73 019	1 875	2,504
2011 .....	60 646	1	59 378	1 268	2,091	2011 .....	75 808	1	74 223	1 585	2,091
2012 .....	61 407	1	60 342	1 065	1,734	2012 .....	76 759	1	75 428	1 331	1,734
2013 .....	62 194	1	61 307	887	1,426	2013 .....	77 743	1	76 634	1 109	1,426
2014 .....	62 786	1	62 100	686	1,093	2014 .....	78 483	1	77 625	858	1,093
2015 .....	63 292	1	62 797	495	0,782	2015 .....	79 115	1	78 498	619	0,782
2016 .....	63 799	1	63 466	333	0,522	2016 .....	79 749	1	79 333	416	0,522
2017 .....	64 344	1	64 138	206	0,320	2017 .....	80 430	1	80 173	258	0,320
2018 .....	64 921	1	64 808	113	0,174	2018 .....	81 151	1	81 010	141	0,174
2019 .....	65 360	1	65 320	40	0,061	2019 .....	81 700	1	81 650	50	0,061
2020 .....	65 735	1	65 735	0	0,000	2020 .....	82 169	1	82 169	0	0,000

*M. Detienne* demande des précisions au sujet des calculs du Bureau fédéral du plan. *Le ministre* répond que, pour le calcul en quarantièmes, le Bureau fédéral du plan s'est basé sur des conditions et droits équivalents pour les hommes et les femmes.

### C. Discussion des articles

#### TITRE III

##### *Dispositions sociales*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>

##### Réforme des pensions

##### Art. 5

Pour des raisons de légistique, votre commission décide d'examiner et de voter séparément sur chaque paragraphe de cet article.

*M. Wauters* présente plusieurs amendements au § 1<sup>er</sup> :

— L'amendement n° 52 (Doc. n° 925/4) tend à modifier l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 28 décembre 1996 et à fixer l'âge de la pension à 60 ans. L'auteur considère que puisque le marché du travail rejette de plus en plus de travailleurs âgés, la limite d'âge fixée à 60 ans reflète davantage la réalité.

L'égalité entre hommes et femmes satisfait en outre à la directive européenne.

— L'amendement n° 53 (Doc. n° 925/4) tend à modifier l'article 4, § 2, 2<sup>o</sup>, dudit arrêté royal. Il tend plus particulièrement à mettre la législation des pensions en concordance avec la législation du travail, et prévoit dès lors qu'un contrat doit porter sur le tiers d'un régime de travail à temps plein, et non plus sur la moitié de celui-ci.

— L'amendement n° 54 (Doc. n° 925/4) tend à modifier l'article 4, § 2, 2<sup>o</sup>, dudit arrêté royal. Il tend à harmoniser le régime des pensions avec le droit légal à l'interruption de carrière. Il convient dès lors de remplacer les mots « à concurrence d'une durée maximale de 36 mois complets » par les mots « à concurrence d'une durée maximale de 60 mois complets ».

— L'amendement n° 55 (Doc. n° 925/4) tend à compléter l'article 4, § 2, 2<sup>o</sup>, proposé dudit arrêté royal par une disposition prévoyant que « Les cinq premières années d'une période d'emploi à temps partiel sont assimilées à un régime de travail à temps plein ». L'auteur souligne que de nombreuses personnes sont contraintes d'une manière ou d'une autre de travailler à temps partiel, notamment en raison de la pénurie d'emplois. Il considère dès lors que pour donner quelque crédibilité à la politique du gouvernement, qui vise manifestement à encourager

*De heer Detienne* vraagt verduidelijking omtrent de berekeningen van het federale Planbureau. *De minister* antwoordt dat het federale Planbureau voor de berekening in 40<sup>en</sup> zich heeft gebaseerd op gelijke voorwaarden en rechten voor mannen en vrouwen.

### C. Artikelsgewijze besprekking

#### TITEL III

##### *Sociale bepalingen*

##### HOOFDSTUK I

##### Hervorming van de pensioenen

##### Art. 5

Uw commissie beslist om wetgevingstechnische redenen om elke paragraaf van artikel 5 afzonderlijk te behandelen en er afzonderlijk over te stemmen.

*De heer Wauters* dient op § 1 diverse amendementen in :

— Amendement n° 52 (Stuk n° 925/4) strekt tot wijziging van artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 28 december 1996 en beoogt de pensioenleeftijd op 60 jaar te brengen. Hij meent dat gezien de arbeidsmarkt steeds meer oudere werknemers systematisch uitstoot, de grens van 60 jaar meer aan de realiteit voldoet.

Overigens komt de gelijkschakeling tussen mannen en vrouwen overeen met de Europese richtlijn.

— Amendement n° 53 (Stuk n° 925/4) strekt ertoe artikel 4, § 2, 2<sup>o</sup>, van het genoemde koninklijk besluit te wijzigen. Het beoogt met name de pensioenwetgeving af te stemmen op de arbeidswetgeving in die zin dat de helft van de voltijdse arbeidsregeling wordt vervangen door 1/3 van een voltijdse regeling.

— Amendement n° 54 (Stuk n° 925/4) strekt tot wijziging van artikel 4, § 2, 2<sup>o</sup>, van het genoemde koninklijk besluit. Het heeft tot doel de pensioenregeling af te stemmen op het wettelijk recht van be-roepsloopbaanonderbreking. Derhalve dient de passus « tot beloop van 36 volle maanden ... » te worden vervangen door de bepaling « tot beloop van 60 volle maanden ».

— Amendement n° 55 (Stuk n° 925/4) heeft tot doel het voorgestelde artikel 4, § 2, 2<sup>o</sup>, van het genoemde koninklijk besluit aan te vullen met de bepaling « de eerste vijf jaar van een periode van deeltijdse tewerkstelling wordt gelijkgesteld aan een voltijdse arbeidsregeling ». De indiener wijst erop dat veel mensen op één of andere wijze gedwongen worden deeltijds te werken onder meer door de schaarste van de arbeid. Hij meent dat het dan ook aangewezen is om de regeringspolitiek, die op deze deeltijdse tewerkstelling is afgestemd, geloofwaardig

le temps partiel, il est souhaitable d'instaurer des incitants dans un esprit de justice sociale.

— L'amendement n° 56 (Doc. n° 925/4) tend à modifier l'article 5, § 1<sup>er</sup>, b, dudit arrêté royal et vise à ramener la durée minimale d'une carrière complète de 45 à 40 ans. Cela correspondrait mieux à la réalité, la carrière professionnelle moyenne comptant déjà bien moins de 40 années à l'heure actuelle, notamment du fait que les jeunes terminent leurs études de plus en plus tard. En outre, cela s'inscrit parfaitement dans l'esprit de la directive européenne.

— L'amendement n° 57 (Doc. n° 925/4) tend enfin à modifier l'article 8, § 1<sup>er</sup>, dudit arrêté royal et, plus particulièrement, à autoriser la conclusion de contrats portant au minimum sur un emploi équivalant à un tiers d'un régime à temps plein plutôt qu'à la moitié de celui-ci. Pour la justification, il est renvoyé à la justification de l'amendement n° 53.

*M. Chevalier et consorts* présentent un amendement en ordre principal et un amendement en ordre subsidiaire (n° 67 et 68 — Doc. n° 925/4) tendant à supprimer le § 1<sup>er</sup>. *M. Anthuenis* renvoie à l'avis du Conseil d'Etat qui estime qu'il faut s'interroger sur la compatibilité du régime que vise à instaurer le projet avec la directive 79/7/CEE, étant donné que la directive date du 19 décembre 1978 et que le principe de l'égalité entre hommes et femmes ne sera intégralement concrétisé que le 1<sup>er</sup> janvier 2009. L'auteur estime également que les mesures prévues rateront partiellement leur objectif, étant donné qu'elles ne sortiront leurs pleins effets qu'à partir de 2015 mais que, par contre, le paiement des pensions posera problème dès 2004. Il fait en outre observer que, dans les autres branches de la sécurité sociale, aucun autre arrêté de pouvoirs spéciaux n'a encore été pris qui étende les droits des femmes jusqu'à leur soixante-cinquième année. *M. Anthuenis* estime du reste que l'on donne une portée trop large à l'exécution de la loi. Le Roi reçoit, entre autres, délégation pour arrêter un régime réglant la carrière mixte et définissant ce qu'il y a lieu d'entendre par régime de travail à temps plein, alors que pour 1992, on n'a enregistré aucune donnée à cet égard. Cette observation vaut également pour la définition de la notion de travail à temps partiel. Comment combiner une pension à mi-temps avec le travail autorisé ? Le Roi est autorisé à appliquer à certaines catégories de pensionnés des réévaluations liées à l'évolution du bien-être. Est-ce réalisable et comment en précisera-t-on le contenu ?

*Mme Burgeon* aborde la question du travail à temps partiel dont les modalités de calcul ne figurent pas dans l'arrêté royal du 23 décembre 1996. Le ministre pourrait-il préciser si cette lacune a été comblée entre-temps et, dans l'affirmative, quel est le régime qui s'y applique.

En ce qui concerne la proposition du groupe Ecolo-Agalev visant à instaurer le calcul de la pension en

te maken door onder meer positieve stimulansen in te bouwen op basis van sociale rechtvaardigheid.

— Amendement n° 56 (Stuk n° 925/4) strekt tot wijziging van artikel 5, § 1, b, van het genoemde koninklijk besluit en heeft tot doel de loopbaanvoorraarde op 40 jaar te brengen in plaats van op 45 jaar. Dit komt beter overeen met de realiteit, de huidige gemiddelde beroepsloopbaan ligt nu reeds ruim onder de 40 jaar, onder meer door de steeds hogere leeftijd waarop men afstudeert. Overigens is dit conform de Europese richtlijn.

— Amendement n° 57 (Stuk n° 925/4) tenslotte strekt tot wijziging van artikel 8, § 1, van het genoemde koninklijk besluit, het beoogt met name de bepaling « de helft » van een voltijdse arbeidsregeling te vervangen door « 1/3 ». Voor de verantwoording wordt verwezen naar amendement n° 53.

*De heer Chevalier c.s.* dienen in hoofdorde amendement n° 67 in tot weglatting van § 1 en in bijkomende orde amendement n° 68 (Stuk n° 925/4). *De heer Anthuenis* verwijst naar het advies van de Raad van State dat aanvoert dat de vraag dient te worden gesteld of de regeling die door het ontwerp wordt ingevoerd nog in redelijkheid in overeenstemming kan worden geacht met de Europese richtlijn n° 79/7/EEG doordat de richtlijn reeds dateert van 19 december 1978 en de ontworpen regeling slechts de gelijke behandeling van mannen en vrouwen ten volle zal verwezenlijken tegen 1 januari 2009. Voorts stelt hij dat de maatregelen deels hun doel voorbijschieten doordat ze slechts tegen 2015 ten volle hun effect zullen sorteren en dat daarentegen de betaalbaarheid van het pensioenstelsel reeds tegen 2004 problematisch wordt. Bovendien wijst hij op het feit dat er nog geen enkel volmachtbesluit werd getroffen in de andere takken van de sociale zekerheidssector dat de rechten van de vrouwen tot 65 jaar uitbreidt. De heer Anthuenis voert overigens aan dat een te grote draagwijdte wordt gegeven aan de uitvoering van de wet. De Koning wordt met name onder meer gemachtigd om een regeling uit te werken voor de situatie van een gemengde loopbaan en voor wat moet worden verstaan onder de helft van een voltijdse arbeidsregeling hoewel voor 1992 daar geen gegevens zijn over geregistreerd. Hetzelfde geldt voor de invulling van de deeltijdse arbeid. Hoe wordt een halftijdspensioen gecombineerd met de toegelaten arbeid ? De Koning wordt gemachtigd om selectieve welvaartsverhogingen door te voeren aan bepaalde categorieën van gepensioneerden. Is dit realiseerbaar en hoe zal dit worden ingevuld ?

*Mevrouw Burgeon* verwijst naar de deeltijdse arbeid waarvoor geen modaliteiten voor de berekening ervan zijn bepaald in het koninklijk besluit van 23 december 1996. Kan de minister meedelen of deze lacune ondertussen is ingevuld en zo ja, welke de regeling desbetreffend is.

Met betrekking tot het voorstel van de Agalev-Ecolo-fractie om de pensioenberekening in 40<sup>e</sup> in te

quarantièmes aussi bien pour les hommes que pour les femmes, *M. Lenssens* fait observer que, dans l'hypothèse d'un calcul en quarantièmes pour les hommes et les femmes, le tableau du Bureau du Plan relatif aux dépenses dans le secteur des pensions indique un supplément de dépenses de sécurité sociale de 20,1 milliards en 2005 et que pour l'année cruciale 2010, ce montant serait de 28,4 milliards de francs. Si, par contre, l'arrêté à l'examen est confirmé, on prévoit pour 2005 une diminution de dépenses de 20,86 milliards de francs, diminution qui, en 2010, serait de 21,35 milliards de francs. Compte tenu de la dette publique, de l'évolution démographique et des dépenses dans les autres secteurs de la sécurité sociale, cette proposition est irréalisable.

*M. Wauters* réplique que son parti n'est pas responsable des limitations budgétaires actuelles et futures qui sont la résultante de la politique menée par le passé.

*Mme D'Hondt* demande dans quelle mesure est réglée la neutralité en matière de travail à temps partiel promise par le ministre.

*Mme Cahay-André* demande si les mesures relatives à la mise sur pied d'égalité des hommes et des femmes sera également d'application dans les autres secteurs de la sécurité sociale. Dans le cas contraire, les femmes risquent d'être sérieusement désavantagées.

En ce qui concerne la problématique des droits minimaux, *le ministre* répond que, pour chaque année de carrière, on a le droit à une pension minimale, à condition d'avoir travaillé à mi-temps pendant les années en question. Il y a lieu de préciser à cet égard que les années assimilées seront prises en considération. On procède en outre à la mise sur pied d'égalité des hommes et des femmes au regard du droit de la sécurité sociale et du droit du travail. Cela implique, entre autres, que l'on peut bénéficier des droits à partir d'un emploi à tiers temps. Cela vaut aussi bien pour les droits minimaux que pour la condition de carrière.

La manière la plus adéquate de permettre à l'Office national des pensions d'appliquer ce système à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1997 consiste à prendre un nouvel arrêté royal en exécution de la loi-cadre.

A la suite de la réponse du ministre, *M. Wauters* retire les amendements n°s 53, 55 et 57.

En ce qui concerne le statut des travailleurs salariés à temps partiels, le ministre précise qu'il existe deux catégories de travailleurs à temps partiel qui gardent leurs droits :

1. les travailleurs salariés ayant une garantie de revenus qui acquièrent jusqu'à présent des droits à une pension sur la base du revenu perçu en tant que travailleurs salariés à temps partiel et sur la base d'un salaire fictif calculé en fonction du dernier salaire réel perçu;

voeren zowel voor mannen en als vrouwen merkt *de heer Lenssens* op dat de tabel van het Planbureau inzake de uitgaven voor de pensioenen met een berekening in 40° voor mannen en vrouwen een meeruitgave voor de sociale zekerheid aantont van 20,1 miljard frank voor het jaar 2005 en voor het cruciale jaar 2010 zou dit 28,4 miljard frank bedragen. Indien daarentegen het voorliggend koninklijk besluit wordt bekrachtigd, wordt voor het jaar 2005 een minderuitgave van 20,86 miljard frank voorzien en voor 2010 een minderuitgave van 21,35 miljard frank. Gelet op de overheidsschuld en op de demografische evolutie en rekening houdend met de uitgaven in de andere takken van de sociale zekerheid is het voorstel niet haalbaar.

*De heer Wauters* replieert dat zijn partij niet verantwoordelijk is voor de huidige en toekomstige budgettaire beperkingen die zijn veroorzaakt door het beleid in het verleden.

*Mevrouw D'Hondt* vraagt in hoeverre de door de minister toegezegde neutraliteit inzake deeltijdse arbeid is geregeld.

*Mevrouw Cahay-André* vraagt of de maatregelen met betrekking tot de gelijkschakeling van mannen en vrouwen ook in de andere sectoren van de sociale zekerheid worden toegepast. Zoniet riskeren de vrouwen ernstig te worden benadeeld.

In verband met de problematiek van de minimumrechten antwoordt *de minister* dat men voor elk loopbaanjaar recht heeft op een minimumpensioen op voorwaarde dat men de betrokken jaren halftijds heeft gewerkt. Daarbij moet worden gepreciseerd dat de gelijkgestelde periodes in aanmerking komen. Daarenboven gaat men over tot een gelijkschakeling van het sociaal zekerheidsrecht en het arbeidsrecht. Dit houdt onder meer in dat er vanaf 1/3 tewerkstelling rechten ontstaan. Dit geldt zowel voor de minimumrechten als voor loopbaanvoorwaarde.

Opdat de Rijksdienst voor pensioenen dit vanaf 1 juli 1997 zou kunnen toepassen is de meest adequate techniek dat daartoe een nieuw koninklijk besluit in uitvoering van de kaderwet wordt genomen.

Ingevolge het antwoord van de minister trekt de heer Wauters amendementen n°s 53, 55 en 57 in.

Met betrekking tot het statuut van deeltijdse werknemers preciseert de minister dat men in de categorie van deeltijdse werknemers met behoud van rechten twee categorieën heeft :

1. diegenen met inkomensgarantie die tot nog toe pensioenrechten verwerven op basis van het inkomen als deeltijdse en op basis van een fictief loon dat wordt berekend op basis van het werkelijke laatstverdiende loon;

2. les travailleurs salariés sans garantie de revenus qui n'acquièrent actuellement de droits à une pension que sur la base du salaire qu'ils perçoivent effectivement en tant que travailleurs salariés à temps partiel.

Il est prévu que la situation actuelle de tous les travailleurs bénéficiant du maintien de leurs droits et d'une garantie de revenus soit prolongée de manière illimitée dans le futur. Un supplément de 5 années calculé sur la base du salaire minimum est prévu pour les travailleurs n'ayant pas de revenu garanti. Ce supplément est de 10 années civiles pour les travailleurs employés à temps partiel.

*Le ministre* indique qu'en ce qui concerne l'extension des droits des femmes dans les autres branches de la sécurité sociale, les branches maladie et invalidité sont régies par les articles 17 et 18 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996.

Les articles 14 à 16 régissent le revenu garanti pour les personnes âgées.

La branche du chômage est réglée par un arrêté royal ordinaire actuellement à l'examen devant le Conseil d'Etat.

En matière de prépensions, l'article 5, § 2, vise à soutenir les partenaires sociaux. Les femmes prépensionnées ont dès à présent droit au complément entre 60 et 65 ans, tout comme les prépensionnés masculins. L'article 5, § 2 tend à créer les conditions pour garantir juridiquement ce complément aux femmes jusqu'à l'âge de 65 ans, sans que le coût de la mesure devienne prohibitif pour les employeurs.

S'agissant des pensions à mi-temps, l'arrêté royal du 23 décembre 1997 permet de quitter partiellement le marché du travail à partir de 60 ans. Le concept de pension à mi-temps a été introduit en Allemagne où il a eu relativement peu de succès parce qu'il a été couplé à l'obligation de remplacement. Il ne convient pas de mélanger deux objectifs.

Cette nouvelle notion sera précisée dans l'arrêté d'exécution et discutée avec les partenaires sociaux. Le ministre ne voit aucun inconvénient à ce que cet arrêté soit examiné par la commission avant de prendre une décision définitive en cette matière.

*Mme D'Hondt* estime que ce nouveau concept se situe dans la ligne de l'accord du gouvernement en matière de réforme des régimes de pensions et des mesures relatives aux prépensions.

En raison des contraintes physiques et/ou psychiques caractérisant certaines professions, il ne convient pas que les titulaires de celles-ci travaillent systématiquement à plein-temps jusqu'à 65 ans.

*Mme Cahay-André* rappelle qu'il existe toujours une discrimination importante frappant les travailleurs indépendants en fonction de l'âge de prise de cours de la retraite. Ces derniers subissent une

2. diegenen zonder inkomensgarantie die momenteel enkel pensioenrechten verwerven op basis van het loon dat ze werkelijk als deeltijds verdienen.

Het is de bedoeling dat in de toekomst voor al diegenen met behoud van rechten en met een inkomensgarantie de huidige situatie onbeperkt in de tijd wordt verlengd. Voor diegenen zonder inkomensgarantie wordt een bonus van 5 jaar voorzien dat wordt berekend op basis van het minimumloon, voor iemand die deeltijds werkt betekent dit 10 kalenderjaren.

*De minister* wijst erop dat inzake de uitbreiding van de rechten van de vrouwen in de andere takken van de sociale zekerheid, ziekte en invaliditeit geregeld worden door de artikelen 17 en 18 van het koninklijk besluit van 23 december 1996.

De artikelen 14 tot en met 16 hebben betrekking op het gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

De tak werkloosheid wordt geregeld door een koninklijk besluit dat thans door de Raad van State wordt onderzocht.

Wat het brugpensioen betreft, is artikel 5, § 2, een steuntje in de rug voor de sociale partners. Bruggepensioneerde vrouwen hebben nu al recht op het complement na hun zestigste, namelijk tot de leeftijd van 65 jaar, net zoals de mannelijke bruggepensioneerden. In dat artikel 5, § 2, worden de voorwaarden gecreëerd om dat complement juridisch te garanderen aan vrouwen tot de leeftijd van 65 jaar; maar dit zonder dat in de praktijk de kost onhaalbaar wordt voor de patroons.

Het koninklijk besluit van 23 december 1996 bepaalt dat het mogelijk is om vanaf 60 jaar de arbeidsmarkt gedeeltelijk te verlaten en halftijds met pensioen te gaan. Het « halftijds pensioen » bestaat reeds in Duitsland; dat het daar relatief weinig succes heeft gehad is te wijten aan het feit dat de werkgaver verplicht was zijn halftijds gepensioneerde te vervangen. Dat experiment toont aan dat halftijds pensioen en verplichte vervanging beter niet door elkaar worden gehaald.

Over dat nieuwe begrip, dat zal worden gepreciseerd in het uitvoeringsbesluit, moet nog worden overlegd met de sociale partners. De minister heeft er niets op tegen dat de commissie dat besluit bespreekt voordat ter zake een definitieve beslissing wordt genomen.

*Mevrouw D'Hondt* stelt dat dat nieuwe begrip in de lijn ligt van het regeerakkoord inzake de hervorming van de pensioenstelsels en de maatregelen betreffende het brugpensioen.

Het ware aangewezen om personen die een beroep uitoefenen dat lichamelijk of psychisch veeleisend is niet systematisch op voltijdse basis tot hun 65<sup>e</sup> te laten werken.

*Mevrouw Cahay-André* herinnert eraan dat zelfstandigen nog steeds erg gediscrimineerd worden op grond van de leeftijd waarop ze met pensioen gaan. Zo leveren zij per jaar dat zij vervroegd met pensioen

réduction de 5 % du montant de leur pension par année d'anticipation. Dans le cadre de la mise en oeuvre de la législation relative aux pensions à mi-temps, il conviendrait de lever cette discrimination.

*M. Anthuenis* se rallie à ces remarques.

*Le ministre* explique que la réforme des pensions des travailleurs indépendants prévoit la possibilité de prendre une pension à mi-temps. La réduction de 5 % par année d'anticipation subsiste toutefois afin de maintenir la viabilité financière de leur régime de pension.

En ce qui concerne l'adaptation au bien-être, la loi actuelle permet de fixer celle-ci au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. Il s'agit d'une adaptation linéaire s'appliquant à chaque ayant droit.

L'arrêté royal à l'examen prévoit que cette adaptation peut être effectuée de manière sélective, c'est-à-dire pas nécessairement le 1<sup>er</sup> janvier et, par exemple, en fonction de la date de prise de cours ou du montant de la pension et selon les possibilités financières.

Il est envisagé d'adapter le plafond salarial tous les deux ans sur la base de la marge établie par rapport aux possibilités d'augmentation salariale. L'on dispose d'un point de départ et d'un instrument permettant de maîtriser les dépenses et de maintenir un équilibre entre les principes de solidarité et d'assurance.

*Le ministre* indique par ailleurs qu'en cas de travail à temps partiel et d'examen du droit au minimum de pension, le calcul des pensions pose parfois problème, du fait que l'enregistrement n'était pas toujours parfait par le passé. Pour les années antérieures à 1955, le calcul d'une pension s'effectue sur la base des versements figurant sur le compte individuel du travailleur. L'on ne dispose ni du nombre de jours prestés et assimilés, ni du montant du salaire réellement perçu.

A partir de 1955, l'on enregistre le nombre de jours prestés et assimilés de même que le salaire brut annuel réellement perçu.

A partir de 1991, un nouveau système autorise l'enregistrement de nouvelles données. Le régime de travail de chaque travailleur (32 heures/semaine par exemple) et le nombre d'heures effectivement prestées pour chaque jour calendrier sont précisés.

Le calcul de la pension en cas de travail à temps partiel donne lieu à quelques difficultés lorsque l'administration ne connaît pas le régime de travail. Il sera appliqué en l'occurrence à l'avenir une formule permettant de déterminer le régime de travail.

Dans la pratique, le travail à temps partiel s'est fortement développé au cours de la période 1978-1991. Le nombre d'heures prestées par rapport au régime de travail ne ressort pas toujours des mentions figurant sur le compte individuel, du fait que ce

gaan, 5 % van hun pensioen in. In het kader van de invoering van het halftijds pensioen in de wetgeving ware het aangewezen die ongelijke behandeling op te heffen.

*De heer Anthuenis* is het daar volledig mee eens.

*De minister* legt uit dat door de hervorming van de zelfstandigenpensioenen de mogelijkheid ontstaat om halftijds met pensioen te gaan. De bepaling inzake de vermindering met 5 % per jaar vervroegd pensioen wordt echter niet weggeleggen teneinde de financiële leefbaarheid van het pensioenstelsel der zelfstandigen te behouden.

Wat de welvaartsvastheid betreft, bepaalt de huidige wetgeving dat die aanpassing kan ingaan op 1 januari van elk jaar. Het betreft hier een lineaire aanpassing, die op elke rechthebbende van toepassing is.

De bepaling in het voorliggend besluit bepaalt dat dit kan op selectieve wijze, 't is te zeggen niet noodzakelijk op 1 januari en op een onderscheiden manier naargelang bijvoorbeeld de ingangsdatum van hun pensioen of het bedrag van hun pensioen, en naargelang de financiële mogelijkheden.

Met betrekking tot de loongrens is het de bedoeling deze om de twee jaar aan te passen op basis van de marge die is bepaald ten opzichte van de mogelijkheden inzake loonsverhoging. Zo heeft men een uitgangspunt en is er een instrument vorhanden waarmee enerzijds de uitgaven onder controle kunnen worden gehouden en anderzijds een evenwicht tussen de principes van solidariteit en verzekering in stand kan worden gehouden.

*De minister* wijst er voorts op dat de berekening van de pensioenen ingeval van deeltijdse arbeid en onderzoek naar het recht op minimumpensioen niet altijd vlot verloopt omdat de registratie in het verleden niet zo efficiënt was. Voor de periode vóór 1955 wordt het pensioen berekend op basis van de stortingen verricht op de individuele rekening van de werknemer. Gegevens zoals het aantal gepresteerde dagen, het aantal gelijkgestelde dagen en het daadwerkelijk ontvangenloon zijn daar niet voorhanden.

Vanaf 1955 worden het aantal gepresteerde dagen, het aantal gelijkgestelde dagen en het daadwerkelijk ontvangen bruto-jaarloon geregistreerd.

In 1991 werd een nieuw systeem ingevoerd waardoor bijkomende gegevens kunnen worden geregistreerd. Zo worden de arbeidsduurregeling (32 uren/week bijvoorbeeld) en het aantal effectief gepresteerde uren per kalenderdag genoteerd.

De berekening van het pensioen ingeval van deeltijdse arbeid verloopt moeilijker omdat de administratie de arbeidsduurregeling niet kent. In dat geval zal in de toekomst een formule worden gebruikt om de arbeidsduur te bepalen.

In de praktijk is in de periode 1978-1991 de deeltijdse arbeid toegenomen. Het juiste gepresteerde aantal uren in verhouden, tot de arbeidsregeling blijkt niet altijd uit de vermeldingen op de individuele rekening omdat de gepresteerde uren voor de jaren

nombre n'était pas mentionné avant 1991. Il peut donc être hasardeux de se baser sur le nombre de jours.

En l'absence de données, un projet d'arrêté royal ordinaire instaure une formule excluant la valorisation, pour la condition de carrière ou l'octroi du droit minimum, les cas dans lesquels l'on n'est pas en présence d'un travail au minimum à mi-temps ou à tiers-temps.

Une comparaison sera établie entre le nombre de jours prestés et assimilés et le salaire, le salaire minimum suivant de référence. Lorsqu'un travailleur a promérité un salaire inférieur au salaire minimum et ne peut se prévaloir ni d'un mi-temps, ni d'un tiers temps, il ne pourra prétendre aux droits minimums par année de carrière.

Cette formule permet également de fixer un pourcentage applicable à ces droits minimums.

*M. Wauters* demande si un arrêté royal particulier ne doit pas être pris concernant les travailleurs ayant exercé leurs activités professionnelles dans un atelier protégé qui ne peuvent se prévaloir du revenu minimum garanti.

*Le ministre* précise qu'une présomption irréfragable est prise en considération pour le relèvement jusqu'à concurrence du droit minimum pour la période antérieure à 1955; il y a relèvement jusqu'à concurrence du minimum si l'année est admissible pour la pension; pour la période 1955 à 1991, la présomption est réfragable, ce qui permet de prouver quand même que l'on a travaillé au moins à tiers temps. En outre, à partir de 1995, l'administration a commencé à coder les travailleurs opérant dans les ateliers protégés.

Si la formule ne permet pas de conclure au minimum à un travail à tiers temps, l'intéressé peut contester le résultat obtenu.

*Le ministre* réfute les motifs invoqués à l'appui de l'amendement n° 67 déposé par *M. Chevalier et consorts*. En effet, le Conseil d'Etat n'est pas formel. D'une part, la directive relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes autorise la progressivité. D'autre part, avant la rédaction définitive de l'arrêté royal en question, des contacts ont été pris avec la Commission européenne. Celle-ci n'est pas opposée à la réforme mise au point par le gouvernement, réforme qui tend à réaliser progressivement l'égalité entre hommes et femmes en respectant l'égalité de fait et l'équilibre financier de la sécurité sociale. Enfin, le principe de l'égalité de traitement est également soumis à une période transitoire dans les autres pays européens. A titre d'exemple, ce principe ne sera concréti-

vóór 1991 niet werden vermeld zodat het zich baseert op het aantal dagen misleidend kan zijn.

Zijn er geen gegevens voorhanden, dan stelt een ontwerp van gewoon koninklijk besluit een formule in. Die formule is zo opgesteld dat de arbeid die niet minstens overeenstemt met halftijdse arbeid of met « 1/3 »-arbeid buiten beschouwing wordt gelaten wat betreft het in aanmerking nemen voor de loopbaanvoorraarde of de toekenning van het minimum recht. Uiteraard geeft deze arbeid wel recht op pensioen.

Het aantal gepresteerde en gelijkgestelde dagen wordt vergeleken met het loon, waarbij het minimumloon als referentie dient. In geval een werknemer een loon heeft ontvangen dat lager ligt dan het minimumloon en hij niet de helft of een derde van de voltijdse arbeidsduur heeft gewerkt, kan hij geen aanspraak maken op de minimumrechten per loopbaanjaar.

Aan de hand van die formule kan ook een percentage worden vastgelegd dat van toepassing is op die minimumrechten.

*De heer Wauters* vraagt of niet moet worden voorzien in een afzonderlijk koninklijk besluit betreffende de werknemers die hun beroepsactiviteit hebben uitgeoefend in een beschutte werkplaats maar geen aanspraak kunnen maken op het bestaansminimum.

*De minister* preciseert dat voor de optrekking tot het minimumrecht voor de periode vóór 1955 een onweerlegbaar vermoeden in aanmerking wordt genomen; er is optrekking tot het minimum indien het jaar toekenbaar is voor het pensioen; voor de periode 1955-1991 is het vermoeden weerlegbaar, hetgeen toelaat toch te bewijzen dat men minstens 1/3-tijds werkte. Bovendien is vanaf 1995 het bestuur begonnen met de codering van de werknemers van de beschutte werkplaatsen.

Als de formule niet duidelijk maakt dat ten minste één derde van de tijd is gewerkt, kan daartegen verzet worden aangetekend.

*De minister* kant zich tegen de argumenten die werden aangehaald tot staving van amendement n° 67 van de heer Chevalier c.s. De Raad van State is ter zake immers niet formeel. De richtlijn « betreffende de geleidelijke tenuitvoerlegging van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen op het gebied van de sociale zekerheid » staat enerzijds progressiviteit toe; vooraleer het desbetreffende koninklijk besluit in zijn definitieve vorm werd gegoten, werd anderzijds ter zake contact opgenomen met de Europese Commissie, die zich niet verzet tegen de door de regering uitgewerkte hervorming die de gelijkberechtiging van mannen en vrouwen op termijn in stappen en met respect voor de feitelijke gelijkberechtiging en het financieel evenwicht van de sociale zekerheid realiseert. Tot slot geldt voor de

sé qu'en 2009 au Royaume-Uni, en 2012 en Allemagne et en 2034 en Grèce.

Le ministre signale que le tableau de l'ONP relatif aux dépenses en matière de pensions dément l'argument selon lequel le paiement des pensions deviendra un problème entre 2004 et 2020.

En ce qui concerne l'amendement n° 52 déposé par MM. Wauters et Detienne, visant à fixer l'âge de la pension à 60 ans, le ministre indique que l'arrêté royal permet de prendre sa retraite de manière anticipée à partir de l'âge de 60 ans, mais que l'« âge de la retraite » restera différent pour les hommes et pour les femmes jusqu'en 2009.

Le chapitre II de l'arrêté royal (relatif aux conditions d'octroi) fixe l'âge de la retraite et confirme les âges particulières d'admission à la retraite pour certaines catégories de travailleurs salariés.

En ce qui concerne la condition de carrière, l'arrêté royal vise à octroyer trois années supplémentaires aux personnes qui ont interrompu leur carrière pour éduquer des enfants de moins de six ans. L'objectif est de ne pas créer de discrimination par rapport au système de l'interruption de carrière.

Le statut afférent à l'interruption de carrière ne prévoit lui-même que trois ans d'assimilation lorsqu'il s'agit d'élever des enfants. La première année est assimilée sans cotisation. Les deuxième et troisième années sont également assimilées gratuitement. Les quatrième et cinquième années peuvent être assimilées moyennant le paiement d'une cotisation de régularisation.

\*  
\* \* \*

Les amendements n° 53, 55 et 57 déposés par MM. Wauters et Detienne ont été retirés.

L'amendement n° 52 déposé par les mêmes auteurs est rejeté par 11 voix contre 1 et 3 abstentions.

Les amendements n°s 54 et 56 déposés par les mêmes auteurs sont successivement rejetés par 11 voix contre 1 et 3 abstentions.

L'article 5, § 1<sup>er</sup>, est adopté par 10 voix contre 4.

L'amendement n° 67 déposé par M. Chevalier et consorts visant à supprimer ce paragraphe est par conséquent rejeté.

L'article 5, § 2, est adopté par 10 voix contre 4.

\*  
\* \* \*

L'article 5 est adopté par 10 voix contre 4.

tenuitvoerlegging van het beginsel van de gelijke behandeling ook in de andere Europese landen een overgangsperiode. Zo zal dat principe pas in 2009 concreet vorm krijgen in het Verenigd Koninkrijk; in Duitsland wordt dat 2012 en in Griekenland 2034.

De minister wijst erop dat de tabel van de Rijksdienst voor Pensioenen in verband met de pensioenuitgaven een ontkrachting inhoudt van het argument als zou de uitbetaling van de pensioenen tussen 2004 en 2020 moeilijk worden.

In verband met amendement n° 52 van de heren Wauters en Detienne, dat ertoe strekt de pensioenleeftijd op 60 jaar te brengen, stipt de minister aan dat het koninklijk besluit toelaat om vanaf 60 jaar vervroegd met pensioen te gaan, doch dat de pensioenleeftijd voor mannen en vrouwen tot 2009 ongelijk blijft.

Hoofdstuk II van het koninklijk besluit (in verband met de toekenningsvoorwaarden) bepaalt de pensioenleeftijd en bevestigt de bijzondere pensioenleeftijden voor bepaalde categorieën van werkneemers.

Wat de loopbaanvoorwaarde betreft, beoogt het koninklijk besluit drie « extra jaren » toe te kennen aan de personen die hun loopbaan hebben onderbroken om kinderen op te voeden van minder dan zes jaar. Bedoeling is geen ongelijke behandeling te creëren ten opzichte van de regeling inzake loopbaanonderbreking.

Het statuut van loopbaanonderbreking zelf voorziet ook maar in drie jaren gelijkstelling ingeval er kinderen worden opgevoed. Het eerste jaar wordt gelijkgesteld zonder bijdrage. Voor mensen met kinderlast worden het tweede en het derde jaar ook gratis gelijkgesteld. Het vierde en het vijfde jaar kunnen worden gelijkgesteld, mits een regularisatie bijdrage wordt betaald.

\*  
\* \* \*

De amendementen n°s 53, 55 en 57 van de heren Wauters en Detienne worden ingetrokken.

Amendement n° 52 van dezelfde indieners wordt verworpen met 11 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

De amendementen n°s 54 en 56 van dezelfde indieners worden achtereenvolgens verworpen met 11 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Artikel 5, § 1, wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 67 van de heer Chevalier c.s., dat ertoe strekt deze paragraaf weg te laten, vervalt dientengevolge.

Artikel 5, § 2, wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

\*  
\* \* \*

Artikel 5 wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

Section 6	Afdeling 6
<i>Pensions</i>	<i>Pensioenen</i>
Art. 11	Art. 11
<p><i>M. Chevalier et consorts</i> déposent successivement les amendements n°s 77 et 78 (Doc. n° 925/4) visant respectivement à supprimer l'article 11, 2°, et subsidiairement à exclure les pensions des magistrats du champ d'application de l'arrêté royal au motif que cette matière concerne l'organisation des cours et tribunaux et relève dès lors de la compétence de la Chambre et du Sénat.</p> <p><i>Le ministre</i> réfute pareille argumentation en ce sens que le prélèvement de solidarité ne fait pas partie de la législation en matière de pensions à proprement parler. Le raisonnement du Conseil d'Etat aurait pour conséquence que tous les prélèvements tant fiscaux que parafiscaux frappant les magistrats visent l'organisation des cours et tribunaux.</p> <p>Si l'on adopte l'amendement en ordre subsidiaire, une discrimination par rapport aux autres agents publics serait créée et justifierait l'intervention de la Cour d'Arbitrage.</p>	<p><i>De heer Chevalier c.s.</i> dient achtereenvolgens de amendementen nrs 77 en 78 (Stuk nr 925/4) in. Amendement nr 77 beoogt de weglatting van artikel 11, 2°; amendement nr 78 strekt ertoe de pensioenen van de magistraten uit te sluiten van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit omdat deze materie betrekking heeft op de organisatie van hoven en rechtbanken en derhalve tot de bevoegdheid van de Kamer en de Senaat behoort.</p> <p><i>De minister</i> verzet zich tegen dat argument; de solidariteitsinhouding maakt immers geen deel uit van de pensioenwetgeving in de enge zin van het woord. De redenering van de Raad van State volgen zou ertoe leiden dat alle (fiscale én parafiscale) heffingen met betrekking tot de magistraten betrekking zouden hebben met de organisatie van hoven en rechtbanken.</p> <p>Mocht gevolg worden gegeven aan het amendement in bijkomende orde, dan komt men tot een ongelijke behandeling ten opzichte van de overige ambtenaren. Een en ander zou het optreden van het Arbitragehof wettigen.</p>
* *   *	* *   *
<p>L'amendement n° 77 de M. Chevalier et consorts est rejeté par 10 voix contre 2 et une abstention.</p> <p>L'amendement n° 78 des mêmes auteurs est rejeté par 10 voix contre 2 et une abstention.</p> <p>L'article 11 est adopté par 10 voix contre 4.</p>	<p>Amendement nr 77 van de heer Chevalier c.s. wordt verworpen met 10 tegen 2 stemmen en één onthouding.</p> <p>Amendement nr 78 van dezelfde indieners wordt verworpen met 10 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.</p> <p>Artikel 11 wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.</p>
* *   *	* *   *
Art. 12	Art. 12
<p><i>M. Chevalier et consorts</i> déposent l'amendement n° 79 (Doc. n° 925/4) visant à supprimer cet article au motif que ses dispositions constituent une ingérence dans un litige en cours.</p> <p><i>Le ministre</i> fait valoir que la suppression de cet article engendrerait un coût de 10 milliards de francs à charge du Trésor.</p>	<p><i>De heer Chevalier c.s.</i> dient amendment nr 79 (Stuk nr 925/4) in dat ertoe strekt dit artikel weg te laten omdat de bepalingen ervan tussenkomsten in een hangend geding.</p> <p><i>De minister</i> merkt op dat mocht dit artikel worden weggelaten, dat de Schatkist 10 miljard frank zou kosten.</p>
* *   *	* *   *
L'article 12 est adopté par 10 voix contre 4.	Artikel 12 wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

L'amendement n° 79 déposé par *M. Chevalier et consorts* est par conséquent rejeté.

\*  
\* \* \*

### Art. 13

*M. Goutry* demande la raison pour laquelle la règle de dix ans (au lieu de quinze ans) n'a pas été appliquée à l'effet extinctif de la cotisation de solidarité sur la partie extra-légale de la pension.

*M. Lenssens* constate que les personnes qui ont choisi la formule de la rente sont pénalisées par rapport à celles qui ont opté pour la formule du capital.

Quelle est la situation des ayants droit dont la contestation est actuellement pendante devant le Conseil d'Etat ?

Quel sera leur sort après la confirmation de l'arrêté royal en question ?

*Le ministre* observe que les tribunaux devront s'accommoder des nouvelles dispositions légales en la matière.

S'agissant de la cotisation de solidarité, la réforme prévoit un seul versement lors de la perception du capital de sorte qu'il sera mis un terme aux discussions sur les rentes fictives.

Le principe de la durée de l'effet extinctif résulte de la constatation selon laquelle à partir de 60 ans, l'espérance de vie des hommes et des femmes est de 15 ans en moyenne.

D'autre part, si l'on adopte un point de référence inférieur à 15 ans, des répercussions non-négligeables sur le budget sont à craindre.

\*  
\* \* \*

L'article 13 est adopté par 9 voix contre 5.

\*  
\* \* \*

### Art. 14

Cet article ne donne lieu à aucune discussion et est adopté par 9 voix contre 5.

\*  
\* \* \*

Amendement n° 79 van *de heer Chevalier c.s.* wordt bijgevolg verworpen.

\*  
\* \* \*

### Art. 13

*De heer Goutry* vraagt waarom niet de tienjarenregel maar wel de vijftienjarenregel werd toegepast voor de geleidelijke uitdoving van de solidariteitsinhouding op het bovenwettelijke deel van het pensioen.

*De heer Lenssens* stelt vast dat wie voor de renteformule heeft gekozen, wordt benadeeld in vergelijking met wie voor de kapitaalformule heeft geopteerd.

In welke situatie verkeren de rechthebbenden wier betwisting momenteel door de Raad van State wordt behandeld ?

Wat wacht hen nadat het desbetreffende koninklijk besluit zal zijn bekragtigd ?

*De minister* merkt op dat de rechtbanken de nieuwe wetsbepalingen ter zake zullen moeten toepassen.

Wat de solidariteitsinhouding betreft, voorziet de hervorming in één enkele storting bij de inning van het kapitaal. Op die manier wordt een einde gemaakt aan de betwistingen inzake fictieve rentes.

De periode tijdens dewelke de solidariteitsinhouding geleidelijk wordt verminderd, werd bepaald op grond van de vaststelling dat 60-jarige mannen en vrouwen nog een gemiddelde levensverwachting van 15 jaar hebben.

Indien een referentieduur in aanmerking wordt genomen dat lager ligt dan 15 jaar, dreigt dat aanzienlijke gevolgen te hebben voor de begroting.

\*  
\* \* \*

Artikel 13 wordt aangenomen met 9 tegen 5 stemmen.

\*  
\* \* \*

### Art. 14

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 9 tegen 5 stemmen.

\*  
\* \* \*

**Art. 18**

Cet article ne donne lieu à aucune discussion et est adopté par 9 voix contre 5.

\*  
\*      \*

L'ensemble des dispositions soumises à la commission est adopté par 9 voix contre 5.

La proposition de loi jointe (Doc. n° 250/1) devient dès lors sans objet.

*Le rapporteur,*

G. VERMASSEN

*Le président,*

P. CHEVALIER

**ERRATA**

Au chapitre II, il y a lieu de lire le texte néerlandais de l'intitulé de la section première comme suit : « Sector gezondheidszorg ».

Au chapitre II, il y a lieu de lire l'intitulé de la section 2 comme suit : « Secteur assurance soins de santé et indemnités ».

**Art. 18**

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 9 tegen 5 stemmen.

\*  
\*      \*

Het geheel van de aan de commissie voorgelegde bepalingen wordt aangenomen met 9 tegen 5 stemmen.

Bijgevolg vervalt het toegevoegde wetsvoorstel (Stuk n° 250/1).

*De rapporteur,*

G. VERMASSEN

*De voorzitter,*

P. CHEVALIER

**ERRATA**

In hoofdstuk II leze men de Nederlandse tekst van de titel van afdeling 1 als volgt : « Sector gezondheidszorg ».

In hoofdstuk II leze men de titel van afdeling 2 als volgt : « Sector verzekering voor geneeskundige zorg en uitkeringen ».